4/4/22

Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 1ER AVRIL 1922.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 1ST APRIL, 1922.

AUX ANNONCEURS DANS LA *GAZETTE OFFICIELLE*

CEUX qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle* voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous :

1. Adresser : l'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

TARIF DES ANNONCES :

Première insertion, 15c par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction, 50c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemp., 30c.

Feuilles volantes, $1.00 par douzaine.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, *avant la deuxième* publication, qui sera cancellée, si ces conditions n'ont pas été remplies.

TO ADVERTISERS IN THE *OFFICIAL GAZETTE*

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette* will please observe the following rules :

1. Address : The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

ADVERTISING RATES :

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Tabular matter at double rates.

Translation, 50 cents per 100 words.

Official Gazette, 30 cents per single number.

Slips $1.00 per dozen.

Notices which are to be inserted once only, are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, *before the second* publication, which will be cancelled, if above conditions have not been fulfilled.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette Officielle" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, $7. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante :

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre ; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion ; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
Ls-A. PROULX.

Hôtel du gouvernement. 1037

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of $7. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning :

The first number is our document number ; the second number, the *Gazette* number ; and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

Ls-A. PROULX,
King's Printer.

Government House. 1038

Nominations

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 14 février 1922.

M. Albert Poulin, cultivateur, de Saint-Prosper, comté de Dorchester, juge de paix pour le district de Beauce.

Québec, le 18 février 1922.

M. Joseph-E. Sylvestre, secrétaire-trésorier de la municipalité de Saint-Adrien-de-Ham, comté de Wolfe, juge de paix pour le district de Saint-François.

M. Joseph-Moïse Gasse, commerçant, de la Rivière-à-la-Marthe, comté de Gaspé, juge de paix pour le district de Gaspé.

M. Ovila-S. Perrault, secrétaire de "Imperial Tobacco Company of Canada, Limited", 900 Saint-Antoine, Montréal, juge de paix pour le district de Montréal.

Québec, le 10 mars 1922.

M. Napoléon Longtin, marchand, de Farralton, comté de Hull, juge de paix pour le district de Hull.

M. Joseph Jolicœur, marchand, de Saint-Ephrem (station), comté de Beauce, juge de paix pour le district de Beauce.

MM. Roch Gagné, rentier, Joseph Pouliot, marchand général, de Disraéli, Joseph-Gédéon Bédard, marchand, Théod. Gosselin, cultivateur, tous deux de Saint-Fortunat, Joseph-Napoléon Beaudoin, Napoléon Delphis Labonté cultivateurs, de Saint-Julien-de-Wolfstown, comté de Wolfe, juges de paix pour le district de Saint-François.

MM. William F. Carsley, négociant, Montréal, William Bowyer, commis, Springfield Park, comté de Chambly, juges de paix pour le district de Montréal. 1271

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by and with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments, viz:

Quebec, 14th February, 1922.

Albert Poulin, farmer, of Saint Prosper, county of Dorchester, to be a justice of the peace for the district of Beauce.

Quebec, February 18th, 1922.

Joseph E. Dufresne, secretary-treasurer of the municipality of Saint-Adrien-de-Ham, county of Wolfe, to be a justice of the peace for the district of Saint Francis.

Joseph Moïse Gasse, trader, of Rivière-à-la-Martre, county of Gaspé, to be a justice of the peace for the district of Gaspé.

Ovila S. Perrault, secretary of the Imperial Tobacco Company of Canada, Limited, 900 Saint Antoine, Montreal, to be a justice of the peace for the district of Montreal.

Quebec, March 10th, 1922.

Napoleon Longtin, merchant, of Farralton, county of Hull, to be a justice of the peace for the district of Hull.

Joseph Jolicœur, merchant, of Saint Ephrem (station), county of Beauce, to be a justice of the peace for the district of Beauce.

Roch Gagné, annuitant, Joseph Pouliot, general merchant, of D'Israeli; Joseph Gedeon Bedard, merchant, Theod. Gosselin, farmer, both of Saint-Fortunat; Joseph Napoléon Beaudoin, Napoleon Delphis Labonté, farmers, of Saint-Julien-de-Wolfestown, county of Wolfe, to be justices of the peace for the district of Saint Francis.

William F. Carley, merchant, Montreal; William Bowyer, clerc, Springfield Park, county of Chambly, to be justices of the peace for the district of Montreal. 1272

Canada
Province de Québec. C. FITZPATRICK.

[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT:—

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, *Assistant-Procureur-Général.*

ATTENDU que le secrétaire des commissaires dûment nommés pour les fins du chapitre premier du titre neuf des Statuts refondus de la province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Haileybury, dans notre province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité desdits statuts, transmis au lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec, son certificat constatant qu'il n'a été déposé à son bureau aucune opposition à la reconnaissance du décret canonique de l'autorité ecclésiastique dudit diocèse et aussi ledit décret canonique dans lequel sont décrites et déterminées les limites et bornes qu'ils croient le plus convenable d'assigner à la paroisse de Saint-Joseph-de-Nord-Témiscamingue, dans le comté de Témiscamingue, dans ledit diocèse susdit, comme suit, savoir:

Le territoire—dans le comté de Témiscamingue—à être érigé en une paroisse, pour les fins civiles, sous le nom de "La paroisse de Saint-Joseph-de-Nord-Témiscamingue", est pris dans les cantons de Guigues et de Nédelec et ses bornes, en référence aux données du cadastre officiel pour ces cantons, sont les suivantes, savoir:

Au sud: la ligne limitative entre les lots numéros quarante-neuf et cinquante (49 & 50), dans les sixième, cinquième, quatrième rangs du canton de Guigues et le prolongement—vers l'ouest—d'icelle ligne limitative, jusqu'à la ligne interprovinciale, entre l'Ontario et le Québec, dans le lac Témiscamingue;

A l'ouest: la ligne interprovinciale, entre l'Ontario et le Québec, tant dans le lac Témiscamingue que suivant la limite ouest du canton de Nédelec sur laquelle elle se continue;

Au nord, dans le canton de Nédelec: la ligne séparant le lot No 612 du lot No 613, dans le rang Nédelec; celle séparant le lot No 752 des lots Nos 693, 694, 729, 730, 751 dans les première, deuxième, troisième, quatrième et cinquième concessions et la ligne nord des lots Nos 377, 481, 499 afférents respectivement aux premier, deuxième et troisième rangs;

A l'est: la ligne est du rang Nédelec et celle qui sépare la cinquième concession du troisième rang, toutes deux dans le canton de Nédelec, la limite ouest du canton de Guerin et la ligne limitative entre le sixième et le septième rangs du canton de Guigues, ladite limite ouest se raccordant à la ligne limitative susdite par l'axe de la rivière des Quinze jusqu'à leur prolongement respectif dans ladite rivière.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et

Canada,
Province of Quebec. C. FITZPATRICK.

[L. S.]

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, *Deputy-Attorney-General.*

WHEREAS the secretary to the duly appointed Commissioners for the purposes of chapter first of title nine of the Revised Statutes of the Province of Quebec, in and for the Roman Catholic Diocese of Haileybury, in Our Province of Quebec, canonically acknowledged and erected by the Ecclesiastical authorities, has, under the authority of the said Statutes transmitted to the Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec, his certificate establishing that no opposition has been made to the civil recognition of the canonical decree of the Ecclesiastical authorities together with the canonical decree, by which they describe and declare the limits and boundaries which they think most expedient to be assigned to the parish of Saint-Joseph-de-Nord-Témiscamingue, in the county of Témiscamingue, in the said Roman Catholic Diocese of Haileybury, to be as follows, that is to say:

The Territory—in the county of Temiscamingue—to be erected into a parish, for civil purposes, under the name of "The parish of Saint-Joseph-de-Nord-Témisamingue", is taken in the townships of Guigues and Nédelec and its boundaries, with reference to the official cadastre for the said townships, are as follows, namely:—

On the south: the line of division between the lots numbers forty nine and fifty (49 & 50), in the sixth, fifth, fourth ranges of the township of Guigues and the production thereof—towards the west—up to the interprovincial line, between the province of Ontario and Quebec, in Lake Temiscamingue.

On the west: the said interprovincial boundary, between the province of Ontario and Quebec, both in Lake Temiscamingue and following the west boundary line of the township of Nedelec which it follows:

On the north, in the township of Nédelec: the division line between the lot No. 612 and the lot No. 613 in Nedelec range; that between the lot No. 752 and the lots Nos. 693, 694, 729, 730, 751 in the first, second, third, fourth and fifth concessions and the north line of the lots Nos. 377, 481, 499 respectively adjacent to the first, second and third ranges;

On the east: the east line of Nédelec range and that which divides the fifth concession from the third range, both in the township of Nédelec; the west boundary of the township of Guerin and the line of division between the sixth and seventh ranges of the township of Guigues, the said west boundary connecting with the aforesaid line of division through the axis of the River des Quinze up to their respective prolongation in the said river.

KNOW KNOW YE, that we have confirmed, esta-

reconnu, et par les présentes confirmons établissons et reconnaissons les limites et bornes de la paroisse de Saint-Joseph-de-Nord-Témiscamingue, ci-dessus décrites;

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la paroisse de Saint-Joseph-de-Nord-Témiscamingue, décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de QUEBEC, ce HUITIEME jour de MARS, en l'année mil neuf cent vingt-deux, de l'ère chrétienne et de Notre règne la douzième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

1235

Canada,
Province de Québec. C. FITZPATRICK.

[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT:—

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, *Assistant-Procureur-Général.*

ATTENDU que l'établissement d'une Cour de circuit dans et pour le comté de Matane a été décrété, conformément aux dispositions des Statuts refondus, 1909, et qu'il est maintenant nécessaire de fixer les termes de cette Cour;

ET ATTENDU que, conformément aux dispositions des articles 3120 et 3121 des Statuts refondus, 1909, le lieutenant-gouverneur peut, par proclamation, fixer le nombre et la durée des termes de cette cour ainsi que les époques auxquelles ils seront tenus.

A CES CAUSES, par et de l'avis du Conseil Exécutif de Notre Province, nous avons réglé et ordonné et par les présentes réglons et ordonnons que les termes de la Cour de circuit dans et pour le comté de Matane seront tenus trois fois par année, savoir: le quatrième lundi des mois de mai, septembre et novembre et le jour suivant.

D tout ce que dessus, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concernés sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles

blished and recognised and by these presents do confirm, establish and recognise the aforesaid limits and boundaries of the parish of Saint-Joseph-de-Nord-Témiscamingue, aforesaid;

And We have erected and declared, and by these presents erect and declare the said parish of Saint-Joseph-de-Nord-Témiscamingue, to be a parish for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid Statutes.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this EIGHTH day of MARCH in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty two, and on the twelfth year of Our Reign.

Reign.

By command,

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

1236

Canada,
Province of Quebec. C. FITZPATRICK.

[L. S.]

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, *Deputy-Attorney-General.*

WHEREAS the establishment of a Circuit Court in and for the county of Matane has been enacted, in accordance with the provisions of the Revised Statutes, 1909, and that it is now necessary to fix the terms of the said Court:

AND WHEREAS, in accordance with the provisions of articles 3120 and 3121 of the Revised Statutes, 1909, the Lieutenant-Governor may, by proclamation, fix the number and duration of the terms of this Court, as well as the times at which such terms shall be held;

THEREFORE with the advice and consent of the Executive Council of Our Province, We have ruled and ordered and, by these presents, rule and order that the terms of the Circuit Court in and for the county of Matane shall be held three times per year, namely: the fourth Monday of the months of May, September and November and the following day.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby require to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent

fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre trs distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de Québec, ce VINGTIEME jour de MARS, en l'année mil enuf cent vingt-deux, de l'ère chrétienne et de Notre règne la douzième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,

1287 C.-J. SIMARD.

and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint-George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this TWENTIETH day of MARCH, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty two, and on the twelfth year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,

1288 Assistant Provincial Secretary.

Lettres patentes

Letters patent

'Dominion Auto Service Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de mars 1922, constituant en corporation: Joseph-Pierre St. Onge, commerçant d'automobiles, Joseph Norbert Brisson, joaillier, Medore-Gilbert-Edouard Lafortune, agent d'affaire, stous de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes:

Faire le commerce des automobiles et généralement de tout ce qui s'y rattache; acheter, vendre, échanger, réparer, construire des automobiles, camions et tracteurs; agir en qualité d'agent pour acheter et vendre ces automobiles et camions de commerce; agir comme agents, représentants ou facteurs d'aucune compagnie automobile, canadienne ou étrangère, d'aucune compagnie trafiquant d'une manière générale de fournitures ou accessoires d'automobiles;

Acheter, échanger, louer, vendre, importer ou exporter des automobiles d'agrément, des camions de commerce, tracteurs agricoles et autres avec toutes les choses qui se rattachent directement ou indirectement à ce commerce;

Acheter, louer et fabriquer de la force motrice d'aucune nature quelconque, soit pour les besoins industriels de la compagnie, pour vente ou location;

Acheter, louer ou autrement acquérir des biens fonds, les subdiviser, y construire des bâtisses, maisons, ateliers, garages, fabriques, entrepôts et bureaux qu'on croira avantageux ou nécessaires aux fins de la compagnie;

Emettre et lotir des actions libérées du capital de la compagnie en paiement intégral ou partiel du prix d'achat d'aucune propriété mobilière ou immobilière, des actions ou autres titres d'aucunes autres compagnies, et dont la présente aura besoin;

Emprunter de l'argent au taux d'intérêt dont on conviendra avec pouvoir de garantir ces prêts par hypothèques, obligations, parts ou autres valeurs appartenant à la compagnie;

Trafiquer, louer des autos de promenade, camions de commerce, tracteurs agricoles et autres, et transporter les passagers en automobiles et autobus;

Acheter, louer, bâtir ou autrement acquérir des bacs, traversiers ou autres vaisseaux d'aucune

"Dominion Auto Service Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of March, 1922, incorporating: Joseph Pierre St. Onge, dealer in automobiles, Joseph Norbert Brisson, jeweller, Medore Gilbert Edouard Lafortune, business agent, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To deal in automobiles and everything generally incidental thereto; to buy, sell, exchange, repair, construct automobiles, trucks and tractors; to act as agent for the purchase and sale of such automobiles and commercial trucks; to act as agents, representatives or factors of any automobile company, Canadian or foreign or any company dealing in general automobile supplies or accessories;

To buy, exchange, lease, sell, import or export pleasure automobiles, commercial trucks or farm and other tractors, together with all things directly or indirectly incidental to such business;

To buy, lease and manufacture any motive power of any nature whatsœver either for the manufacturing requirements of the company or for sale or lease;

To buy, lease or otherwise acquire real estate, to subdivide it, erect buildings upon it, houses, shops, garages, factories, warehouses, and offices which may be deemed advantageous or necessary for the company's purposes;

To issue and alot paid up shares of the capital stock of the company in full or part payment of the purchase price of any moveable or immoveable property, shares ro other securities, of any other companies and of which the present company may be in need of;

To borrow money at such rate of interest as may be agreed upon with power guarantee such loans by hypothecs, bonds, stock or other securities belonging to the company;

To deal in and lease pleasure automobile, commercial trucks farm and other tractors and to convey passengers by automobiles and autobus;

To purchase, lease, build or otherwise acquire scows, ferry boats, or other vessels of any discrip-

description quelconque, avec privilège de s'en servir partout où on les croira nécessaires ou utiles aux fins du commerce présent ou futur de la compagnie;

Acquérir et généralement assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de l'achalandage, de la clientèle, de l'entreprise, des droits et de l'actif d'aucune personne, firme, association ou compagnie exerçant ou autorisée à exercer un commerce dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou en possession de biens convenant en tout ou en partie aux objets de la présente compagnie, payer cette acquisition en argent ou en actions de la présente compagnie, entièrement libérées et non sujettes à appel;

Conclure, avec aucunes autorités suprêmes, municipales, locales ou autres, aucun arrangement paraissant approprié aux objets de la compagnie, ou à aucun d'iceux, et obtenir d'aucune telle autorité les droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir, et exécuter, exercer, se conformer à ces arrangements, droits, privilèges et concessions;

Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété et des droits de la compagnie;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables;

Payer avec les deniers de la compagnie tous les frais ou dépenses connexes à la constitution de la compagnie en corporation;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets susmentionnés, sous le nom de "Dominion Auto service Company, Limited", avec un fonds social total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres ($100.00 chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de mars 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

1241 C.-J. SIMARD.

tion whatever, with the provileges of using them wheresœver it may be necessary or useful for the purposes of the present or furure business of the company;

To acquire and generally take over the whole or any part of the business, goodwill, custom, undertaking, rights and assets of any person, firm, association or company carrying on or authorised to carry on a business having objects altogether or partly similar to those of this company, or possessed of property suitable in whole or in part for the purposes of this company, and to pay for such acquisition in cash or in fully paid up and non-assessable shares of this company;

To enter into any arrangement with any authorities, supreme, municipal, local or otherwise that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To pay out of the funds of the company all costs or expenses of or incidental to the incorporation of the company;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attrainments of the above mentioned objects, under the name of "Dominion Auto Service Company Limited" with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of March, 1922.

C.-J. SIMARD,

1242 Assistant Provincial Secretary.

"International Agency, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour de mars 1922, constituant en corporation: Elie Beauregard, avocat, domicilié au No 849 de la rue Durocher, Joseph-Edouard Labelle, avocat, domicilié au No 822 de la rue Durocher, cité d'Outremont; Charles Desmarais, comptable, domicilié au No 800 de la rue Marie-Anne est, cité de Montréal, dans les buts suivants:

Faire en gros et en détail le commerce d'engins, moteurs, machineries, outillages, ustensils de toutes descriptions, et accessoires, tant comme importateurs que comme exportateurs;

Acheter, importer, exporter, assembler, réparer, manufacturer, louer et vendre tous tels effets et autres connexes en métal, métalloids, bois, cuivre, laine, coton ou produits similaires, ou connexes, ainsi que tous effets de sellerie, savonnerie, peinture, teinture, vernis et autres compsés et composants;

D'agir comme courtiers et agents à commission

"International Agency, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of March, 1922, incorporating: Elie Beauregard, advocate, Joseph Edouard Labelle, advocate, of the city of Outremont; Charles Desmarais, accountant, of the city of Montreal, for the following purposes:

To deal wholesale and retail in engines, motors, machineries, tools, ustensils of every description and the accessories thereof, both as importers and exporters;

To buy, import, export, assemble, repair, manufacture, lease and sell any such goods and other like articles in metal, metalloid, wood, copper, wool, cotton or other similar or allied products, as well as saddle, soap, paint, dye, varnish products and other compounds and ingredients;

To act as brokers and commission agents for

pour la vente et l'achat de tels produits et accessoires;

Faire affaire comme marchands généraux et importer, exporter, acheter, ou vendre, échanger tous produits pouvant faire l'objet de ce commerce, au besoin fabriquer tels produits;

Acquérir par achat, bail ou autrement le commerce, la propriété mobilière ou immobilière, l'actif, l'achalandage, les droits, privilèges et contrats de toutes entreprises exerçant un commerce semblable en tout ou en partie à celui de la présente compagnie, et plus spécialement à celui de l'entreprise actuellement conduite, à Montréal, sous le nom de "International Agency", par J.-Alfred Barrette, agent, de la cité de Montréal, et faire le paiement de ces acquisition en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie ou partie en argent et partie en actions ou autrement;

Exercer tous industries et commerces susceptibles d'être exercés conjointement avec ce qui fait l'objet principal de la compagnie ou de nature à aider directement ou indirectement la compagnie dans l'accomplissement de ses objets principaux;

Employer en tout ou en partie ses fonds pour l'achat d'actions du capital d'autres compagnies;

Faire toute ce qui est nécessaire, utile ou approprié à la réalisation des objets ou à l'obtention des fins susmentionnées, sous le nom de "International Agency Limited", avec un capital total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de mars 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
1239 C.-J. SIMARD.

"La Cie des Produits Lucas, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de mars 1922, constituant en corporation: Joseph-Wilfrid Lucas, commerçant; de la cité de Saint-Hyacinthe; Jean-Marcel Raynault, policier, de la cité de Montréal; Edmond Raynault, cultivateur, de la paroisse de Saint-Liboire, comté de Bagot, dans les buts suivants:

La fabrication de peintures, huiles, graisses lubrifiantes savons, et de ferronneries, quincailleries de toutes sortes; ainsi que la vente, l'achat et faire le commerce général, en gros et en détail, des produits ainsi fabriqués et autres de même nature;

Faire le commerce en gros et en détail de quincailleries et ferronneries, peintures, huiles, graisses lubrifiantes, savons;

Acquérir à cet effet la marque de commerce générale obtenue par ladite "Compagnie des Produits Lucas", le 9 novembre 1920, enregistrée à Ottawa au Régistre des Marques de Commerce sous le No 118, et l'exploiter dans le cours du commerce de ladite compagnie à être constituée; la vendre, louer, ou autrement en disposer;

Acquérir, louer, vendre d'autres marques de commerce général ou autres brevêts d'inventions en rapport avec tel commerce et industrie, ainsi que matériaux de toute nature et autrès acces-

the sale and purchase of such products and accessories;

To carry on the business of general merchants and import, export, buy or sell, exchange all products capable of being the object of such trade and to manufacture such products in case of need;

To acquire by purchase, lease or otherwise the business, moveable or immoveable property, assets, goodwill, rights, privileges and contracts of any undertakings carrying on a business similar in whole or in part to that of the present company, and more particularly those of the undertaking presently carried on, under the name of "International Agency", by J. Alfred Barrette, agent, of the city of Montreal, and to pay for such acquisitions in cash or in bonds or in paid up shares of the company, or partly in cash and partly in paid up shares;

To carry on any other business and trade capable of being carried on in connection with the main object of the company or which may seem calculated to directly or indirectly assist the company in the accomplishment of its main objects;

To apply the whole or part of its funds to the purchase of shares of the capital stock of other companies;

To do everything necessary, useful or conducive to the accomplishment of the objects or the attainment of the purposes aforementioned, under the name of "International Agency, Limited" with a total capital stock of twenty thousand ($20,000.00) dollars, divided into two hundred (200) shares of one hundred ($100.00) dollars each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this ninth day of the months of March, 1922.

C. J. SIMARD,
1240 Assistant Provincial Secretary.

"La Cie des Produits Lucas, Limitée".

Notice is hereby given that under part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of March, 1922, incorporating: Joseph Wilfrid Lucas, merchant, of the city of Saint Hyacinthe; Jean Marcel Raymond, constable, of the city of Montreal; Edmond Raymault, farmer, of the parish of Saint-Liboire, county of Bagot, for the following purposes:

The manufacturing of paints, oils, lubricating greases, soaps, shelf and heavy hardware of every kind, as well as the sale, purchase and dealing, wholesale and retail, in all products so manufactured and other products of a like nature;

To deal, wholesale and retail, in shelf and heavy hardware, paints, oils, lubricating greases, soaps;

To acquire to that end the general trade mark obtained by said "Compagnie des Produits Lucas' the ninth day of November, 1920, registered at Ottawa in the Trade mark Records under the No. 118 and to exploit the same in the course of the business of the said company to be incorporated, sell, lease or otherwise dispose of the same;

To acquire, lease, sell other general trade marks or other patents in connection with such trade or business, as well as the materials of any nature and other accessories necessary or required

soires nécessaires et requis pour les fins desdits commerce et industrie;

Assumer et acquérir la propriété l'actif et l'entreprise de la "Cie des Produits Lucas"; acheter, louer, ou autrement acquérir, détenir et posséder, exercer et user, la totalité ou partie de toute propriété, franchise, achalandage (good will) droits, pouvoirs, privilèges, ou autre chose susceptible d'être cédée ou vendue, détenus et appartenant à toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie et commerce semblable en tout ou en partie à celle de la présente compagnie, soit en son propre nom, soit au nom de toute telle personne, société ou compagnie, et de payer le prix de telle propriété, franchise, achalandage (good will), droits pouvoirs, privilèges, ou chose en tout ou en partie, en actions acquittées de la présente compagnie, ou autrement et d'assumer les responsabilités de toute telle personne, société ou compagnie;

Exploiter des chantiers de bois de pulpe, bois de charpente et autres bois en général;

Acheter, vendre et fabriquer toutes sortes de bois, et en particulier des dormants de chemin de fer;

Construire acquérir et posséder des usines, des magasins et des entrepôts aux fins du commerce et de l'industrie de la présente compagnie;

Exercer l'industrie générale de constructeurs et entrepreneurs pour travaux de tous genres, soit en bois, soit en fer;

Agir comme vendeur, agent représentant, distributeur ou entreproseur, pour toutes personnes ou compagnies, et pour toutes machineries, matériaux et autres produits servant ou pouvant servir directement ou indirectement dans et pour l'exécution de contrats tels que ci-dessus désignés et autres de même nature;

Agir comme agent et courtier en immeubles et comme agent d'assurance sur la vie et contre l'incendie;

Prendre les moyens de faire connaître les produits de la compagnie et particulièrement annoncer dans les journaux, par circulaires, publication de livres et périodiques, actroi de prix et dons;

Conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des industries, la coopération, les risques communs les concessions réciproques la consolidation et la fusion avec toutes autres compagnies, maisons, sociétés ou personnes exerçant une industrie ou commerce semblable en tout ou en partie à celui de la compagnie, ou propre à atteindre les objets pour lesquels cette dernière est constituée en corporation;

Organiser et diriger toute compagnie faisant ou devant faire un commerce ou exercer une industrie de même nature que celle de la présente compagnie;

Souscrire avec ou sans garantie au capital social de toute compagnie;

Acquérir, détenir, posséder et céder les actions obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie et vendre ou autrement disposer de la totalité ou d'une partie de l'actif de telle compagnie ainsi détenu et acquis;

Vendre et disposer de la totalité ou d'une partie de l'actif de la présente compagnie et en recevoir le paiement en actions, obligations ou autres valeurs de toute compagnie exerçant un commerce ou industrie semblable, ou par tout autre mode de paiement que la présente compagnie jugera bon;

Investir et placer les argents de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis pour ses

for the purposes of the said trade and business;

To undertake and acquire the property, assets and undertaking of the "Cie des Produits Lucas"; buy, lease or otherwise acquire, hold and own, exercise and use the whole or part of any property, franchise, goodwill, rights, powers, privileges or other thing capable of being conveyed or sold, held by and belonging to any person, firm or company carrying on a trade or business altogether or partly similar to that of the present company, whether in its own name or in the name of any such person, firm or company, and to pay for such property, franchise, goodwill, rights, powers, privileges or things, wholly or partly in paid up shares of the present company or otherwise and to take over the liabilities of any such person, firm or company;

To carry on lumbering operations in pulp-wood timber and other wood in general;

To buy, sell and manufacture all kinds of wood and especially railway ties;

To construct, acquire and own shops, stores and warehouses for the trade and business purposes of the company;

To carry on the general business of builders and contractors for works of every kind, whether in wood or iron;

To act as salesman, agent, representative, distributor or warehouseman for any persons or companies, and for any machinery, materials and other products used or capable of being used directly or indirectly in and for the performance of contracts as above designated and other contracts of a like nature;

To act as real estate agent and broker and life and fire insurance agent;

To take the means of making known the products of the company and particularly to advertise in newspapers, through circulars, the publication of books and periodicals, the granting of prizes and gifts;

To enter into agreements for sharing of profits, business amalgamation, co-operation, joint ad venture, reciprocal concessions, consolidation and merger with any other companies, firms, partnerships or persons carrying on a trade or business similar in whole or in part to that of the company or conducive to the attainment of the objects for which this company is incorporated;

To promote and manage any company carrying on or formed for the carrying on of a trade or business of a like nature to that of the present company;

To subscribe, with or without security, to the capital stock of any company;

To acquire, hold, own, and assign the shares, bonds or other securities of any other company and sell or otherwise dispose of the whole or any part of the assets of such company thus held and acquired;

To sell and dispose of the whole or any part of the assets of the present company and to receive in payment therefor shares, bonds or other securities of any company carrying, on similar trade or business or any other made of payment which the present company may think proper;

To invest and deal with the monies of the company not immediately required for its business,

affaires, sur telles garanties, et de la manière qu'elle pourra de temps à autre décider et déterminer;

Les fins, objets et pouvoirs de la compagnie pourront être exercés séparément et sans restrictions, et aucune des clauses ci-dessus de devra être limitative; son interprétation, dans le cas de doute, devant avoir pour effet d'étendre plutôt que de restreindre les pouvoirs de la compagnie sous le nom de "La Cie des Produits Lucas, Limitée" avec un capital total de quarante-cinq mille piastres ($45,000.00), divisé en quatre mille cinq cents (4,500) actions de dix piastres ($10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans la cité de Saint-Hyacinthe, dans le district de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de mars 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

1225 C.-J. SIMARD.

on such securities and in such manner as may, from time to time, be decided upon and determined;

The purposes, objects and powers of the company may be exercised separately and without restrictions, and any of the above clauses shall not be limitative; its interpretation, in case of doubt, to have the effect of extending rather than restricting the powers of the company, under the name of "La Cie des Produits Lucas, Limitée" with a total capital stock of forty five thousand ($45,000.00), divided into four thousand five hundred (4,500) shares of ten ($10.00) dollars each.

The head office of the company, will be in the city of Saint Hyacinthe, in the district of Saint Hyacinthe.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of March, 1922.

C.-J. SIMARD,

1226 Assistant Provincial Secretary.

"Lady Teazle Shop Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, art. 5969 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du treizième jour de mars 1922, changeant le nom de "Maison Villeneuve, Incorporated", constituée par lettres patentes du vingt-un septembre 1915, sous le nom de "Maison Villeneuve, Incorporated", en celui de "Lady Teazle Shop, Incorporated", aux fins suivantes:

Exercer le commerce et l'industrie de fabricants et négociants de marchandises sèches en gros et en détail, des soies, satins, dentelles, cotons, tissus et produits textiles généralement, articles de modes, accoutrements pour dames, lingerie, tresses, crépines, glandes de soie, boutons, ornements, garnitures, robes et mantelets pour dames et demoiselles ainsi que tous leurs accessoires, importer et exporter, acheter, vendre et manufacturer toutes ces diverses denrées;

Exercer aucune autre industrie semblable, soit de manufacture ou autre se rapportant aux pouvoirs susdits que la corporation jugera capable d'être profitablement exercée conjointement avec aucune des industries plus haut mentionnées;

Acquérir et prendre charge de la totalité ou d'aucune partie de la propriété et des obligations d'aucune personne ou compagnie engagée dans aucune industrie que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de biens de nature à profiter à la présente corporation;

Généralement acheter, prendre, louer ou échanger, prendre à bail ou autrement acquérir aucune propriété mobilière ou immobilière ainsi que tous droits et privilèges que la compagnie estimera nécessaires à son industrie, et particulièrement aucun bien-fond, aucune bâtisse, obligation, machinerie, aucun outil et fonds de commerce;

Acquérir et détenir des actions dans aucune autre corporation dont les objets sont semblables à ceux de la présente compagnie;

Rémunérer, avec l'assentiment des actionnaires de la compagnie, aucune personne ou compagnie pour services rendus ou à être rendus dans le placement, l'assistance à la souscription ou la garantie de souscription d'aucun nombre de parts du capital-action de la compagnie, ou de ses obligations ou autres valeurs d'icelle, en rapport avec sa formation et son organisation ou dans la gestion de ses affaires;

"Lady Teazle Shop Incorporated".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, articles 5969 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of March, 1922, changing the name of "Maison Villeneuve, Incorporated", incorporated by letters patent, bearing date the twenty first day of September, 1915, under the name of "Maison Villeneuve Incorporated", to that of "Lady Teazle Shop, Incorporated", for the following purposes:

To exercise the business and industry of wholesale and retail manufacturers and merchants of dry goods, silks, satins, laces, cottons, linens, and textile fabrics generally, millinery, ladies wear, white wear, braids, fringes tassels, buttons, ornaments, tailor's trimmings, ladies and misses gowns and wraps, and all accessories thereof, to import and export, buy, sell and manufacture all the said lines of goods;

To exercise any other similar industry by manufacturing or otherwise relating to the above powers which the company may judge capable of being advantageously exercised in connection with any of the above industries;

To acquire or undertake in whole or in part property and obligations of any person or companies engaged in any industry which the present company in authorized to conduct on in possession of suitable property for the benefit of the present company;

To buy in general, take on, lease or such exchange, rent or otherwise acquire any moveable or immoveable property, and all rights and privileges which the company may deem necessary for its industry, particularly all lands, buildings, obligations, machinery, tools, and stock in trade;

To acquire and hold shares in any other company the objects of which are similar to those of the present company;

To remunerate with the sacntion of the shareholders any person or company for services rendered or to be rendered, in disposing of or helping to dispose of or guaranteeing the disposal of any number of shares of the capital of the company or to obligations, or other values of the company, or in regard to the formation or promotion of the company, or the conduct of its affairs;

Tirer, faire, accepter, escompter, payer et émettre des billets promissoires, des chèques, des lettres de crédit, des connaissements, des traites, des débentures et autres instruments négociables et transportables;

Recourir à tous moyens pour faire connaître les produits de la compagnie, tel qu'il sera jugé judicieux, et spécialement, au moyen d'annoncer dans les journaux, par circulaires, par l'achat et l'exposition de travaux d'arts, par publication de pamphlets et de périodiques;

Vendre, améliorer, gérer, développer, changer prendre à bail, céder, perfectionner et autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété et de l'actif de la compagnie, avec un fonds social de vingt mille piastres ($20,000.000), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres ($100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de mars, 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

1253 C.-J. SIMARD.

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, cheques, letters of credit, bills of lading, drafts, debentures and other negotiable and transferable, instruments;

To take such means in order to make the products of the company known as will be deemed advisable and particularly through advertising in the papers, through circulars, through the purchase and exhibition of works of art, through the publication of books and periodicals;

To sell ameliorate, manage, develop, exchange rent, cede improve, or otherwise dispose in whole or in part of the property and assets of the company, with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company is at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of March, 1922.

C.-J. SIMARD,

1254 Assistant Provincial Secretary.

"St. Lawrence Transportation, Ltd".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour de mars 1922, constituant en corporation: Louis-Joseph-Albert Michaud, surintendant, Lévis; Joseph-Arthur Harnois, comptable, Joseph-Elzéar Bédard, commis, Québec, dans les buts suivants:

Transporter de la marchandise ou autres effets avec des bateaux ou autrement, faire assurer la marchandise, s'allier avec d'autres compagnies et faire toutes sortes de transportations maritimes;

Faire le remorquage, acheter des remorqueurs, barges, chalands, dragues de toutes sortes ou tout autre bâtiment à vapeur ou à voiles, en bois ou en fer;

Faire des contrats de draguage et tout ouvrage se rapportant à la navigation, bâtir des chalands, bateaux à vapeur ou à voiles, dragues, chantiers maritimes, faire la réparation des bateaux de tous genres;

Acquérir, construire, posséder et exploiter, vendre et aliéner des pêcheries ,droits de pêche, glacières, réfrigérateurs, des quais en général tout ce qui peut se rapporter à l'exploitation de la pêche et des pêcheries;

Acheter ou autrement acquérir et posséder des actions de capital social ou des bons, obligations, ou autres titres des créances appartenant à d'autres corporations et les vendre, céder, transférer, engager ou en disposer;

Emettre, attribuer, livrer à toute personne, société ou compagnie des actions acquittées du capital social de la compagnie en paiement d'effet marchandises, propriétés ou valeurs que la compagnie pourra acquérir et toutes sommes qu'elle pourra devoir, et avec le consentement des actionnaires de tous services rendus;

Liquider volontairement les affaires et les biens de la compagnie ou une partie de ses affaires et de ses biens;

Acquérir l'actif ou assumer le passif de toutes personnes, sociétés commerciales ou compagnies à fonds social exploitant tous ou quelques-uns des objets de la présente compagnie;

Se procurer de l'argent et pour de là emprunter, hypothéquer, émettre des bons, des débentures

"St. Lawrence Transportation, Ltd".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of March, 1922, incorporating: Louis Joseph Albert Michaud, superintendent, Lévis; Joseph Arthur Harnois, accountant, Joseph Elzear Bédard, clerk, Quebec, for the following purposes:

To transport merchandise and other goods with boats or otherwise, insure the said merchandise, affiliate with other companies and to carry on a general shipping business;

To engage in towing, buy tugs, barges, scows, dredges of all kinds or any other steam or sailing vessels, in wood or in iron;

To contract for dredging and any other marine work, build scows, steam or sailing vessels, dredges, dry docks, repair bessels of every kind;

To acquire, construct, own and exploit, sell and alienate fishing rights, ice-houses, refrigerators, wharves and generally everything connected with fishing and fisheries;

To buy or otherwise acquire and own shares of the capital stock or bonds, obligations or other titles of indebtedness belonging to other corporations and to sell, assign, transfer, pledge or dispose of the same;

To issue, allot, hand over to any person, firm or company, paid up shares of the capital stock of the company in payment of goods, merchandise, property or effects which the company may acquire and of any sums of money it may owe, and with the approval of the shareholders for services rendered;

To voluntarily wind up the affairs and property of the company or a part of its affairs and property;

To acquire the assets or undertake the liabilities of any persons, commercial firms or joint stock companies carrying on all or any of the objects of the present company;

To procure money and for that purpose to borrow, hypothecate, issue bonds, debentrures

sur les biens de la compagnie et engagér généralement le crédit de la présente compagnie;

Acheter et vendre les produits d'autres compagnies, soit commission ou autrement;

Acheter et vendre du sable, de la pierre, faire et exécuter des contrats pour construire et modifier des bâtisses de toutes sortes, faire affaires comme constructeurs, entrepreneurs; construire, agrandir, rallonger, réparer, compléter, d'emplir et d'enlever et entreprendre, d'y faire tous travaux de pont, jetées, quais, fondations, mines, puits de mines, tunnels, pavage en macadamisage, des chemins, conduits d'eau et d'égoûts, aqueducs, plans, bâtisses, pavage des rues, canaux et toutes espèces d'excavations et de constructions en ciment, en fer, en bois, en maçonnerie et en terre, et faire exécuter et entreprendre, faire accepter tous contrats pour ou concernant les fins ci-dessus, ou s'y rattachant et recevoir en paiement de l'argent, des bons des actions, ou toutes autres valeurs de toutes corporations avec qui tous contrats pourront être faits ainsi que toutes autres propriétés et les garder ou les vendre et souscrire au capital actions ou aux obligations de toutes telles corporations;

Faire le commerce de charbon, acheter et vendre toutes les sortes de charbon et droit d'exploiter toutes industries s'y rapportant;

Faire toutes choses se rapportant à l'entreprise de la compagnie, à l'exercice de son commerce, à l'exploitation de ses industries et à la réalisation de ses objets, et exercer toutes industries et tous commerces susceptibles d'être exercés conjointement avec ceux mentionnés ci-dessus sous le nom de "St. Lawrence Transportation, Ltd.", avec un capital total de vingt mille piastres ($20,000.00) divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à 10 Saint-Jean, Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour de mars 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

1243 C.-J. SIMARD.

"La Compagnie Blanchette, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accrodé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de mars 1922, constituant en corporation: Thomas Blanchette, agriculteur et entrepreneur, de la paroisse de Chicoutimi; William Blanchette, industriel, Willie Blackburn, fils de Joseph, entrepreneur, Jean-Baptiste Blackburn, journalier, tous trois de la ville de Chicoutimi, dans les buts suivants:

Faire le commerce de bois en général et de tout ce qui s'y rattache subsidiairement;

Acquérir par achat, bail, échange ou autrement des meubles et des immeubles des limites à bois droits de coupe de bois, moulins à scie et autres moulins, magasins, dépôts, entrepôts, les hypothéquer ou les donner en garantie pour assurer le paiement de tous emprunts de deniers contractés pour les fins de la compagnie;

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de bois de construction, bois, bardeaux, articles en bois de toute nature et description, bois de pulpe et produits de pulpe et de papier;

Faire le commerce de bois et autres matériaux de constructions, fabriquer et manufacturer ces matériaux;

Entreprendre par contrat, estimé ou autrement la construction de moulins, entrepôts, magasins,

on the property of the company and generally pledge the credit of the present company;

To buy and sell sand, stone, to pass and execute contracts for the erection and alteration of buildings of every kind, carry on the business of builders, contractors; construct, enlarge, lengthen, repair, complete, fill and remove and undertake all works in connection with bridges, piers, wharves, foundations, mines, mine shafts, tunnels, macadamizing of roads, water mains and sewers, waterworks, plans, buildings, paving of streets, canals and all kinds of excavations and constructions in cement, iron, wood, stone and earth, and cause the execution and undertake, make, accept all contracts for and in connection with the above purposes, or incidental thereto, and to receive in payment cash, bonds, shares or any other securities of any corporations with which any contracts may be entered into,as well as any property and to keep and sell the same and subscribe to the capital stock or to the bonds of any such corporations;

To deal in coal, buy and sell all kinds of coal and the right to operate any industries connected therewith;

To do all things incidental to the undertaking of the company, the carrying on of its business and the exploitation of its industries, and to carry on any businesses and trades capable of being jointly carried on with those above mentioned, under the name of "St. Lawrence Transportation, Ltd", with a total capital stock of twenty thousand ($20,000.00) dollars, divided into two hundred (200) shares of one hundred ($100.00) dollars each.

The head office of the company, will be at 10 Saint Jean, Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of March, 1922.

C. J. SIMARD,

1244 Assistant Provincial Secretary.

"La Compagnie Blanchette, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Govrenor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of March, 1922, incorporating: Thomas Blanchette, farmer and contractor, of the parish of Chicoutimi; William Blanchette, manufacturer, Willie Blackburn, son of Joseph, contractor, Jean Baptiste Blackburn, laborer, all three of the town of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on a general lumber business and deal in everything subsidiarily incidental thereto;

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise moveables and immoveables, timber limits, rights to cut timber, saw-mills and other mills, stores, depots, warehouses, hypothecate and pledge the same to secure the payment of any loans of money contracted for the company's purposes;

To manufacture, buy, sell and deal in timber, lumber, shingles, wooden articles of any kind and description, pulp-wood and pulp and paper products;

To deal in lumber and other building materials, fabricate and manufacture such materials;

To undertake or contract, by the job or otherwise, the construction of mills, warehouses, stores,

maisons et autres bâtisses et constructions, en surveiller l'exécution et en fournir les matériaux;

Acquérir l'actif et la clientèle de toutes personnes ou sociétés exerçant un négoce quelconque, de payer le prix de ces achats en argent ou en actions acquittées ou partie en argent et partie en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, louer ou échanger son actif et sa clientèle à toutes personnes ou sociétés, et en retirer le prix en argent ou en actions acquittées ou partie en argent et partie en actions acquittées ou autres valeurs;

Emprunter de l'argent en émettre des obligations, billets promissoires ou autres preuves de dettes et les garantir par hypothèque ou par garantie des immeubles appartenant à la compagnie;

Souscrire, détenir et payer des actions et des dé entures ou autres valeurs d'une ou de plusieurs compagnies, constituées en corporation;

Vendre, céder et aliéner ses franchises et quelques-uns ou la totalité des droits, privilèges, et pouvoirs possédés par la compagnie, ainsi que ses entreprises ou toute partie d'icelle à toute personne ou personnes compagnie ou compagnies pour tels prix et considérations et aux termes et conditions qu'elle pourra juger convenable et particulèrement pour les actions soit pri ilégiées ou ardinaires, les bons, obligations ou autres valeurs de telles compagnies;

Faire toutes choses nécessaires, avantageuses ou propres à l'accomplissement des objets cidessus énumérées, sous le nom de "La Compagnie Blanchette Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera en la ville de Chicoutimi dans le district de Chicoutimi.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour de mars 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

1245 C.-J. SIMARD.

houses and other buildings and erections supervise the execution of the same and supply the materials therefor;

To acquire the assets and goodwill of any persons or partnerships carrying on any business whatever, to pay for such purchases in cash or in paid up shares of the company;

To sell, lease or exchange its assets and goodwill to any persons or partnerships, and to collect the price thereof in cash or in paid up shares, or partly in cash and partly in paid up shares or other securities;

To borrow money and issue bonds, promissory notes or other evidences of indebtedness and to guarantee the same by hypothec or lien on the immoveables belonging to the company;

To subscribe for, hold and pay the shares and debentures or other securities of one or several incorporated companies;

To sell, assign and alienate its franchises and any or the whole of the rights, privileges and powers of the company as well as its undertaking or any part thereof to any person or persons, company or companies, for such sums and consideration and on such terms and conditions as it may think expedient and particularly for either prefereed or common shares, bonds, debentures or other securities of the company;

To do all things necessary, advantageous or proper for the accomplishment of the aforementioned objects, under the name of "La Compagnie Blanchette, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand ($20,000.00) dollars, divided into two hundred (200) shares of one hundred ($100.00) dollars each.

The head office of the company, will be in the town of Chicoutimi, in the district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of March, 1922.

C.-J. SIMARD,

1246 Assistant Provincial Secretary.

"Model Ladies Ware Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de mars 1922 constituant en corporation: Aaron Friedman, marchand, 505 Saint-Urbain, Morris Smith, marchand, 31 Burnside, M. Moses Gendler, marchand, 1216 Clarke street, Montréal, aux fins suivantes:

Acheter, manufacturer, préparer, acheter, vendre et trafiquer de manteaux, mantelets, robes, toilettes ainsique de toutes les catégories et descriptions de vêtements, hardes, objets divers et articles connexes, et généralement d'effets, denrées et marchandises que l'on achète, que l'on vend, et dont on trafique en gros et au détail dans les magasins de nouveautés;

Exercer aucune industrie manufacturière ou autre que la compagnie croira propre à être convenablement exercée, en rapport avec la susmentionnée ou aucune partie d'icelle, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou de les rendre profitables;

Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce de la propriété, du passif d'aucune personne, ou compagnie exerçant un commerce que la compagnie est autorisée à exercer ou en possession de biens convenant aux fins de la compagnie;

"Model Ladies Ware Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Qubec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourtheenth day of March, 1922, incorporating: Aaron Friedman, merchant, 505 Saint Urbain, Morris Smith, merchant, 31 Burnside, M. Moses Gendler, merchant 1216 Clarke street, Montreal, for the following purposes:

To purchase, manufacture prepare, buy, sell and deal in mantles, cloaks, robes, dresses and all kinds and descriptions of garments, clothings, fancy goods and kindred articles and generally good, wares and merchandises, bought, sold, and dealt in by wholesale and retail dry good stores:

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connextion with the above or calculated directly or indirectly to enhance the valuor or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property, suitable for the purposes of this company;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne, compagnie, exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce, genre d'affaires qu'elle peut exercer ou auxquels elle peut s'adonner, ou aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune telle personne, société, association ou compagnie, aussi les vendre, détenir, réémettre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

Souscrire ou autrement acquérir et détenir des actions et obligations dans aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie, ou qui exerce aucun commerce propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Organiser une ou plusieurs compagnies pour acquérir la totalité ou aucune partie des biens et du passif de la compagnie, ou pour aucune autre fin qu'on croira propre directement ou indirectement à profiter à la compagnie;

Placer les derniers disponibles de la compagnie et en disposer de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Prêter de l'argent aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, aux conditions jugées bonnes, garantir aussi l'exécution des contrats par aucunes telles personnes;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou aucune partie d'icelle moyennant le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Rémunérer, aucune personne ou compagnie pour services rendus ou à être rendus en plaçant, aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital ou autres titres de la compagnie, à l'occasion de la formation et de l'organisation de la compagnie, ou dans la gestion de ses affaires;

S'amalgamer avec aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles, en aucune partie du monde, comme principaux, agents, procureurs, facteurs, courtiers, et soit seuls soit conjointement avec d'autres, par ou avec l'entremise d'autres ;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités;

Faire tous actes, exercer tous pouvoirs et commerces se rattachant à la parfaite réalisation des objets pour lesquels la compagnie est constituée, et nécessaires pour permettre à la compagnie de conduire avec profit son entreprise, sous le nom de " Model Ladies Ware Company, Limited", avec un fonds social de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de mars 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

1251 C.-J. SIMARD.

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of this company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property rights and liabilities of the company, or for any other purpose, which may seem directly or indirectly calculated to benefit this company;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

To lend money on such terms as may seem expedient to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares company's capital or any debentures debenture stock, bonds or other securities of the company or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To do all or any of the above things in any part of the world as principals, agents, attorneys, factors, brokers or otherwise, either alone or in conjunction with others, or by and through the agency of others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

To do all acts and exercise all powers and carry on all business incidental to the due carrying on of the objects for which the company is incorporated and necessary to enable the company to profitably carry on its undertaking, under the name of "Model Ladies Ware Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of March, 1922.

C.-J. SIMARD,

1252 Assistant Provincial Secretary.

"The Lacolle Brokerage Company Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour de mars 1922 constituant en corporation: Frank Breadon Common, avocat, Francis George Bush, comptable, et William Patrick Creagh, sténographe, tous de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes:

Fonder, maintenir et conduire un commerce général d'agence et courtage, y compris plus particulièrement les affaires des agents et courtiers d'expédition de douanes, de trafic, à commission, d'assurance, fiscalité et perception, les affaires d'auditeurs, inspecteurs et arbitragistes;

Exercer aucune industrie autre que celles précitées que la compagnie croira propre à être avantageusement exercée en rapport avec la susmentionnée ou aucune partie d'icelle, ou susceptible directement ou indirectement d'accroitre la valeur d'aucun des biens et droits de la compagnie ou de les rendre profitables;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir et contrôler des droits d'auteurs, patentes, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit limité, exclusif ou non exclusif à l'usage, d'aucun secret ou autre renseignement, relatif ou se rapportant à aucune invention ou à aucun procédé paraissant propre à servir à aucun des objets de la compagnie, et dont l'acquisition sera susceptible directement ou indirectement à profiter à la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer, accorder des droits y relatifs ou autrement faire valoir les droits et renseignements ainsi acqu s;

Acheter, prendre à bail ou en échange louer ou autrement acquérir, comme propriété foncière et personnelle, aucun droit et privilège que la compagnie croira nécessaire aux fins de son ommerce et particulièrement des terrains, bâtisses, commodités, machines, outillages et fonds de commerce;

Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété et du passif et de l'actif d'aucune personne, société ou compagnie exerçant aucun commerce que la compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de bien convenant aux objets de la compagnie, émettre aussi des actions libérées, des obligations, ou les deux en paiement du prix d'achat:

Organiser une ou plusieurs compagnies pour acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la compagnie, ou pour aucune autre fin qui paraîtra propre, directement ou indirectement, à profiter à la corporation, garantir aussi le paiement du capital, des dividendes et de l'intérêt, sur les actions, parts, obligations, débentures et autres valeurs ainsi que l'exécution des contrats par aucune telle compagnie;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices ou dépenses, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque, ou autre avec aucune personne, société, association, ou compagnie exerçant se livrant ou sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires que la présente compagnie peut exercer ou propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi prêter de l'argent, garantir les contrats, ou autrement aider aucune telle personne, société ou compagnie,

"The Lacile Brokerage Company Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of March, 1922, incorporating: Frank Breadon Common, advocate, Francis George Bush, bookkeeper, and William Patrick Creagh, stenographer, all of the city and district of Montreal for the following purposes:

To establish, maintain and carry on a general agency and brokerage business, including more particularly the business of shipping, customs, ticket, commission, insurance, fiscal and collection agents and brokers and the business of auditors, inspectors and claims adjusters;

To carry on any other business whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being carried on conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the company's property or rights;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited right unlimited to use or any secret or other information as to any invention formulea, recipe, or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the company or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any moveable or immoveable property, and any rights or privileges which the company may think necessary or con venient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in trade;

To acquire or take the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company and to issue paid-up shares or bonds or both for the payment of the purchase thereof;

To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company and to guarantee payment of the principal of and dividends and interests on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits union of interest, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person partnership, association or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person per-

aussi les vendre, détenir ré-émettre, avec ou sans garantie, ou autrement en disposer;

Souscrire, prendre ou autrement acquérir, et détenir des actions dans aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la corporation, ou qui est susceptible directement ou indirectement de profiter à la compagnie, aussi les vendre et autrement en disposer;

Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfer, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir, de licences, autorités, franchises, concessions, droits et privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ,corporation aucun corps public peut accorder et les payer, aider et contribuer à leur donner effet, employer les actions, obligtions et valeurs de la compagnie, en payer le coût, les frais et dépens nécessaires;

Prélever et aider à prélever de l'argent, au moyen de boni, prêt, promesses, endossement, garantie d'obligations, de débentures ou d'autres valeurs de la présente compagnie et d'aucune autre compagnie et corporation, garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle société, compagnie ou corporation, ou personne avec laquelle on sera en affaires;

Placer les deniers disponibles de la compagnie et en disposer de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Distribuer en espèces ou autrement aucune valeur de la compagnie à ses membres, et particulièrement les actions, obligations, débentures, ou autres valeurs reçues comme prix de la vente de la totalité ou aucune partie de la propriété de la compagnie, ou les actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou aucune partie de l'actif et du passif de la présente compagnie;

Se consolider ou s'amalgamer avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

Vendre, louer, ou autrement disposer du commerce, de la propriété, de l'entreprise de la compagnie, ou d'aucune partie d'iceux moyennant le prix que la compagnie estimera convenable, et spécialement pour des actions, débentures ou obligations, d'aucune autre compagnie, dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente corporation;

Faire toutes les choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, faire toutes choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs, ou autres, par féduciaires, procureurs ou autres, soit seuls, soit ave d'autres, sous le nom de "The Lacolle Brokerage Company, Limited", avec un capital total de dix mille piastres ($10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera dans la ville de Lacolle.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour de mars 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

1255 C.-J. SIMARD.

son, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares, and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, re-issue with or without guarantee or otherwise deal with the same;

To subscribe for, take up or otherwise acquire and hold shares or stock or other securities of or in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to sell or otherwise dispose of the same;

To apply for, secure, acquire, by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege, which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of the Company's shares, bonds and assets to detray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To raise and assist in raising money for, and to aid by bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures, or other securities or otherwise any other person firm company or corporation with whom the company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such company, or corporation;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

To distribute in specie or otherwise any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the conideration of the sale of the whole or any part of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this comany;

To lease, sell or otherwise dispose business, property or undertakings of the company or any part thereof for such consideration or upon such terms and conditions as the company may think fit, and in particular for the shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "The Lacolle Brokerage Company, Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company, will be at the town of Lacolle.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of March, 1922.

C.-J. SIMARD,

1256 Assistant Provincial Secretary.

"A.-C. Landry, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de mars 1922, constituant en corporation: J.-Louis-Philippe Landry, dentiste; Adalbert Landry, commerçant, Ulpide-Caroline Marceau, veuve d'Arthur-Charles Landry, et Jeanne Landry, fille majeure, J.-Robert landry, commerçant, tous de Mont-Joli; J.-Antonio Landry, dentiste, de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de marchands et négociants généraux, aussi acheter, ou recevoir par consignation, ou autrement, vendre, directement ou à commission, agir comme entreposeurs pour toute espèce de marchandise, et trafiquer des denrées, provisions, fournitures, effets, articles et marchandises qui sont ou peuvent être vendues dans un magasin d'aucune sorte, catégorie ou description, aussi manufacturer, acheter, vendre et trafiquer de toute autre denrée et d'aucune d'icelle;

Faire affaires comme hôteliers, restaurateurs et aubergistes;

Faire affaires comme cultivateurs, commerçants et producteurs de tous produits laitiers, agricoles ou du jardin;

Construire, bâtir ou autrement acquérir, administrer toutes bâtisses, magasins, entrepôts frigorifiques, pour la conservation des viandes d'enrées et autres produits, usines, dépôts, bureaux, pensions, hôtels, résidences, campements, chantiers, caches, écuries de louage et autres structures qui peuvent être nécessaires ou avantageuses à l'exercice de l'industrie de la compagnie, comprenant le pouvoir de bâtir, établir, entretenir, gérer des églises, écoles, clubs et les autres bâtiments qui seront considérés nécessaires ou avantageux à l'usage des employés de la corporation et à d'autres aussi les exploiter, louer, vendre ou autrement en disposer:

Ouvrir des succursale de la compagnie;

Fonder et sustenter, aider à fonder et sustenter des associations, institutions, fonds et commodités propres à profiter aux employés et aux ex-employés de la compagnie, à ses prédécesseur en affaires, aux dépendants ou parents de ces personnes, accorder des pensions et allocations, faire des paiements d'assurance, souscrire ou garantir de l'argent pour fins charitables ou de bienveillance, pour aucune exposition, aucun objet d'utilité publique ou générale;

Etablir, entretenir et exploiter, à l'usage de la compagnie, de ses employés, locataires et autres, un service de protection contre l'incendie, un service d'aqueduc, un service d'éclairage électrique ou au gaz, et passer relativement à ces services les contrats jugés nécessaires ou judicieux, soit pour disposer de l'excédant, soit pour un autre objet, sauf la réglementation locale ou municipale; pourvu que ce commerce soit exercé uniquement dans le district de Rimouski et de Gaspé,

Solliciter, obtenir, enregistrer, acheter, grever, hypothéquer, gager, louer, céder moyennant une royauté ou autrement acquérir et détenir, utiliser, posséder, exploiter et introduire, vendre, céder, ou autrement aliéner des étiquettes et raisons commerciales, des brevets d'invention, améliorations et procédés enrégistrés ou autres utiles au commerce de la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatif ou autrement faire valoir ces mar-

"A.-C. Landry, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of March, 1922, incorporating: J. Louis Philippe Landry, dentist, Adalbert Landry, trader; Ulpide Caroline Marceau, widow of Arthur Charles Landry, and Jeanne Landry, spinster of age; J. Robert Landry, trader, all of Mont-Joli; J. Antonio Landry, dentist, of Quebec, for the following purposes:

To carry on a general mercantile of merchandise business and to purchase, or receive on consignment, or otherwise, sell, directly or on commission, and deal in any such goods, provisions, supplies, wares, effects and merchandise as are or may be sold in a store of any kind, class, or description and to manufacture, purchase, sell, and deal in any and all other commodities;

To carry on the business of hotel, restaurant and lodging house keepers;

To carry on a business as farmers, dealers and producers of dairy, farm and garden products of all kinds;

To erect, build or otherwise acquire, manage any buildings, stores, warehouses for the preservation of meats, foodstuffs and other products, shops, depots, offices, boarding houses, hotels, dwelling houses, camps, shanties, caches, livery stables and other erections as may be necessary or expedient in the conduct of the company's business, including the power to build, and establish and maintain, conduct churches, school houses, clubs and such other buildings as may be deemed necessary or advisable for the use of the employees of the company and others and to operate, lease, sell or otherwise dispose of the same;

To open branches of the company;

To establish and support, or aid in the establishing and support of associations, institutions, funds and conveniences calculated to benefit the employees or ex-employees of the company, or its pedecessors in business, or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public or general object;

To establish, maintain and operate for the use of the company, its employees, tenants and others a fire protection service, water service, electric light or gas service, and to make such contracts with respect to the same as may be found necessary or advisable either for the disposal of the surplus or otherwise, subject to local and municipal regulations; provided such business shall be carried on only in the districts of Rimouski and Gaspé;

To apply for, register, obtain, purchase, mortgage, hypothecate, pledge, lease or license on royalty or otherwise, acquire and hold, use, own, operate and introduce and sell, assign or otherwise dispose of any trade marks, trade names, patents of invention, improvements and processes under registration or otherwise useful to the business of the company, and to use, exercise, develop, grant, licenses in respect of, or otherwise turn to account any such trade-marks,

ques et noms de commerce, inventions, licences, procédés et choses semblables, ou aucuns tels biens ou droits;

Et acquérir, posséder, détenir, vendre et réémettre les actions, débentures, obligations ou autres valeurs d'aucune compagnie ou corporation, et les payer totalement ou partiellement en argent, en actions, en obligations, en débentures ou avec d'autres valeurs de la compagnie ou autrement, garantir aussi le paiement du capital des dividendes et de l'intérêt sur ces actions, obligations, débentures ou autres valeurs, et l'exécution des contrats, gérer, exploiter et administrer comme gérant la propriété, les franchises, l'entreprise et les affaires d'aucune corporation dont les parts, obligations, débentures ou autres valeurs sont détenues par la compagnie, moyennant le prix qui sera estimé raisonnable et approprié, garantir le paiement des obligations, débentures ou autres titres, et l'exécution des contrats, d'aucune telle compagnie;

Promouvoir, devenir actionnaire dans, une ou plusieurs compagnies pour acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la compagnie, ou pour acun autre objet qui semblera directement ou indirectement profiter à la corporation, garantir aussi le paiement du capital, des dividendes et de l'intérêt sur les actions, parts, obligations, débentures et autres valeurs ainsi que l'exécution des contrats par aucune telle compagnie;

Se consolider ou s'amalgamer avec aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie, acquérir aussi par achat, bail ou autrement la propriété, les franchises, l'entreprise et les affaires d'aucune telle corporation, en assumer le passif, et les payer totalement ou partiellement en argent, en actions, en obligations, ou avec d'autres valeurs de la compagnie;

Faire société ou aucune convention pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération, le rique mutuel, la concession réciproque ou autre avec aucune personne ou compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires propres à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi prêter de l'argent, garantir les contrats, ou autrement aider aucune telle personne ou compagnie;

Acquérir, louer, détenir, avoir la jouissance, l'exercice et la gestion de, tous biens, franchises, achalandage, droits, pouvoirs et privilèges que détient ou dont jouit aucune personne, société ou compagnie exerçant ou constituée pour exercer aucune industrie en tout ou en partie semblable à celle que la compagnie est autorisée à exercer, ou aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, soit en son propre nom soit au nom d'aucune telle personne, société ou compagnie, et payer ces biens, franchises, achalandage, droits et privilèges totalement ou partiellement en actions libérées de la compagnie ou autrement, assumer aussi le passif d'aucune telle personne, société ou compagnie;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débentures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucune autre corporation ou compagnie avec laquelle la compagnie peut se trouver en relations d'affaires, garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle

trade-names and inventions, registered timber marks, licenses, processes and the like or any such property or rights;

To acquire, own, hold, sell and re-issue the share, stock, debenture, bonds, and other securities of any company or corporation and to pay for the same wholly or partly in cash, shares, stocks, bonds, debentures or other securities of the company or otherwise guarantee also the payment of the capital, dividends and interest on such shares, bonds, debentures or other securities and the execution of contracts; to manage, operate and carry on as manager the property, franchise, undertakings and business of any company any of whose shares, bonds, debentures or other securities are held by the company, for such remuneration as may be deemed reasonable and proper; to guarantee payment of the bonds, debentures or other securities of, and the performance of contracts by any such company;

To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company and to guarantee payment of the principal of and dividends and interests on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of, and the performance of contracts of any such company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, and to acquire by purchase, lease or otherwise, the property, franchises, undertakings and business of any such company, and to assume the liabilities thereof and to pay for the above either fully or partly in cost, shares, bonds or other securities of the company;

To enter into partnership or any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capableof being conecducted so as to directly or indirectly benefit the company; to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company;

To acquire, lease, hold, enjoy, exercise and carry on all or any of the property, franchises, good will, rights, powers and privileges held or enjoyed by any person, firm or company, carrying on or formed for the carrying on of any business altogether or partly similar to that which the company is empowered to carry on, or any business, or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly benefit the company, either in its own name or in the name of such person, firm or company, and to pay for such property, franchises, goodwill, rights, powers and privileges wholly or partly in paid-up shares, bonds, debentures, or other securities of the company or otherwise; and to undertake the liabilities of any such person, firm or company;

To raise or assist in raising moneh for, or to aid by way or bonus, loan, promise, endorsement, guarantee or bonds, debentures or other securities, or otherwise any other company or corporation and to manage or perform any contract undertaken by any such company or corporation, or by any other person or persons with

compagnie, corporation ou personne avec laquelle on sera en affaire;

Consentir des avances de deniers aux clients et autres personnes en ralations d'affaires avec la compagnie, garantir aussi l'exécution des contrats par aucun telle personne ou compagnie;

Prêter, placer et disposer des deniers de la compagnie qui sont disponibles en la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, exécuter, et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables ou transférables;

Distribuer en espèces ou autrement, tel que décidé, aucunes valeurs de la compagnie à ses membres et spécialement les actions, obligations, débentures et autres valeurs d'aucune autre compagnie qui assumera la totalité ou aucune partie de l'actif ou du passif de la compagnie;

Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance d'aucune licence, d'aucun pouvoir, d'aucune autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation, aucun autre corps public pourra avoir accordés;

Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle moyennant le prix que la compagnie estimera convenable, à titre d'exploitation active, et spécialement pour des actions, débentures ou obligations d'aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente corporation;

Emettre des actions libérées, obligations, débentures ou autres titres de la compagnie en paiement intégral ou partiel d'aucuns biens ou droits qu'on pourra acquérir, des services rendus, du travail fait pour la compagnie, en paiement ou à l'acquit des dettes et obligations de la compagnie;

Rémunérer aucune personne ou compagnie pour services rendus ou à être rendus en fai ant souscrire, ou en garantissant la souscription d'aucune des actions du capital de la compagnie, de ses débentures, actions-obligations ou autres valeurs de la compagnie, ou dans ou à l'occasion de sa formation, de son organisation, ou dans la gestion de ses affaires;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie d'aucune procédure ou action;

Pour faire connaître les produits de la compagnie, adopter les moyens que l'on jugera à propos, et particulièrement annoncer dans les journaux, par ciculaires, par achat et exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par publication de livres et périodiques, octroi de prix, récompenses et dons;

Faire toutes les choses qui autorisent les présentes ou aucune d'icelles soit seuls soit conjointement avec d'autres, comme facteurs ou agents;

Faire tout ce qui est nécessaire, convenable, approprié ou avantageux à l'accomplissement ou à la réalisation de l'une ou de plusieurs d'entre les objets de la compagnie, ou qui en aucun temps semblera nécessaire pour protéger ou avantager la compagnie ou ses biens;

Les pouvoirs contenus dans chacun des paragraphes de la présente requête ne sont pas limités, ni restreints par induction ou décudtion des termes de tout autre paragraphe;

whom the company may have business relations;

To make cash advances to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons or companies;

To lend, invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as may from time to time be determined;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants or other negotiable or transferable instruments;

To distribute in specie or otherwise as may be resolved any assets of the company among its members and particularly the shares, bonds, debentures and other securities of the company that may take over the whole or any part of the assets or liabilities of the company;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchises, concessions, rights or privileges which any government or authority or any corporation or other public body may grant;

To sell as a going concern, or otherwise dispose of the undertaking of the company, or any part thereof for such consideration as the company may deem proper and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects in whole or in part similar to those of this company;

To issue paid up shares, bonds, debentures, or other securities of the company, in payment for any property or rights which may be acquired, by, or for any services rendered or for any work done for the company or in or towards the payment or satisfaction of debts and liabilities owing by the company;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered, in placing or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation of promotion of the company or the conduct of its business;

To procure the company to be regis ered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country to represent this company in any process or suit;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition or works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To do all or any of the matters hereby authorized either alone or in conjunction with others or as factors or agents;

To do all any everything necessary, suitable, convenient or proper for the accomplishment or attainment of any one or more the objects of the company or which shall at any time appear to be necessary for the protection or benefit of the company or of its properties;

The powers contained in any paragraph hereof shall not be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph;

Le transfert d'actions se fera de la manière prescrite par les règlements de la compagnie, sous le nom de "A.-C. Landry, Limitée", avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres ($99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix actions (990) de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Mont-Joli, dans le district de Rimouski.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de mars 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

1237 C.-J. SIMARD.

The transfer of shares shall be effected in such a manner as may be determined by the by-laws of the company, under the name of "A.-C. Landry, Limitée", with a total capital stock of ninety nine thousand ($99,000.00) dollars, divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred ($100.00) dollars each.

The head office of the company, will be at Mont-Joli, in the district of Rimouski.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this tenth day of March, 1922.

rC. J. SIMARD,

1238 Assistant Provincial Secretary.

" Montreal Slipper & Gaiter Co., Limited ".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de mars 1922, constituant en corporation: Joseph-Arthur Cyr, Morris Sloan, industriels, et Albert Brunet, comptables, tous de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes:

Faire commerce de, acheter, vendre, manufacturer, importer, exporter, nettoyer, traiter, teindre et trafiquer des pantoufles, guêtres, chaussures, cuirs, peaux, cuir et articles de cuir de toutes sortes, habits et articles de drap pour toutes fins, feutres, caoutchouc, articles en caoutchouc de toute nature, des laines, fils, lainages, hardes et accoutrement pour hommes femmes et enfants, robes, harnais, couvertures et couvertes de tous genres, capottes et paravents pour voitures, autos ou autres véhicules, et généralement de tous articles de commerce de nature semblable au autre;

Acquérir par achat, bail ou autrement, ériger, construire, entretenir, exploiter, améliorer et trafiquer de biens-fonds, ateliers et structures de toute description et généralement améliorer du terrain et de la propriété et en trafiquer;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements et autres instruments négociables;

Emettre des récépissés négociables ou autres pour effets emmagasinés par la compagnie; prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune personne, firme ou compagnie avec laquelle la compagnie sera en relations d'affaires;

Prendre, en garantie d'aucune dette envers la compagnie des mortgages et hypothèques sur les biens des débiteurs de la compagnie;

Acheter, louer ou autrement acquérir, détenir, posséder, utiliser, développer, échanger, vendre ou autrement faire valoir les concessions, droits, privilèges, marques de commerce, brevets, permis et franchises convenant ou avantageux au commerce de la compagnie;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle moyennant le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, parts ou valeurs de la présente compagnie;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs et soit seuls soit conjointement avec d'autres;

Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété, de l'outillage, du fonds de commerce, de l'achalandage, des étiquettes commerciales, de l'actif et du passif d'aucune compagnie ou personne exerçant aucun

" Montreal Slipper & Gaiter Co., Limited ".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of March, 1922, incorporating: Jsoeph Arthur Cyr, Morris Sloan, manufacturers and Albert Brunet, accountant, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To trade in, buy, sell, manufacture, import, export, clean, treat or dye, and deal in slippers, gaiters, boots, shoes, hides, skins, leather and leather goods of all kinds, clothes and cloth goods for all, and every purpose, felts, rubber and rubber goods of every nature, wools, yarn, and woolen goods, clothing and wearing apparel for men, women and children, robes, harness, covers and coverings of all kinds, tops and sides for carriages, automobiles or otherwise and generally all and any articles of commerce of a similar or other nature;

To acquire by purchase, lease or otherwise, to erect, construct, maintain, operate, improve and deal in real estate, mills, factories, storehouses, buildings, houses for employees or others and work of every description and generally to deal with and improveland and property;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading and other negotiable instruments;

To issue receipts, negotiable or otherwise, for merchandise stored with the company; to lend money, to guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, firm or company with which the company may have business relations;

To take as security for any debt to the company mortgages and hypothecs upon the property of the debtors of the company;

To purchase, lease or otherwise acquire, to hold own, use, develop, exchange, sell or otherwise turn to account, concessions, rights, privileges, trademarks, patents, permits and franchises, suitable or convenient for the business of the company;

To sell or dispose of the undertaking of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for the sahres, stock or securities of this or any other company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors and either alone or in conjunction with others;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property, plant, stock in trade, good-will, trade marks, assets and liabilities of any person, persons or company carrying on any business which the company is authorized

commerce que la compagnie est autorisée à exercer ou en possession de biens convenant aux objets de la compagnie;

Rémunérer par paiement en argent, et, avec l'assentiment des actionnaires, en parts ou actions ou d'aucune autre manière aucunes personnes, firmes ou corporations pour services rendus ou à être rendus en plaçant, aidant à placer, ou en garantissant le placement d'aucune des actions de la compagnie, ou d'aucunes autres valeurs de la compagnie, dans la formation ou l'organisation de la compagnie, dans la gestion de ses affaires;

Les susdits objets, pouvoirs ou fins de la compagnie seront considérés comme distincts et indépendants l'un de l'autre, et la compagnie pourra poursuivre la réalisation de l'un ou de plusieurs de ces objets, pouvoirs ou fins, abstraction faite des autres, et nulle clause ne sera limitée dans un sens général ni autrement interprétée en fonction d'aucune autre clause pertinente à ces objets, pouvoirs ou fins, sous le nom de "Montreal Slipper & Gaiter, Co., Limited", avec un fonds social total de cinq mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres ($100.00) chacune.

Le principal bureau de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour de mars 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

1273 C.-J. SIMARD.

"La Compagnie Electrique de l'Islet".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour de mars 1922, constituant en corporation: Joseph-Fernand Fafard, arpenteur géomètre, Joseph-Albert Dionne, marchand, Joseph Bernier, garde-chasse, tous trois du village de L'Islet; Ulric Talbot, cultivateur, de la paroisse de Bon-Secours-de-L'Islet, et Joseph-Napoléon Bernier, registrateur, de la paroisse de Saint-Jean-Port-Joli, dans les buts suivants;

Fabriquer, acheter ou autrement acquérir, transmettre, distribuer et en disposer de toute manière quelconque, de l'électricité, du gaz ou toute autre source d'énergie, de force et de lumière, dans les comtés de Lotbinière, Lévis, Dorchester, Beauce, Bellechasse, Montmagny, L'Islet, Kamouraska et Témiscouata, et fabriquer, acheter ou autrement acquérir, transmettre, louer ou aliéner toute sorte d'appareils et d'articles se rapportant à ces industries, et disposer et fabriquer tous sous-produits provenant de leur fabrication;

Agir en général, comme industriel, fabricant, manufacturier ou comme marchand, courtier, agent en tous genres, pour toutes sortes d'objets, pour toutes les fins sur lesquelles telle activité peut s'exercer;

Acquérir, posséder, exploiter et en disposer, de quelque manière que ce soit, des immeubles, pouvoirs hydrauliques, les exploiter les développer et en tirer profits;

Acquérir, posséder, exploiter et en disposer de quelque manière que ce soit des brevets d'invention ou permission d'employer les brevets d'invention, pour tous procédés ou fabrications et en disposer;

Acquérir, posséder, louer et exploiter les usines, entreprises ou exploitations, en tout ou en partie, de toute personne ou corporation faisant ou autorisée à faire toute affaire se rapportant aux

to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To remunerate by payment in cash and with the approval of the shareholders, in shares or stock, or in any other manner any person, firms or corporations, for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares of the company, or any other securities of the company, or in the formation or promotion of the company or in the conduct of the business;

The above objects, powers or purposes of the company shall be deemed to be several and not dependent on each other, and the company may persue or carry on any one or more of such objects powers or purposes, without regard to the others of them, and no clause shall be limited in its generality or otherwise construed as having regard to any other clause of such objects, powers or purposes, under the name of "Montreal Slipper & Gaiter Co. Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of March, 1922.

C. J. SIMARD,

1274 Assistant Provincial Secretary.

"La Compagnie Electrique de l'Islet".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of March, 1922, incorporating: Joseph Fernand Fafard, land surveyor, Joseph Dionne, merchant, Joseph Bernier, gamekeeper, all three of the village of L'Islet; Ulric Talbot, farmer, of the parish of Bon-Secors-de-L'Islet, and Joseph Napoléon Bernier, registrar, of the parish of Saint-Jean-Port-Joli, for the following purposes:

To manufacture, buy or otherwise acquire, transmit, distribute and in any manner whatever to dispose of electricity, gas or any other motive power, force and light producing power in the counties of Lotbinière, Levis, Dorchester, Beauce, Bellechasse, Montmagny, L'Islet, Kamouraska, and Temiscouata, and to manufacture, buy or otherwise acquire, transmit, lease or alienate any sorts of apparatuses and articles incidental to the above businesses, and to dispose of and manufacture all by-products derived from their manufacture;

To act generally as industrial, maker, manufacturer or as merchant, broker, agent of all kinds, for all sorts of objects, for all the purposes about which such activities may be exercised;

To acquire, own , exploit and in any manner whatever to dispose of immoveables, water powers, exploit, develop and turn the same to account.

To acquire, own, exploit and dispose in any manner whatever, of patents, or permits to use the patents for all processes or manufactures and to dispose thereof;

To acquire, own, lease and exploit the shops undertakings or exp.oitations, in whole or in part, of any person or corporation carrying on or authorized to carry on any business connected

fins de la compagnie, et acquérir et posséder le stock ou les bons, débentures ou toute autre valeur de toute corporation ayant le pouvoir de faire toute affaire du même genre;

Exercer les franchises de toute compagnie ayant des pouvoirs analogues à ceux conférés par les présentes lettres patentes, dont la présente compagnie pourra acquérir les affaires ou entreprises, de quelque manière que ce soit;

Emettre des obligations ou débentures, stock, actions-obligations ou actions libérées et non sujettes à versements, en paiement de partie ou de la totalité des entreprises, propriétés, meubles ou immeubles, droits, pouvoirs et franchises que la compagnie peut acquérir;

Exercer spécialement les pouvoirs ci-dessus, quant à ce qui concerne l'acquisition et le développement des pouvoirs hydrauliques, la création, la transmission ou l'exploitation de l'énergie électrique, et sans restriction à ce que comporte les termes des autres allégations de la présente requête, dans les comtés de Lotbinière, Lévis, Dorchester, Beauce, Bellechasse, Montmagny, L'Islet, Kamouraska et Témiscouata;

Etablir, construire et maintenir, dans les comtés ci-dessus mentionnés sous et sur les rues et chemins publics tous les tuyaux, poteaux, fils, conduits et autres installations et constructions qui pourront être nécessaires aux besoins de ses affaires sujet toutefois au consentement des municipalités intéressées;

Acheter, acquérir, détenir, posséder et en disposer du capital-actions, des obligations et d'autres valeurs d'aucune autre compagnie, corporation ou personne, ou syndicat exerçant l'une des industries ou compmmerce que la présente compagnie peut exercer et recevoir, accepter de ces valeurs en paiements intégral ou partiel de quelques biens, produits, objects ou services que la compagnie pourra fournir;

Conclure tout arrangement pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération, les risque mutuel, la concession réciproque ou autre avec aucune personne, société ou compagnie exerçant ou se livrant, à, ou sur le point d'exercer aucune industrie ou aucun genre d'affaires que la présente corporation peut exercer ou auquel elle peut se livrer, ou s'unir à cette compagnie;

Conclure avec tout gouvernement, toutes autorités, municipales et locales ou autres, tous arrangements tendant à l'accomplissement des objets corporatifs ou d'aucun d'iceux, et obtenir de ce gouvernement ou de cette autorité les droits, privilèges et concessions qu'il sera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer, se conformer à, vendre et négocier ces arrangements, privilèges et concessions;

Distribuer aux actionnaires de la corporation, en nature, aucune prodpriété ou aucun effet de l'actif de la compagnie, et spécialement aucune actions, debentures ou valeurs d'aucune autre corporation ou des compagnies qui pourront avoir été achetées, accaparées ou autrement acquises, totalement ou partiellement, en échange de la propriété de l'actif ou du passif de la présente corporation;

Vendre, louer, échanger ou autrement en disposer, la totalité des entreprises et de l'actif de la compagnie ou d'aucune de leurs parties en même temps ou par intervalles, tel que la corporation le jugera avantageux; pour la compensation, pour les conditions qu'elle jugera avantageuses; le prix sera payable, si cela est jugé judicieux, totalement ou partiellement suivant la décision de la compagnie, en actions, obligations, débentures, ou autres valeurs d'aucune autre compa-

with the company's purposes, and to acquire and own the stock, bonds, debentures or any other securities of any corporation empowered to do any like business;

To exercise the franchises of any company having powers similar to those granted by the present letters patent, whereof the present company may acquire the business, undertakings in any manner whatever;

To issue bonds, debentures, stock, debenture-stock, or paid up and non-assessable shares in payment of the whole or part of the undertakings, property, moveables or immoveables, rights, powers and franchises which the company may acquire;

Especially to exercise the above powers, in connection with the acquisition and the development of hydraulic powers, the creation, transmission or exploitation of electric energy, and without restriction as the construction of the terms of the other allegations of the present petition, in the counties of Lotbinière, Lévis, Dorchester, Beauce, Bellechasse, Montmagny, L'Islet, Kamouraska and Temiscouata;

To establish, construct, and maintain, in the aforementioned counties under and in the streets, and public roads all pipes, posts, wires, conduits and other installations and constructions which may be necessary for the requirements of its business, subject however to the consent of the interested municipalities;

To buy, acquire, hold, own and dispose of the capital stock, bonds, or other securities of any other company, corporation or person or syndicate carrying on any of the trades or businesses which the present company may carry on and to receive, accept such securities in full or part payment of any property, products, objects or services which the company may furnish;

To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person, partnership or company carrying on or engaged in, or abour to carry on any business or transaction which the present company may carry on or engage in, or to amalgamate therewith;

To enter with any government, authorities, municipal, local or otherwise into any arrangements conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from such government or authorities the rights, privileges and concessions it may think desirable to obtain, and to carry out, exercise, comply, with, sell and deal with such arrangements, privileges and concessions;

To distribute to the shareholders of the corporation, in kind, any of the property or effects of the assets of the company, and especially any shares, debentures or securities of any other corporations or companies which may have been bought, taken over or otherwise acquired, in whole or in part, in exchange for the property of the assets or liabilities of the present corporation;

To sell, lease, exchange or otherwise dispose of the whole of the ndertakings and assets of the company, or any part thereof, at one time or at intervals, as the corporation may think advantageous, for such consideration and on such conditions it may thint expedient; the price to be payable, if deemed fit, wholly or parlty, according to the decision of the company, in shares, bonds, debentures or other securities of any other company or corporation the objects

gnie ou corporation dont les objets sont, en tout ou en partie, semblables à ceux de la présente compagnie;

Faire tous autres actes et toutes autres choses qui se rattachent ou tendent à l'accomplissement des objets précités ou d'aucun d'iceux, et exercer aucune industrie, de la fabrication ou autre, connexe aux fins et objets mentionnés et qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée par elle ou propre directement ou indirectement à accroître la valeur de ses biens ou droits ou à les rendre profitables;

Rémunérer toute personne, société, syndicat, compagnie ou corporation pour services rendus ou à être rendus en rapport avec le placement, la vente ou la disposition de toute action du capital de la compagnie ou d'autres valeurs de la compagnie, ou en rapport avec la formation de la compagnie ou la conduite de ses affaires;

Payer en tout ou en partie les services rendus à la compagnie et le prix de toute acquisition faite par elle en argent, en actions libérées ou en partie libérées de la compagnie, ou en bons, obligations et débentures de la compagnie, ou partie l'un ou partie de l'autre;

Les pouvoirs contenus dans chacun des paragraphes ci-dessus ne seront en aucune façons limités ou restreints par référence aux terme d'un autre paragraphe, sous le nom de "La Compagnie Electrique de L'Islet", avec un capital total, de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres ($99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix, (990) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à L'Islet, dans le district de Montmagny.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour mars 1922.

Le us-secrétaire de la province,

1223 C.-J. SIMARD.

of which are in whole or in part similar to those of the present company;

To do all acts and things incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them, and to carry on any business, manufacturing or otherwise, germane to the aforementioned purposes and objects and which may appear to the company calculated to be conveniently carried on by it or capable of directly or indirectly enhancing the value of or rendering profitable the company's property or rights;

To remunerate any person, partnership, syndicate, company or corporation for services rendered or to be rendered in connection with the placing, sale or disposal of any share of the capital stock or other securities of the company, or in connection with the formation of the company or the conduct of its business;

To pay in whole or in part for services rendered to the company and the price of any acquisition made by it in cash, paid up shares or partly paid up shares of the company, or in bonds and debentures of the company, or partly in one and partly in the other;

The powers contained in each of the above paragraphs shall in no wise be limited or restricted by reference to the terms of any other paragraph, under the name of "La Compagnie Electrique de L'Islet", with a total capital stock of ninety-nine ($99,000.00) dollars, divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred ($100.00) dollars each.

The head office of the corporation, will be at L'Islet, in the district of Momtmagny.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this ninth day of March, 1922.

C.-J. SIMARD.

1224 Assistant Provincial Secretary

"Quebec & Ontario Mortgage Bond Corporation Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour de mars 1922, constituant en corporation: Reigner Brodeur, Auguste Mathieu, avocats; et Arthur E. Jobin, comptable, tous de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes:

Acheter, louer, prendre à bail ou en échange, ou autrement acquérir des terrains ou intérêts en iceux, avec toutes les bâtisses ou structures qui peuvent se trouver sur lesdits terrains ou sur aucun d'iceux, aussi vendre, louer, échanger, grever ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des terrains, de toutes les bâtisses ou structures qui y sont ou y seront érigées, et prendre pour cela la garantie qu'on croira nécessaire;

Construire des bâtisses et trafiquer des matériaux de construction;

Prendre ou détenir des hypothèques en garantie d'aucune balance non payée du prix d'achat d'aucune des terres bâtisses ou structures ainsi vendues, aussi vendre, grever ou autrement disposer desdites hypothèques;

Améliorer, altérer et administrer lesdits terrains et bâtiments;

Garantir et autrement aider à l'exécution des contrats ou obligations des personnes, firmes ou corporations avec lesquelles la compagnie peut se trouver en relations d'affaires, assumer et prendre charge de ces obligations ou contrats en souffrance; puiser, cependant, exception faite

"Quebec & Ontario Mortgage Bond Corporation Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of March, 1922, incorporating: Reigner Brodeur, Auguste Mathieu, advocates; and Arthur E. Jobin, accountant, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To purchase, lease, take in exchange or otherwise acquire lands or interests therein together with any buildings or structures that may be on the said lands or any of them, and to sell, lease, exchange, mortgage or otherwise dispose of the whole or any portion of the lands and all or any of the buildings or structures that are now or may hereafter be erected thereon, and to take such security therefor as may be deemed necessary;

To erect buildings and deal in building material;

To take or hold mortgages for any unpaid balance of the purchase money on any of the lands, buildings or structures so sold, and to sell, mortgage or otherwise dispose of said mortgages;

To improve, alter and manage the said lands and buildings;

To guarantee and otherwise assist in the performance of contracts, or mortgages of persons, firms or corporations with whom the company may have dealings and to assume and take over such mortgages or contracts on default; Provided however that except as to taking and holding

de la retenue et possession d'hypothèques, tel que susdit, que rien de contenu aux présentes ne soit interprêté comme permettant à la compagnie de faire des prêts, pour fins de construction ou autres, sur des terrains n'appartenant pas à la compagnie, ou sur des terrains, autrefois propriétés de la compagnie, sont devenus propriétés d'une autre, en vertu d'aucun acte, d'aucune cession, d'aucun transfert, d'aucune aliénation;

Acquérir par achat, bail, échange, concession ou autrement des lots de villes, fermes, terrains miniers ou fruitiers, emplacement urbains, pâturages et peuplements forestiers, et toute description de biens-fonds et propriétés immobilières, aucun intérêt et droits connexes en droit, en équité, ou autre quelconque; prendre, y bâtir, détenir, posséder, maintenir, exploiter, développer, vendre, louer, échanger, améliorer et autrement trafiquer et disposer de ces lots, terrains, sites, biens-fonds et immeubles ou intérêts afférents, disposer d'aucune partie des terrains et propriétés ainsi acquis, les subdiviser en lots à bâtir, et généralement en faire des lopins, rues, emplacements à bâtir, pour fins d'habitation ou autres, avec pouvoir d'y faire des rues, le système d'égoûts et de drainage nécessaire, y bâtir pour fins résidentielles ou autres, fournir aux bâtiments ainsi construits l'électricité, le chauffage, le gaz, l'eau ou autres nécessités;

Agir comme agents pour vendre et acheter des biens-fonds et tous intérêts en iceux, et moyennant rémunération faire des placements immobiliers pour aucune personne; agir comme agents vendeurs pour les propriétaires de biens-fonds, subdivisions, emplacements de construction, emplacements urbains ou terrains d'aucune expèce, ou aucun intérêt connexe, assumer et acquérir d'aucune telle personne ou corporation aucune agence inclusive ou autre pour la vente d'aucuns tels terrains, sites ou intérêts afférents, prendre cession et exécution d'aucuns contrats faits par aucune personne avec aucune autre personne ou corporation pour vendre ces terrains, emplacements ou intérêts connexes, comme agents ou en une autre qualité, et généralement agir comme agents fonciers et locateurs, et comme opération incidente, faire affaires comme agents d'assurance-feu;

Exercer aucune autre industrie manufacturière ou autre, que la compagnie croira propre à être exercée en rapport avec son industrie, ou susceptible directement ou indirectement à accroître la valeur des biens ou droits de la compagnie, à les rendre profitable;

Acquérir, assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété ou du passif d'aucune personne, ou compagnie exerçant aucun commerce en tout ou en partie semblable à celui que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de biens convenant aux objets de la présente compagnie;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets d'invention, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit limité, exclusif ou non exclusif à l'usage d'aucun secret et autres renseignements relatifs à toutes inventions propres à servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition peut paraître susceptible, directement ou indirectement, de profiter à la compagnie et utiliser, exercer, développer et accorder des permis y relatifs, faire valoir les biens, droits, intérêts ou renseignements ainsi acquis;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession

mortgages as aforesaid, nothing herein contained shall be deemed to empower the company to take loans whether for building purposes or not upon lands not the property of the company or upon lands which though once the property of the company have by any deed, conveyance, transfer or alienation become the property of another;

To acquire by purchase, lease, exchange, concession or otherwise city lots, farm lands, mining or fruit lands, town sites, grazing and timber lands, and any description of real estate and real property or any interest and right therein legal or equitable or otherwise howsoever; to take, build upon hold, own, maintain, work, develop, sell, lease, exchange, improve and otherwise deal in and dispose of such lots, lands, sites, real estate and real property or any interest therein, to deal with any portion of the lands and property so acquired, subdividing the same out into building lots, and generally laying the same out into lots, streets and buildings sites for residential purposes or otherwise, and with the power to construct streets thereon necessary sewerage and drainage system, to build upon same for residential purposes or otherwise, to supply buildings so erected with electric light, heat, gas, water or other requisites therefor;

To act as agents for the sale and purchase of real estate and all interests therein and for reward to procure real estate investments for any person; to act as selling agents for the owners of any real estate, subdivision, building sites, town sites or lands of any kind or any interest therein, and to take over and acquire from any person or corporation any agency inclusive or otherwise for the sale of any such lands, sites or interest therein, and to accept an assignment of and perform any contracts made by any person with any other person or corporation for the sale of any such lands, sites or interest therein as agents or otherwise, and generally to act as real estate house and rental agents and as incidental thereto to carry on the business of fire insurance agents;

To carry on any other business, (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company the Company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire, any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal conces-

réciproque ou autre avec aucune personne, compagnie, exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce, genre d'affaires qu'elle peut exercer ou auxquels elle peut s'adonner, ou aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune telle personne, compagnie, aussi souscrire, ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, aussi les vendre, détenir, réémettre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

Souscrire ou autrement acquérir et détenir des actions dans aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie, ou qui exerce aucun commerce propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Conclure avec aucunes autorités municipales, locales ou autres, aucuns arrangements qui paraîtront appropriés aux objets de la compagnie ou à aucun d'iceux et d'obtenir d'aucune telle autorité les droits, privilèges et concessions que la compagnie peut croire désirable d'obtenir et exécuter, exercer, et se conformer à ces arrangements, droits, privilèges et concessions;

Organiser une ou plusieurs compagnies pour acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la compagnie, ou pour aucune autre fin qui paraîtra propre, directement ou indirectement, à profiter à la compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer, ou autrement acquérir aucune propriété mobilière ou immobilière, les droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou avantageux aux objets de son commerce et spécialement des machines, un outillage, un assortiment;

Prêter de l'argent aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle personne;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables ou transférables;

Emettre des débentures ou d'autres titres de la compagnie, les nantir ou vendre pour les montants et aux prix qu'on croira avantageux, hypothéquer, grever ou gager la propriété mobilière ou immobilière, présente ou future de la compagnie en garantie d'aucune telles débentures ou autres valeurs, fournir partie seulement de cette garantie à ces fins, et contribuer ladite hypothèque, le mortgage ou le gage par acte de fiducie;

Vendre, disposer de la totalité ou d'aucune partie de l'entreprise, de la compagnie moyennant le prix, aux termes et conditions que la compagnie croira convenables, et particulièrement pour des actions, débentures et valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Pour faire connaître les produits de la compagnie, prendre les moyens qu'on jugera à propos et particulièrement annoncer dans les journaux, par circulaires, achat et exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, publication de livres et périodiques, octroi de prix, récompenses et dons;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

Faire toutes les choses précitées ou aucune

sion or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To take or otherwise acquire and hold, shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the companys' objects, or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose, which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire, any personal property and any rights or privileges which the company may thing necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such person;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes bills of exchange, bills of lading, warrants and other négotiable or transferable instruments;

To issue debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient, and hypothecate mortgage or pledge the moveable or immoveable property, present or future, of the company; to secure any such debenture or other securities or give part only of such guarantee for such purposes and consitute the said hypothec mortgage or pledge by trust deed;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as princi-

d'icelles comme principaux, mandataires, entrepreneurs ou en une autre qualité, et soit seuls soit conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités;

Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, avoir l'exercice, l'exécution et la jouissance d'aucune licence, d'aucun pouvoir, d'aucune autorité, franchise, concession, des droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité, aucune corporation, aucun autre corps public peut accorder, les payer, aider et contribuer à leur donner effet affecter aucune des actions, obligations et valeurs de la compagnie à en payer les frais, charges et dépenses nécessaires;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débentures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucune autre compagnie ou corporation, garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie, corporation, par une ou plusieurs autres personnes avec lesquelles la compagnie pourra se trouver en relations d'affaires sous le nom de "Quebec & Ontario Mortgage Bond Corporation, Limited", avec un fonds social total de cinq cent mille piastres ($500,000.00), divisé en cinq mille (5,000) parts de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce deuxième jour du mois de mars 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

1247 C.-J. SIMARD.

" La Compagnie de Construction de Lachine, Limitée ".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour de mars 1922, constituant en corporation: J.-Denis Martin, Henri Gosselin, Albert St. Denis, comptables, A.-Emile Sarra-Bournet, mécanicien, J.-Dalbe Viau, architecte, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie de la Construction générale tant pour soi que pour d'autres, à l'entreprise ou autrement;

Acquérir, posséder, exploiter, aliéner et louer toutes espèces de biens mobiliers et immobiliers, construire et améliorer tous meubles et immeubles les louer et les exploiter; faire le commerce de tous biens meubles et immeubles, les hypothéquer, vendre, échanger ou autrement aliéner et faire toutes affaires se rapportant à ces objets;

Emettre des actions libérées en paiement total ou partiel du prix d'acquisition de propriétés mobilières ou immobilières de droits, réclamations, privilèges, concessions ou autrement avantages que la compagnie peut légalement acquérir, de même qu'en paiement des services rendus, soit en rapport avec la formation de la compagnie, soit au cours de ses opérations;

Souscrire, accepter, endosser et négocier tous chèques, billets promissoires, lettres de change et autres effets négociables;

Contracter des emprunts et en rassurer le remboursement en la manière déterminée par les directeurs de la compagnie;

Accomplir tous actes, exercer tous pouvoirs et commerces se rattachant aux fins pour lesquelles la compagnie est constituée en corporation.

pals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege, which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds, and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To raise and assist in raising money for, and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, or by any other person or persons with whom the company may have business relations, under the name of "Quebec & Ontario Mortgage Bond Corporation, Limited", with a total capital stock of five hundred thousand dollars ($500,000.00), divided into five thousand (5,000) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company, will be at city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this second day of March, 1922.

C. J. SIMARD,

1248 Assistant Provincial Secretary.

" La Compagnie de Construction de Lachine, Limitée ".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Que ec,fbearing date the eleventh day of March, 1922, incorporating: J. Denis Martin, Henri Gosselin, Albert St. Denis, accountants, A. Emile Sarra-Bournet, machinist, J. Dalbe Viau, architect, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on a general building business both for themselves and for others, on contract or otherwise;

To acquire, own, exploit, alienate and lease all kinds of moveable and immoveable property, build upon and improve all moveables and immoveables, lease and exploit the same; deal in moveables and immoveables, hypothecate, sell, exchange or otherwise alienate the same and carry on any business incidental to the above;

To issue paid up shares in full or part payment of the purchase price of moveable or immoveable property, rights, claims, privileges, concessions or other advantages which the company may legally acquire, and also in payment for services rendered in or about the formation of the company or in the course of its operations;

To underwrite, accept, endorse and negotiate any cheques, promissory notes, bills of exchange and other negotiable instruments;

To contract loans and to guarantee the repayment of the same in the manner determined by the directors of the company;

To accomplish all acts, exercise all powers and carry on any businesses incidental to the purposes for which the company is incorporated, under

tion, sous le nom de "La Compagnie de Construction de Lachine, Limitée' avec un capital total de dix-neuf mille piastres ($19,000.00), divisé en trois cent quatre-vingts (380) actions de cinquante piastres ($50.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Lachine, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour de mars 1922.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

1249

the name of "La Compagnie de Construction de Lachine, Limitée" with a total capital stock of nineteen thousand ($19,000.00) dollars, divided into three hundred and eighty (380) shares of fifty ($50.00) dollars each.

The head office of the company, will be at Lachine, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of March, 1922.

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

1250

Département de l'instruction publique

Department of Public Instruction

Québec, 23 mars 1922.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de York, comté de Gaspé, les lots C1, C2, C3, C4, de la partie Est de Dean's Patent, comprenant environ 255 acres, et de les annexer à la municipalité scolaire de Haldimand, même comté. 1217—12-2

642-21

Québec, 11 mars 1922.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Clotilde, village, comté de Châteauguay, les lots Nos 1034 à 1050, inclusivement; pt. 1151 à 1165, inclusivement, du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Clotilde, et d'annexer tout ce territoire à celle de Sainte-Clotilde, paroisse. 963—11-2

Quebec, March 23rd, 1922.

Application is made to detach from the school municipality of York, county of Gaspé, lots C1, C2, C3, C4, of the Eastern part of Dean's Patent comprising about 255 acres, and annex them to the school municipality of Haldimand, same county. 1218—12-2

642-21

Quebec, 11th March, 1922.

Application is made to detach from the school municipality of Sainte Clotilde, county of Châteauguay, the lots Nos. 1034 eot 1058, inclusively; pt. 1151 to 1165, inclusively, of the official cadastre of the parish of Sainte Clotilde, and to annex all the above territory to that of Sainte Clotilde, parish. 964—11-2

Département du trésor

Treasury Department

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT DE SOCIÉTÉ CHARITABLE.

Avis est par le présent donné que la "Montreal Protestant House of Industry and Refuge" a obtenu un permis et a été enregistrée comme une société charitable, conformément à la loi des assurances de Québec et pour les fins mentionnées dans la loi 26 Victoria, chapitre 62 et dans ses amendements 62 Victoria, chapitre 98 et 3 Edouard VII, chapitre 120.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce vingt-cinquième jour de mars 1922.

Pour le trésorier de la province,
Le surintendant des assurances,
F. L. MONCK.
Branche des assurances,
Département du trésor, Québec. 1275—13-2

Avis est par le présent donné que la "Fidelity Insurance Company of Canada" a été enregistrée pour faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance de garantie le et après le premier jour d'avril 1922.

Le nom et l'adresse du principal agent pour la province de Québec sont: F. D. Knowles, 112 rue Saint-Jacques, Montréal.

Donné conformément à l'article 6950 S.R.P.Q., 1909, ce premier jour d'avril 1922.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances,
F. L. MONCK.
Branche des assurances,
Département du trésor, Québec. 1277—13-2

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND REGISTRATION OF A CHARITABLE ASSOCIATION.

Notice is hereby given that the "Montreal Protestant House of Industry and Refuge" has been licensed and registered as a charitable association, pursuant to the Quebec Insurance Act and for the purposes mentioned in the Act 26 Victoria, chapter 62 and in the amendments thereto, 62 Victoria, chapter 98 and 3 Edward VII, chapter 120.

Given pursuant to the provisions of article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this twenty-fifth day of March, 1922.

For the Treasurer of the Province,
F. L. MONCK,
Superintendent of Insurance.
Insurance branch,
Treasury Department, Quebec. 1276—13-2

Notice is hereby given that the "Fidelity Insurance Company of Canada" has been registered to transact within the Province of Quebec the business of guarantee insurance, on and after the first day of April, 1922.

The name and address of the chief agent for the Province of Quebec are: F. D. Knowles, 112 Saint James street, Montreal.

Given pursuant to article 6950 R.S.P.Q., 1909, this first day of April, 1922.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
F. L. MONCK,
Superintendent of Insurance.
Insurance branch,
Treasury Department, Quebec. 1278—13-2

Avis est par la présente donné que la "United British Insurance Company, Limited" a été enregistrée pour faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu et après le premier jour d'avril 1922.

Le nom et l'adresse du principal agent pour la province de Québec sont: J.-L. Gauvin, 17 rue Saint-Jean, Montréal.

Donné conformément à l'article 6950 S.R.P.Q., 1909, ce premier jour d'avril 1922.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances,
F. L. MONCK.

Branche des assurances,
Département du trésor, Québec. 1279—13-2

Notice is hereby given that the "United British Insurance Company, Limited" has been registered to transact, within the Province of Quebec, the business of fire insurance, on and after the first day of April, 1922.

The name and address of the chief agent for the Province of Quebec are: J. L. Gauvin, 17 Saint John street, Montreal.

Given pursuant to article 6950 R.S.P.Q., 1909, this first day of April, 1922.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
F. L. MONCK,
Superintendent of Insurance.

Insurance branch,
Treasury Department, Quebec. 1280—13-2

Avis est par le présent donné que la "Ensign Insurance Company" a été enregistrée pour faire, dans la Province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, le et après le premier jour d'avril 1922.

Le nom et l'adresse du principal agent pour la province de Québec sont: C. C. Lawson, 17 rue Saint-Jean, Montréal.

Donné conformément à l'article 6950 S.R.P.Q., 1909, ce premier jour d'avril 1922.

Pour le trésorier de la province,
Le surintendant des assurances,
F. L. MONCK.

Branche des assurances,
Département du trésor, Québec. 1281—13-2

Notice is hereby given that the "Ensign Insurance Company", has been registered to transact within the Province of Quebec the business of fire insurance, on and after the first day of April, 1922.

The name and address of the chief agent for the Province of Quebec, are: C. C. Lawson, 17 Saint John Street, Montreal.

Given pursuant to article 6950 R.S.P.Q., 1909, this first day of April, 1922.

For the Treasurer of the Province,
F. L. MONCK,
Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department, Quebec. 1282—13-2

Avis est par le présent donné que "La compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Gabriel-de-Brandon" ayant été établie aux termes des articles 6886 et suivants, paragraphe VI, sous-section VI, section XXII, chapitre III, titre XI, S.R. P.Q., 1909, et s'étant conformée aux exigences de la loi, ladite compagnie a obtenu un permis et a le droit de recevoir des demandes d'assurance et d'émettre des polices; de faire toutes les affaires qu'une compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, formée en vertu desdits articles dudit paragraphe, peut légalement faire relativement au genre d'affaires mentionné dans la déclaration faite à l'inspecteur, savoir: assurance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent sur des bâtiments de ferme et des risques isolés (tels risques n'étant ni des risques de commerce ni sur les bâtiments servant à des fins de commerce ou de manufacture; ni des risques extra-hasardés) dans les limites du comté de Berthier, dans la province de Québec.

Donné conformément à l'article 6950 S.R. P.Q., 1909, ce vingt-unième jour de mars 1922.

Pour le trésorier de la province de Québec.
Le surintendant des assurances,
F.-L. MONCK.

Branche des assurances,
Département du trésor, Québec. 1149—12-2

Notice is hereby given that "La compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Gabriel de Brandon" has been established in conformity with articles 6886 and following, paragraph VI, sub-section VI, section XXII, chapter 111, title XI of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, and having complied with the requirements of the law, the said company has been licensed and has the right to receive applications and to issue insurance policies and to transact any business that a mutual fire insurance company, formed under the said articles of the said sub-section, may lawfully do in respect of the kind of business mentioned in their declaration to the inspector, namely: mutual insurance against fire, lightning and wind on farm buildings and isolated risks (such risks being other than commercial or extra-hazardous) within the limits of the county of Berthier, in the Province of Quebec.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this twenty first day of March, 1922.

For the treasurer of the Province of Quebec.
F. L. MONCK,
Superintendent of Insurance.

Insurance Branck,
Treasury Department, Quebec. 1150—12-2

Ministère de l'agriculture

Avis public concernant l'organisation d'un cercle agricole dans la paroisse de Saint-Mathieu, comté de Laprairie.

Avis est par le présent donné que le ministre de l'agriculture autorise la formation d'un cercle agricole dans le comté de Laprairie, sous le nom de "Cercle agricole de la paroisse de Saint-Mathieu", lequel est présentement constitué en cor-

Department of Agriculture

Public notice respecting the organization of a farmers' club in the parish of Saint Mathieu, county of Laprairie

Notice is hereby given that the Minister of Agriculture authorizes the formation of a farmers' club in the county of Laprairie, under the name of "Farmers' club of the parish of Saint Mathieu" which is hereby incorporated, in ac-

poration, conformément à la Loi des cercles agricoles. (Art. 1859 et suivants.)

Québec, ce 22ième jour de mars 1922.

Le ministre de l'agriculture,

1263 JOS.-ED CARON.

cordance with the Act respecting farmers' clubs (Art 1859 and following).

Quebec, 22nd March, 1922.

JOS. ED CARON,

1264 Ministre of Agriculture.

Actions en séparation de biens

Dans la Cour supérieure, province de Québec, district de Montréal, No 230.

Dame Lilly Schleifer, femme de Fred. Richman, marchand de Montréal, a institué une action en séparation de propriété contre son mari.

Montréal, 23 février 1922.

L'avocat de la demanderesse,

1233—15-5 J.-N. DECARIE.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 413.

Martha Thauvette, épouse commune en biens de Jean-Baptiste Leger, commerçant de la cité de Montréal, dûment autorisée à ester, en justice; vs Jean-Baptiste Leger du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée le 7 mars 1922.

Les avocats de la demanderesse,

1125—12-5 PELLETIER & HEBERT.

Province de Québec, district de Beauharnois, Cour supérieure, No 4178.

Dame Maria Brault, de Saint-Louis-de-Gonzague, épouse de Léandre Picard, fils, cultivateur, du même endroit, dûment autorisée à ester en justice, a intenté une action en séparation de biens contre ledit Leandre Picard, fils, ce jour.

Valleyfield, ce 18 mars 1922.

Le procureur de la demanderesse,

1155—12-5 ARTHUR PLANTE.

Province de Québec, district de Beauharnois, Cour supérieure, No 4184.

Dame Laurentia Maher, de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, dit district, épouse commune en biens de Louis-Joseph Boyer, commerçant, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

Valleyfield, 20 mars 1922.

L'avocat de la demanderesse,

1157—12-5 J.-A. LEGAULT.

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour supérieure, No 2484.

Dame Louisa Plourde, de la cité de Québec, épouse de Jean *alias* John Lecouffe, autrefois à l'emploi de la "Canadian National Railway", demanderesse; vs ledit Jean *alias* John Lecouffe, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée le 20ième jour de mars 1922.

Québec, 20 mars 1922.

Le procureur de la demanderesse,

1195—12-5 F.-O. DROUIN.

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour supérieure, No 2128.

Dame Margaret Theresa Short, de la cité de Québec, épouse de William John Thompson, gérant, demanderesse; vs ledit William John Thompson, défendeur.

Actions for separation as to property

In the Superior Court, Province of Quebec, district of Montreal, No. 230.

Dame Lilly Schleifer, wife of Fred Richman, merchant of Montreal, has instituted an action in separation as to property against her husband.

Montreal, 23rd February, 1922.

J. N. DECARIE,

1234—15-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 413.

Martha Thauvette, wife common as to property of Jean Baptiste Leger, merchant, of the city of Montreal, duly authorized to *ester en justice*; vs Jean Baptiste Leger, of the same place, defendant.

An action of separation as to property has been entered on March 7th, 1922.

PELLETIER & HEBERT,

1126—12-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Beauharnois, Superior Court, No. 4178.

Dame Maria Brault, of Saint-Louis-de-Gonzague, wife of Leandre Picard, junior, farmer, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, has instituted an action for separation as to property against the said Leandre Picard, junior, this day.

Valleyfield, 18th March, 1922.

ARTHUR PLANTE,

1156—12-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Beauharnois, Superior Court, No. 4184.

Dame Laurentia Maher, of the city of Salaberry-de-Valleyfield, said district, wife common as to property of Louis Joseph Boyer, trader, of the same place, and duly authorized to ester *en justice*, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

Valleyfield, 20th March, 1922.

J. A. LEGAULT,

1158—12-5 Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 2484.

Mrs Louisa Plourde, of the city of Quebec, wife of Jean *alias* John Lecouffe, formerly of "The Canadian National Railway", plaintiff; vs the said Jean *alias* John Lecouffe, defendant.

An action for separation as to property has been taken on the 20th day of March 1922.

Quebec, 20th March, 1922.

F. O. DROUIN,

1196—12-5 Attorney for plaintiff.

Canada, province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 2128.

Mrs. Margaret Theresa Short, of the city of Quebec, wife of William John Thompson, manager, plaintiff; vs the said William John Thompson, defendant.

Une action en séparation de biens a été instituée le 18ième jour de mars 1922.

Québec, 20 mars 1922.

Le procureur de la demanderesse,

1197—12-5 F.-O. DROUIN.

Canada, province de Québec, district de Rimouski, Cour supérieure, No 7721.

Imelda Tremblay, épouse commune en biens de Leonisdas Audet dit Lapointe, tous deux du village de Saint-Benoit-Joseph-Labre-d'Amqui, district de Rimouski, demaneresse ; vs ledit Léonisdas Audet dit Lapointe, défendeur.

Une action pour séparation de biens a été intentée, ce jour, par la demanderesse dûment autorisée contre le défendeur.

Rimouski, le 16 février 1922.

Les procueurs de la demanderesse,

923—11-2 SASSEVILLE & GAGNON.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 4940.

Dame Eva Goldberg, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Abraham Jacob Weiner, des mêmes lieux, duement autorisée en justice, demanderesse ; vs Abraham Jacob Weiner, des mêmes lieux, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 1er mars 1922.

Le procureur de la demanderesse,

931—11-5 M. GARBER.

Province de Québec, district de Trois-Rivières, Cour supérieure, No 307.

Marie-Anne Ducharme, épouse de Donat Boulé, de la cité de Shawinigan Falls, district de Trois-Rivières, demanderesse ; vs Donat Boulé, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée le 23 février 1922, contre le défendeur.

Le procureur de la demanderesse,

EDGAR BOURNIVAL.

Trois-Rivières, le 9 mars 1922.

961—11-5

Province de Québec, district de Nicolet, Cour supérieure, No 291.

Dame Marie Grégoire, de la paroisse de Saint-Wenceslas, district de Nicolet, épouse de Domino Poirier, menuisier, du même lieu, duement autorisée à ester en justice, a, le 27 février 1922, institué contre sondit mari, Domino Poirier, une action en séparation de biens.

Nicolet, 11 mars 1922.

Le procureur de la demanderesse,

989—11-5 ARTHUR TRAHAN.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 4702.

Dame Rosa Goldberg de Montréal, district de Montréal, épouse commune en biens de Benny Schwartz alias Banny Shvartz, du même lieu, marchand de fourrures, dument authorisée à ester en justice par un jugement de cette Cour, demanderesse ; vs Benny Schwartz alias Banny Shvartz, de Montréal, district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur le 3ième jour de février mil neuf cent vingt-deux.

Le procureur de la demanderesse,

627—10-5 GEORGE L. A. ALEXANDER.

An action for separation as to property has been instituted on the 18th of March, 1922.

Quebec, 20th March, 1922.

F. O. DROUIN,

1198—12-5 Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Rimouski, Superior Court, No. 7721.

Imelda Tremblay, wife common as to property of Léonisdas Audet said Lapointe, both of village Saint-Benoit-Joseph-Labre-d'Anqui, district of Rimouski, plaintiff ; vs said Léonisdas Audet said Lapointe, defendant.

An action for separation of property has been instituted, this date, by plaintiff duly authorized against defendant.

Rimouski, February 16th, 1922.

SASSEVILLE & GAGNON,

924—11-2 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4940.

Dame Eva Goldberg, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Abraham Jacob Weiner, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs Abraham Jacob Weiner, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on March 1st, 1922.

M. GARBER,

932—11-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Three Rivers, Superior Court, No 307.

Marie Anne Ducharme, wife of Donat Boulé, of the city of Shawinigan Falls, district of Three Rivers, plaintiff ; vs Donat Boulé, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted the 23rd. of February, 1922, against the defendant.

Three Rivers, March 9th, 1922.

EDGAR BOURNIVAL,

962—11-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Nicolet, Superior Court, No. 291.

Dame Marie Grégoire, of the parish of Saint Wenceslas, district of Nicolet, wife of Domino Poirier, joiner, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, has, the 27th of February, 1922, instituted against her said husband, Domino Poirier, an action for separation as to property.

Nicolet, 11th March, 1922.

ARTHUR TRAHAN,

990—11-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4702.

Dame Rosa Goldberg, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Benny Schwartz *alias* Banny Shvartz, of the same place, furrier, and duly authorized *à ester en justice* by a judgment of this Honourable Court, plaintiff; vs Benny Schwartz *alias* Banny Shvartz, of the city and district of Montreal, furrier, defendant-

An action in separation of property has been instituted against the defendant on the 3rd of February, one thousand nine hundred and twenty two.

GEORGE L. ALEXANDER,

628—10-5 Attorney for plaintiff.

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour supérieure, No 596.

Dame Julia Portugais, de la cité de Québec, épouse de Ludger Turcotte, marchand, demanderesse; vs ledit Ludger Turcotte, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour.

Québec, 9 février 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
GALIPEAULT, ST-LAURENT,
641—10-5 GAGNE & DEVLIN.

Avis public est par le présent donné que sous le numéro neuf cent quatre-vingt-seize (996) Cour supérieure, Saint-Hyacinthe. Dame Angélina Tremblay, épouse de Charles Nassif, marchand, des cité et district de Saint-Hyacinthe, a, ce jour, institué contre sondit époux une action en séparation de biens.

Saint-Hyacinthe, 13 février 1922.

L'avocat de la demanderesse,
659—10-5 J.-O. BEAUREGARD.

Province de Québec, district de Beauharnois, Cour supérieure, No 4129.

Mary Ann Todd, du canton de Godmanchester, dit district, épouse commune en biens de Peter Stark, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

Valleyfield, 4 février 1922.

L'avocat de la demanderesse,
577—10-5 ARMAND LONGTIN

Province de Québec, district de Québec, Cour supérieure, No 3606.

Dame Marie-Mélanda Paquet, épouse de Joseph-Ozéa Lehouiller, marchand, de Dupuy, demanderesse; vs ledit Joseph-Ozéa Lehouiller, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée contre le défendeur le dix-septième jour de janvier 1922.

Québec, 8 février 1922.

Le procureur de la demanderesse,
ALBERT GRENIER.

Vraie copie,
Le procureur de la demanderesse,
ALBERT GRENIER. 755—10-5

Canada, province de Québec, district de Beauce, Cour supérieure, No 6188. Anathalie Bélanger, épouse commune en biens de Lorédan Rodrigue, cultivateur, de la paroisse de Saint-Cyprien, demanderesse; vs Lorédan Rodrigue, du même lieu, défendeur.

Le défendeur est actuellement poursuivi par action du 23 février courant (1922) en séparation de biens.

Saint-Joseph, Beauce, 27 février 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
851—10-2 BOUFFARD & BOUFFARD.

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour supérieure, No 2359.

Dame Dina Provost, de Québec, épouse commune en biens de P.-D. Manseau, aussi de Québec, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs P.-D. Manseau, de Québec, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

Québec, 11 janvier 1922.

Le procureur de la demanderesse,
563—10-5 J.-M. GUERARD.

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 596.

Mrs Julia Portugais, of the city of Quebec, wife of Ludger Turcotte, merchant, plaintiff,; vs the said Ludger Turcotte, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, this day.

Quebec, February 9th, 1922.

GALIPEAULT, ST-LAURENT,
GAGNE & DEVLIN,
642—10-5 Attorneys for plaintiff.

Public notice is hereby given that under the number nine hundred and ninety six (996), Superior Court, Saint-Hyacinthe. Dame Angelina Tremblay, wife of Charles Nassif, merchant, of the city and district of Saint Hyacinthe, has, this day, instituted against her said husband an action for separation as to property.

Saint Hyacinthe, February 13th, 1922.

J. O. BEAUREGARD,
660—10-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Beauharnois, Superior Court, No. 4129.

Mary Ann Todd, of the township of Godmanchester, said district, wife of Peter Stark, of the same place, duly authorized *à ester en justice*, has instituted an action for separation as to property against her said husband.

Valleyfield, 4th February, 1922.

ARMAND LONGTIN,
578—10-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Quebec, superior Court, No. 3606.

Dame Marie Mélanda Paquet, wife of Joseph Ozéa Lehouiller, merchant, of Dupuy, plaintiff; vs the said Joseph Ozéa Lehouiller, defendant.

An action for separation as to property has been instituted against the defendant on the 17th of January, 1922.

Quebec, 8th February, 1922.

ALBERT GRENIER,
Attorney for plaintiff.

True copy,
ALBERT GRENIER,
Attorney for plaintiff. 756—10-5

Canada, Province of Quebec, district of Beauce, Superior Court, No. 6188.

Anathalie Belanger, wife common as to property of Lorédan Rodrigue, farmer, of the parish of Saint-Cyprien, plaintiff; vs Lorédan Rodrigue, of the same place, defendant.

The defendant is presently sued by action for separation as to property has entered against the defendant on the 23rd of February instant (1922).

Saint-Joseph, Beauce, February 27th, 1922.

BOUFFARD & BOUFFARD,
852—10-2 Attorneys for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 2359.

Dame Dina Provost, of Quebec, wife common as to property of P. D. Manseau, also of Quebec, and duly authorized to *ester en justice*, plaintiff ; vs P. D. Manseau, of Quebec, defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day, by the plaintiff against the defendant.

Quebec, 11th January, 1922.

J. M. GUERARD,
564—10-5 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 1111.

Dame Eugénie Lafontaine, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Euclide Pérusse, barbier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Euclide Perusse, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le sixième jour de février mil neuf cent vingt-deux.

Montréal, 7 février 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
GAUTHIER, BEAUREGARD & PELLETIER.
595—10-5

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2015.

Bessie Deitcher, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Sam Barbas, regrattier, du même lieu, et duement autorisée à ester en justice selon la loi, demanderesse, vs Sam Barbas, regrattier, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause, ce 9 février 1922.

Montréal, le 9 février 1922.

Le procureur de la demanderesse,
617—10-5 LYON-W. JACOBS.

Province de Québec, district de Bedford, Cour supérieure, No 1214.

Dame Bertha Louise Pow, de la cité de Granby, district de Bedford, épouse de Frederick Hutchins, cultivateur, du même lieu, demanderesse; vs ledit Frédérick Hutchins, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

Sweetsburg, 10 janvier 1922.

Les avocats de la demanderesse,
491—10-5 GIRUOX & GIROUX.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 3763.

Dame Alida Coutu, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph-Alexandre Roberge, marchand, du même lieu, étant dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Joseph-Alexandre Roberge, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause le 23 janvier 1922.

Montréal, le 30 janvier 1922.

Les procureurs de la demanderesse,
PATENAUDE, MONETTE.
507—10-5 FILION & BOYER.

Canada, province de Québec, district de Saint-François, Cour supérieure, No 206.

Dame Eva Byrd, de la ville de Richmond, district de Saint-François, dûment autorisée à ester en justice, épouse de George-E. Dyson, contracteur, du même lieu, demanderesse; vs George-E. Dyson, de la ville de Richmond, district de Saint-François, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le vingt-huitième jour de décembre 1921.

Le procureur de la demanderesse,
J.-V. D'ARTOIS.
Sherbrooke, ce 24ième jour de janvier 1922.
445—10-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1111.

Dame Eugénie Lafontaine, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Euclide Perusse, barber, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Euclide Perusse, of the same place defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, the sixth day of February, one thousand nine hundred and twenty two.

Montreal, 7th February, 1922.

GAUTHIER, BEAUREGARD,
& PELLETIER,
596—10-5 Attorneys for plaintiff.

Canada, province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2015.

Bessie Deitcher, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Sam Barbas, junk dealer, of the same place, and duly authorized to *ester en justice* according to law, plaintiff; vs Sam Barbas, junk dealer, of the city and district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this matter this 9th day of February 1922.

Montreal, February, 9th, 1922.

LYON W. JACOBS,
618—10-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Bedford, Superior Court, No. 1214.

Dame Bertha Louise Pow, of the city of Granby, district of Bedford, wife of Frederick Hutchins, of the same place, farmers, plaintiff; vs the said Frederick Hutchins, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause.

Sweetsburg, 10th January, 1922.

GIROUX & GIROUX,
492—10-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3763.

Dame Alida Coutu, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph Alexandre Roberge, merchant, of the same place, and duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Joseph Alexandre Roberge, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause the 23rd of January, 1922.

Montreal, 30th January, 1922.

PATENAUDE, MONETTE,
FILION & BOYER,
508—10-5 Attorneys for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Saint Francis, Superior Court, No. 206.

Dame Eva Byrd, of the town of Richmond, district of Saint Francis, duly authorized to *ester en justice*, wife of George E. Dyson, contractor, of the same place, plaintiff, vs George E. Dyson, of the town of Richmond, district of Saint Francis, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the twenty-eighth day of December, 1921.

J. V. D'ARTOIS,
Attorney for plaintiff.
Sherbrooke, January 24th, 1922.
446—10-5

Cour Supérieure. No 8.

Mary Hirtz, épouse commune en biens de Max Knoff, de la cité de Montréal, duement autorisée à ester en justice; vs Max Knoff, du même lieu.

Une action en séparation de biens a été instituée ce 5 janvier 1922.

Les avocats de la demanderesse,

475—10-5 BUDYK & BUDYK.

Province de Québec, district de Rimouski, Cour supérieure, No 7686.

Dame Alphonsine Chamberland, de Sainte-Angèle-de-Mérici, dûment autorisée, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari, Alfred Gagnon, du même lieu, cultivateur.

Rimouski, 1er février 1922.

Les procureurs de la demanderesse,

543—10-5 ASSELIN & SIMARD.

Canada, province de Québec, district de Beauce, dans la Cour supérieure, No 6145. Dame Lucie Thibodeau, épouse commune en biens de Vital Roy, de Saint-Joseph-de-Beauce, demanderesse; vs ledit Vital Roy, commerçant et cultivateur, de Saint-Joseph-de-Beauce, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

Saint-Joseph-de-Beauce, 2 février 1922.

Le procureur de la demanderesse,

551—10-5 ROSAIRE BEAUDOIN.

Province de Québec, district de Montréal, dans la Cour supérieure, No 1896.

Dame Joséphine Currier, épouse de Olivier Campeau, rentier, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Olivier Campeau, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 19ième jour de janvier 1922.

Montréal, ce 23 janvier 1922.

Les procureurs de la demanderesse,

367—10-5 BLAIN & SIMARD.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2815.

Dame Bertha Mercil, épouse commune en biens de Louis-Joseph Papineau, voyageur de commerce, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Louis-Joseph Papineau, défendeur.

Une action en séparation de biens a été prise en cette cause le 21 janvier 1922.

Montréal, 21 janvier, 1922.

Les procureurs de la demanderesse,

PERRON, TASCHEREAU,

383—10-5 RINFRET, VALLEE & GENEST.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 1858.

Najla George Kouri, de la cité et du district de Montréal, épouse de George Anna Jazzar, du même lieu, marchand, demanderesse; vs ledit George Anna Jazzar, défendeur.

La demanderesse, duement autorisée par un juge de cette Cour, a intenté, ce jour, une action contre le défendeur, en séparation de biens.

Montréal, 13 janvier 1922.

Le procureur de la demandresse,

R. STANLEY WEIR.

43 immeuble Duluth, Montréal. 233—10-5

Superior Court. No. 8.

Mary Hirtz, wife common as to property of Max Knoff, of the city of Montreal, duly authorized to *ester en justice* ; vs Max Knoff of the same place.

An action in separation as to property has been instituted this 5th day of January, 1922.

BUDYK & BUDYK,

476—10-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Rimouski, Superior Court, No. 7686.

Dame Alphonsine Chamberland, of Sainte-Angèle-de-Mérici, duly authorized, has instituted, this day, an action in separation as to property against her husband, Alfred Gagnon, of the same place, farmer.

Rimouski, 1st February, 1922.

ASSELIN & SIMARD,

544—10-5 Attorneys for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Beauce, in the Superior Court, No. 6145. Dame Lucie Thibodeau, wife common as to prop rty of Vital Roy, of Saint-Joseph-de-Beauce, plaintiff; vs the said Vital Roy, trader and farmer, of Saint-Joseph-de-Beauce, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause.

Saint-Joseph-de-Beauce, 2nd February, 1922.

ROSAIRE BEAUDOIN,

552—10-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montréal, in the Superior Court, No. 1896.

Dame Joséphine Currier, wife of Oliver Campeau, annuitant, of the city and district of Montreal, duly authorized to *ester en justice, plaintiff;* vs the said Olivier Campeau, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 19th day of January, 1922.

Montreal, January 23rd, 1922.

BLAIN & SIMARD,

368—10-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2815.

Dame Bertha Mercil, wife common as to property of Louis Joseph Papineau, traveler, of the city and the district of Montreal, duly authorized to sue, plaintiff; vs the said Louis Joseph Papineau, defendant.

An action in separation as to property has been taken in this cause on the 21st of January, 1922.

Montreal, 21st January, 1922.

PERRON, TASCHEREAU, RINFRET,

VALLEE & GENEST,

384—10-5 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1858.

Najla George Kouri, of the city and district of Montreal, wife of George Anna Jazzar, of the same place, merchant, plaintiff; vs the said George Anna Jazzar, defendant.

The plaintiff, duly authorized thereto by a judge of this Court, has, this day, instituted an action against defendant for separation as to property.

Montreal, 13th January, 1922.

R. STANLEY WEIR,

Attorney for plaintiff.

43 Duluth building, Montreal. 234—10-5

Canada, province de Québec, district de Beauce, Cour supérieure.

Dame Sara Gosselin, épouse commune en biens de Richard Lessard, du Sacré-Cœur-de-Jésus, district de Beauce, demanderesse; vs ledit Richard Lessard, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le dix-septième jour de janvier 1922.

Saint-Joseph, Beauce, 17 janvier 1922.

Le procureur de la demanderesse,

239—10-5 ROSAIRE BEAUDOIN.

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 2215.

Dame Eugénie Bourbonnais, de Sainte-Justine, comté de Vaudreuil, district de Montréal, épouse commune en biens de Evariste Ekimberg, cultivateur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, demanderesse ; vs ledit Evariste Ekimberg, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.

Montréal, 15 mars 1922.

Les avocats de la demanderesse,

BEAULIEU, GOUIN, MORIN & MERCIER.

999—11-5

Canada, Province of Quebec, district of Beauce, Superior Court.

Dame Sara Gosselin, of Sacré-Cœur-de-Jésus, wife of Richard Lessard, of the same place, plaintiff; vs the said Richard Lessard, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause the seventeenth January, 1922.

Saint-Joseph, Beauce, 17th January, 1922.

ROSAIRE BEAUDOIN,

240—10-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2215.

Dame Eugénie Bourbonnais, of Saint Justine, county of Vaudreuil, district of Montreal, wife common as to property of Evariste Ekimberg, farmer, of the same place, duly authorized to these presents, plaintiff ; vs The said Evariste Ekimberg, of the same place, defendant.

The plaintiff has instituted, this day, an action in separation as to property against the defendant.

Montreal, March 15th, 1922.

BEAULIEU, GOUIN, MORIN & MERCIER,

1000—11-5 Attorneys for plaintiff.

Action en séparations de corps et de biens

Province de Québec, district de Montcalm, Cour supérieure, No 886.

Aurore Champagne, épouse séparée de biens de Joseph-E. Cloutier, industriel, de Terre-Haute, district de Montcalm, a intenté contre son époux, le 31 janvier 1922, une action en séparation de corps.

Mont-Laurier, 1er février 1922.

L'avocat de la demanderesse,

547—10-5 ERNEST CHARETTE.

Action for separation as to bed and board

Province of Quebec, district of Montcalm, Superior Court, No. 886.

Aurore Champagne, wife separated as to property of Joseph E. Cloutier, lumber merchant, of Terre Haute, district of Montcalm, has taken against the said Joseph E. Cloutier, the 31st January, 1922, an action in seoaration from bed and board.

Mont-Laurier, 1st February, 1922.

ERNEST CHARETTE,

548—10-5 Solicitor for plaintiff.

Assemblée

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER "QUEBEC CENTRAL".

AVIS AUX ACTIONNAIRES

Avis est aux présentes donné que l'assemblée générale annuelle de la compagnie de chemin de fer "Quebec Central" aura lieu dans les bureaux de la compagnie de chemin de fer "Canadien Pacifique", à Montréal, mercredi, le 19 avril mil neuf cent vingt-deux, à midi pour élire deux administrateurs représentant les obligataires, selon la constitution de la compagnie, et transiger toute autre affaire duement soumise à ladite assemblée.

Les actionnaires inscrits le 1er mars auront droit d'assister et de voter à l'assemblée.

Par ordre du conseil d'administration.

Le secrétaire,

H. C. OSWALD.

Montréal, 6 mars 1922. 1229

Meeting

QUEBEC CENTRAL RAILWAY COMPANY.

NOTICE TO STOCKHOLDERS.

Notice is hereby given that the annual general meeting of the Quebec Central Railway Company will be held in the offices of the Canadian Pacific Railway Company, Montreal, on Wednesday, 19th April, one thousand nine hundred and twenty-two, at 12 noon, for the purpose of electing two directors representing the security holders, as required by the constitution of the company and for the transaction of such other business as may properly come before the said meeting.

Stockholders of record on the 1st March will be entitled to attend and vote at the meeting.

By Order of the Board,

H. C. OSWALD,

Secretary.

Montreal, 6th March, 1922. 1230

Avis divers

Avis est donné au public, conformément à l'article 7295*a* des Statuts refondus, 1909, que M. Joseph Gosselin, de la paroisse de Saint-Léon-de-Standon, dans le comté de Dorchester, se propose de faire approuver un barrage déjà construit sur le cours d'eau "Rivière Rower", traversant le lot portant le numéro 391 du second rang, canton Standon.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plan et devis indiquant l'emplacement où le barrage est construit, a été transmise au ministre des terres et forêts et qu'un duplicata de ces plan et devis a été déposé au bureau d'enregistrement, de la division d'enregistrement du comté de Dorchester.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Les procureurs du requérant,
ROY, LANGLAIS, LANGLAIS &
GODBOUT.

349—10-5

Miscellaneous Notices

Public notice is hereby given that pursuant to article 7295*a* of the Revised Statutes, 1909, Mr. Joseph Gosselin, of the parish of Saint-Léon-de-Standon, in the county of Dorchester, intends to obtain approval for a dam already erected on the water course "Rower River" crossing the lot bearing the number 391 of the second range of the township of Standon.

Notice is further given that a petition to that effect, accompanied by the plan and specification showing the site where the dam is erected has been transmitted to the minister of Lands and Forests and a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the registry office of the registration devision of the county of Dorchester.

The application contained in the petition will be considered on or after the day following the date of the last insertion of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

ROY, LANGLAIS, LANGLAIS &
GODBOUT,
Attorneys for applicant.

350—10-5

Bureau-chef

Avis est donné que la compagnie "Gazelle Brokerage Agency, Ltd", constituée en corporation par lettres patentées en date du 30 décembre 1921, et ayant son bureau principal dans la cité de Québec, a établi son bureau au No 111 Côte de la Montagne, Québec.

A compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, le quatrième jour de mars 1922.

"Gazelle Brokerage Agency, Ltd",
Par R.-J. GAZELLE,
Président.

1285

Head Office.

Notice is hereby given that the company "Gazelle Brokerage Agency, Ltd.", incorporated by letters patent dated the 30th of December, 1921, and having its principal place of business in the city of Quebec, has established its office at No. 111 Mountain Hill street, Quebec.

On and from the date of the present notice the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this fourth day of March, 1922.

"Gazelle Brokerage Agency, Ltd",
Per R. J. GAZELLE,
President.

1286

Charte :—Abandon de

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, 1920, article 5973*a*, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Wells, Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 15 décembre 1920.

Avis est de plus donné qu'à compter de la date de la publication du présent avis, la compagnie "Wells, Limited" a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de mars 1922

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

1269

Charter :—Surrender of

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, article 5973*a*, His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Wells, Limited" incorporated by letters patent dated the 15th of December, 1920.

Notice is also given that on and from the date of this notice, the company "Wells, Limited" is dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of March, 1922.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

1279

Compagnies autorisées à faire des affaires

La compagnie "Richards Wilcox Canadian Company, Ltd", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Companies licensed to do business

The company "Richards Wilcox Canadian Company, Ltd" has been authorized to do business in the Province of Quebec.

Les pouvoirs donnés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à 290, rue Saint-Paul, Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Alex. Thurber, de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

Québec, 22 mars 1922. 1265

La compagnie "Linoleum Manufacturing Company, Limited", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à 908 Edifice Shaughnessy, Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Alfred Carroll, de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

Québec, 9 mars 1922. 1267

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the law of the Province of Quebec and subject to the formalities prescribed by the law known in force of the Province.

Its chief place of business, in the Province, is at 290 Saint Paul street, Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Alex. Thurber, of Montreal.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Quebec, 22nd March, 1922. 1266

The company "Linoleum Manufacturing Company, Limited", has been authorized to do business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the law of the Province of Quebec and subject to the formalities prescribed by the law known in force of the Province.

Its chief place of business, i n the Province, is at 908 Shaughnessy Building.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Alfred Carroll, of Montreal.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Quebec, 9th March, 1922. 1268

Minutes de notaire

Québec, 21 février 1922.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat qu'une requête a été transmise au lieutenant-gouverneur en Conseil, par M. Emile Hébert, notaire, demeurant en la cité de Longueuil et pratiquant en les cités de Longueuil et de Montréal, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Magloire Dagenais, en son vivant notaire, pratiquant en la cité de Longueuil puis en la cité de Montréal, district de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
743—10-5 C.-J. SIMARD.

Québec, 27 février 1922.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été transmise au lieutenant-gouverneur, en Conseil, par M. Victor W. Meek, notaire, demeurant et pratiquant à Saint-Charles-sur-Richelieu, comté et district de Saint-Hyacinthe, par laquelle il demande le transfer, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Louis-Omer Dauray, en son vivant notaire, de Saint-Denis-sur-Richelieu, comté et district de Saint-Hyacinthe.

Le sous-secrétaire de la province
811—10-5 C.-J. SIMARD.

Québec, 1er mars 1922.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été transmise au lieutenant-gouverneur en Conseil, par M. L.-Edouard Morier, notaire, pratiquant et demeurant dans la ville de Saint-Hyacinthe, district de Saint-Hyacinthe, par la-

Notarial Minutes

Quebec, February 21st. 1922.

Notice is hereby given, in accordance with the provisions of the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Emile Hébert, notary, residing in the city of Longueuil and practicing in the cities of Longueuil and Montreal, wherby he prays for the tranfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Magloire Dagenais, in his lifetime, notary, practicing in the city of Longueuil and also in the city of Montreal, district of Montreal.

C.-J. SIMARD,
744—10-5 Assistant Provincial Secretary.

Quebec, February, 27th, 1922.

Notice is hereby given, in accordance with the provisions of the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Victor W. Meek, notary, residing and practicing at Saint-Charles-sur-Richelieu, county and district of Saint Hyacinthe, whereby he asks for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory san index of the late Louis Omer Dauray, in his lifetime, notary, of Saint-Denis-sur Richelieu, county and district of Saint-Hyacinthe.

C. J. SIMARD,
812—10-5 Assistant Provincial Secretary.

Quebec, March 1st, 1922.

Notice is hereby given,in accordance with the provisions of the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant-Governor in Council. by Mr.L. Edouard Morier, notary, residing and practicing in the town of Saint Hyacinthe, district of Saint Hyacinthe, whereby he asks for the

quelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Elzéar Chabot, en son vivant notaire, du même lieu, ainsi que des minutes, répertoire et index de feu le notaire J.-E. Leblanc, dont ledit feu Elzéar Chabot était dépositaire.

Le sous-secrétaire de la province,
819—10-5 C.-J. SIMARD.

Québec. 2 mars 1922.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été transmise au lieutenant gouverneur en Conseil, par M. Pierre-Edmond Durocher, notaire, demeurant et pratiquant en la ville de Coaticook, district de Saint-François, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Jean-Baptiste Gendreau, en son vivant notaire, du même lieu, ainsi que des minutes, répertoire et index de feu John Fraser, en son vivant notaire, aussi de Coaticook, et dont ledit feu Jean-Baptiste Gendreau était dépositaire, en vertu d'un arrêté en Conseil en date du 8 novembre 1911.

Le sous-secrétaire de la province,
821—10-5 C.-J. SIMARD.

transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Elzear Chabot, in his lifetime notary, of the same place, and the minutes, repertory and index of the late notary J. E. Leblanc, which had been transferred to the late Elzear Chabot.

C. J. SIMARD,
820—10-5 Assistant Provincial Secretary.

Quebec, March 2nd, 1922.

Notice is hereby given, in accordance with the provisions of the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Pierre Edmond Durocher, notary, residing and practicing in the town of Coaticook, district of Saint Francis, whereby he asks for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Jean Baptiste Gendreau, in his lifetime notary, of the same place, and also the minutes, repertory and index of the late John Fraser, in his lifetime notary, also of Coaticook, which had been transferred to the late Jean Baptiste Gendreau, by Order in Council dated the 8th of November, 1911.

C. J. SIMARD,
822—10-5 Assistant Provincial Secretary.

Ordres de Cour

Province de Québec, district de Bedford, comté de Shefford, Cour de circuit, No 684.

Myron F. Goddard, demandeur; vs H.-H. Salisbury, défendeur; and L.-V. Marchessault, opposant.

Ordre est donné au créanciers du défendeur de produire leurs réclamations dans les quinze jours.

Waterloo, ce 16 mars 1922.

Le greffier de la Cour de circuit
pour le comté de Shefford,
1103 G. TRANCHEMONTAGNE.

Rules of Court

Province of Quebec, district of Bedford, county of Shefford, Circuit Court, No. 684.

Myron F. Goddard, plaintiff; vs H. H. Salisbury, defendant; and L. V. Marchessault, opposant.

Order is given to the creditors of the defendant to fyle their claims in the fifteen days.

Waterloo, this 16th day of March, 1922.

G. TRANCHEMONTAGNE,
Clerk of the Circuit Court for the
1104 county of Shefford.

Soumissions

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITE SCOLAIRE DE SAINTE-ROSE-DE-LIMA-DE-SWEETSBURG.

Avis public est par les présentes donné que le conseil de la municipalité scolaire catholique de Sainte-Rose-de-Lima-de-Sweetsburg recevra d'aujourd'hui au 15 avril prochain, à 4 heures P.M., au bureau du soussigné, des soumissions écrites pour l'achat de débentures de ladite corporation scolaire au montant de $14,000 datées du 15 mars 1922, émises en vertu d'un règlement portant le No 70, adopté par le conseil de ladite municipalité scolaire le 8 février 1922 pour payer le coût de construction d'une école à Cowansville, Qué.

Ledit emprunt étant autorisé pour une période de 25 ans au moyen de deux séries de débentures, une série de cent dollars et une de cinq cents dollars, remboursables comme suit: 4 débentures de $100 chacune échéant chaque année pendant les cinq premières années; une débenture de $500 échéant chaque année pendant les cinq années suivantes; une débenture de $500 et une de

Tenders

PROVINCE OF QUEBEC.

SCHOOL MUNICIPALITY OF SAINTE-ROSE-DE-LIMA-DE-SWEETSBURG.

Public notice is hereby given that the Council of the Catholic School Municipality of Sainte-Rose-De-Lima-de-Sweetsburg will receive from now until the 15th day of April next, at four o'clock P. M., at the office of the undersigned, written tenders for the purpose of buying debentures of the said school corporation at the amount of $14,000 dated from the 15th of March, 1922, issued under by-law number 70, carried by the council of the said school municipality the 8th of February, 1922, to pay the cost of construction of a school at Cowansville, Que:

The said loan being authorized for a period of 25 years described as follows: Two series of debentures, one of $100 and one of $500, to wit: 4 debentures of $100 each payable each year during the first five years; one debenture of $500 payable each year during the five following years; one debenture of $500 and one of $100 payable each year during the ten other years and two deben-

$100 échéant chaque année pendant les dix années suivantes et deux débentures de $100 et une de $500 échéant chaque année pendant les cinq dernières années.

Ces dites débentures porteront intérêt au taux de six pour cent l'an, payable semi-annuellement les 15 mars et septembre de chaque année.

Ledit emprunt a reçu l'approbation du lieutenant-gouverneur en Conseil le 14 mars 1922.

Les soumissions cachetées devront être adressées à Jean Fortin, sec.-trés. de la municipalité scolaire de Sainte-Rose-de-Lima-de-Sweetsburg, à Cowansville.

Donné à Cowansville, ce 27 mars 1922.

Le secrétaire-trésorier,
1283 J.-FORTIN, N. P.

tures of $100 and one of $500 payable each year during the last five years.

All these debentures shall bear interest at the rate of six per cent payable semi-annually the 15th of March and September every year.

The said loan having received the authorization of the Lieutenant-Governor in Council the 14th March, 1922.

The sealed tenders shall be adressed to Jean Fortin, sec. treas. of the school municipality of Sainte-Rose-de-Lima-de-Sweetsburg, at Cowansville.

Dated at Cowansville, thjs 27th day of March, 1922.

J. FORTIN, N. P.,
1284 Secretary-Treasurer.

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE LA VILLE DE BLACK LAKE, COMTE DE MEGANTIC.

Avis public est par le présent donné que des soumissions cachetées seront reçues par le soussigné jusqu'au 15 avril 1922. pour l'achat de $33,000.00 d'obligations de la municicipalité scolaire de la ville de Black Lake datées du 1er octobre 1921 et échéant par séries jusqu'au 1er octobre 1931.

Dénominations: $100 et $500

Ces obligations sont payables à la Banque Nationale, Québec, Montréal et Black Lake.

Intérêts payables les premiers jours d'avril et octobre de chaque année.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté à l'ordre de la municipalité scolaire de la ville de Black Lake, au montant de 1% montant de l'emprunt; le chèque du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée lui sera remis après l'exécution de son contrat seulement.

Lesdites soumissions seront prises en considération à une assemblée publique des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la ville de Black Lake qui aura lieu au bureau des commissaires le 15 avril 1922, à 3 hrs P. M.

Lesdits commissaires ne s'engagent pas à accepter ni la plus haute ni la plus basse des soumissions qui lui seront faites.

Black Lake, 1er avril 1922

Le secrétaire-trésorier,
1327 Dr C.-D. PARADIS.

PROVINCE OF QUEBEC.

SCHOOL MUNICIPALITY OF THE TOWN OF BLACK LAKE, COUNTY OF MEGANTIC.

Public notice is hereby given that sealed tenders will be received by the undersigned up to the 15th of April, 1922, for the purchase of $33,000.00 of bonds of the school municipality of the town of Black Lake dated the 1st of October, 1921, and maturing in series up to the 1st of October, 1931.

Dnominations: $100 and $500

The bonds are payable at La Banque Nationale Quebec, Montreal and Black Lake.

Interests payable the first days of April and October of each year.

Every tender must be accompanied by an accepted cheque to the order of the school municipality of the town of Black Lake, equal to 1% of the loan. The cheque of the successful tenderer will only be returned to him after the execution of his contract.

The said tenders will be considered at a public meeting of the school commissioners for the school municipality of the town of Black Lake which will be held at the office of the commissioners the 15th of April, 1922, at 3 o'clock P.M.

The said commissioners do not bind themselves to accept the highest, lowest on any tender.

Black Lake, April 1st, 1922.

Dr C. D. PARADIS,
1328 Secretary-Treasurer

Ventes—Loi de faillite

Sales—Bankruptcy Act

Dans l'affaire de Bruno Chagnon, cédant autorisé, Notre-Dame-du-Bon-Conseil.

Avis est par les présentes donné que MARDI, le DEUXIÈME jour de MAI 1922, à UNE heure de l'après-midi, seront vendus par encan public à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame-du-Bon-Conseil, district d'Arthabaska, les immeubles suivants, savoir:

1. Un terrain formant partie du lot de terre connu et désigné sous le No 362 aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Wendover; borné en front à la route entre Wendover et Simpson, en profondeur et d'un côté au nord-est à Aimé Benoit ou représentants et de l'autre côté au sud-est à G.-Amédée Duclos ou représentants.

In the matter of Bruno Chagnon, authorized assignor, Notre-Dame-du-Bon-Conseil.

Notice is hereby given that TUESDAY, the SECOND day of MAY, 1922, at ONE o'clock, in the afternoon, will be sold at public auction to the parochial church door of Notre-Dame-du-Boa-Conseil, district of Arthabaska, the following immoveable properties to wit:

1. A certain piece of land being part of the lot known and designated under number 362 of the official plan and book of reference of the township of Wendover; bounded in front by the road between Wendover & Simpson, in depth and on one side at the north east by Aimé Benoit or representatives and on the other side on the south east by G. Amédée Duclos or representatives.

Cette propriété contient une maison privée et allonge, magasin, le tout à deux étages, et de plus un garage et une grange;

2. Un lopin de terre faisant partie des lots de terre connus et désignés sous les numéros 362 et 363, aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Wendover, de deux arpents et demi de front sur la profondeur qu'il peut y avoir depuis la route entre Wendover et Simpson jusqu'à la rivière Nicolet; borné en front par la route entre Wendover et Simpson, en profondeur par la rivière Nicolet, d'un côté Julien Arpin ou représentants, de l'autre côté par Amédée Duclos et partie par Aimé Benoit; à en distraire cependant l'emplacement vendu à la commission scolaire de Notre-Dame-du-Bon-Conseil—avec bâtisses et dépendances;

3. Un lopin de terre de la contenance de un arpent et demi de largeur sur la route entre Wendover et Simpson, sur la profondeur qu'il peut y avoir depuis ladite route jusqu'au lot 364 du cadastre dudit canton de Wendover, faisant parte dudit lopin de terre des lots numéros 362 et 363 du même cadastre, aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Wendover; borné en front par ladite route entre Wendover et Simpson, en arrière par ledit lot 364, d'un côté au sud-ouest par un nommé Breton et de l'autre côté par le terrain ci-après décrit;

3*a*. Un lopin de terre de la contenance de trois quarts d'arpent de largeur sur la route entre Wendover et Simpson sur la profondeur qu'il peut y avoir depuis ladite route jusqu'au lot 364 du cadastre du canton de Wendover, faisant partie ledit lopin de terre des lots numéros 362 et 363 des plan et livre de renvoi officiels du canton de Wendover; borné ledit lopin de terre en front par ladite route entre Wendover et Simpson, en arrière par ledit lot 364, d'un côté au nord-est par l'acquéreur, Bruno Chagnon, et de l'autre côté par le terrain en premier lieu décrit;

4. Un certain terrain sis et situé au neuvième rang du canton de Simpson, comté de Drummond; borné en front par le chemin entre les huitième et neuvième rangs, en profondeur par les terres du dixième rang, d'un côté par Félix Marcotte et de l'autre côté par Damase Richer; ledit terrain mesurant trois arpents de largeur par vingt-huit arpents de profondeur, plus ou moins, maintenant connu et désigné comme étant le tiers sud-est du lot No 5 aux plan et livre de renvoi officiels pour le neuvième rang du canton de Simpson, comté de Drummond.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en aucun temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B-3 de la Loi de faillite, 9-10, George V, chapitre 36, et a les mêmes effets que la vente par le shérif.

Cette propriété peut être visitée en tout temps en s'adressant au soussigné.

Conditions de vente: Argent comptant.

Pour plus amples renseignements s'adresser à

Le syndic autorisé,
J.-W. ST. ONGE,
Bureau, 28 rue Heriot, Drummondville.

1231—13-2

This property contains a private house with extension, store, all with two stories, a garage and a barn;

2. A piece of land being part of the lots known and designated under numbers 362 and 363, of the plan and book of reference of the township ot Wendover, containing two arpents and a half in front in depth which can exist between the road of Wendover & Simpson as far as the river Nicolet; bounded in front by the road between Wendover & Simpson in depth by the Nicolet river, on one side by Julien Arpin or representatives, on the other side by Amédée Duclos and part by Aimé Benoit; to be distracted nevertheless the lot sold to the school commission of Notre-Dame-du-Bon-Conseil—with buildings thereon;

3. A piece of land of the containance of one arpent and a half in width on the road between Wendover and Simpson, on the depth which can be between the said road reaching lot 364 of the cadastral plan of the township of Wendover, being part of said piece of land of lots numbers 362 et 363 of same cadastral plan in the plan and book of reference of the township of Wendover; bounded in front by the said road between Wendover and Simpson, at the rear by the said lot number 364, on one side at the south west by a Mr. Breton and the other side by the lot hereafter described;

3*a*. A piece of land containing three quarters of an arpent in length on the road between Wendover & Simpson, on the depth which can be between the said road and lot number 364 of the cadastral plan of the township of Wendover, being part of the said piece of land of lots number 362 and 363 of the official plan and book of reference of the township of Wendover; said piece of land bounded in front by said road between Wendover and Simpson, at the rear by the said lot number 364, on one side at the north east by the buyer, Bruno Chagnon, and on the other side by lot beforehand described;

4. A certain piece of land situated in the ninth range of the township of Simpson, county of Drummoud; bounded in front by the road between the eighth and ninth ranges, in depth by the lands of the tenth range, on one side by Félix Marcotte and on the other side by Damase Richer the said lot measuring three arpents in length by twenty eight arpents in depth, more or less, now known and designated as being the third south east of lot number five of the official plan and book of reference for the ninth range of the township of Simpson, county of Drummond.

The titles and certificates may be examined at my office at any time.

This sale is made in conformity with article 20, paragraph B-3 on the Bankruptcy Act 9-10, George V, chapter 36, and has the same effect as a sheriff's sale.

This property can be seen at any time in applying to the undersigned.

Conditions of sale: Cash.

For further particulars apply to

J. W. ST. ONGE,
Authorized trustee.
Office No. 28 Heriot street, Drummondville.

1232—13-2

Dans l'affaire de Arthur Hamel, de Sainte-Perpétue, comté de L'Islet, Qué., marchand, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que MARDI, le DEUXIÈME jour de MAI 1922, à ONZE HEURES ET DEMIE A. M., sera vendu par

In the matter of Arthur Hamel, of Sainte-Perpétue, county of L'Islet, Qué., merchant, authorized assignor.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the SECOND day of MAY, 1922, at HALF PAST ELEVEN o'clock a. m., there will be

encan public aux bureaux des soussignés, 147 Côte de la Montagne, Québec, la propriété de cette faillite décrite comme suit:

a. Les droits de rémérer que peut posséder le failli sur les propriétés suivantes:

1. Un morceau de terre mesurant soixante pieds de large de la route Elgin, sur une profondeur se terminant à un point situé dans la ligne ouest du cimetière, le tout plus ou moins, étant une partie du lot connu sous le numéro vingt-trois-B (23-B) du rang A du canton Lafontaine—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances; borné au nord à Philias Gaudreau, est à J.-N. Chouinard, sud au terrain ci-après décrit, la route Elgin;

2. Un morceau de terre mesurant vingt-cinq pieds de large le long de la route Elgin par cent cinquante pieds de profondeur, étant une partie du lot connu sous le numéro vingt-trois-B (23B) du rang A, canton Lafontaine.

Ces deux propriétés formant qu'une seule propriété seront vendues en un seul item.

La vente se fera au plus haut enchérisseur.

Cette vente est faite suivant l'article 30, paragraphe B-3 de la Loi de faillite qui lui donne les mêmes effets que la vente au shérif.

Ces propriétés peuvent être visitées en tout en s'adressant aux soussignés.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Les syndics autorisés,
LEFAIVRE & GAGNON.

Bureaux: 147 Côte de la Montagne,
(Edifice Bosse), Québec. 1257—13-2

Dans l'affaire de Horace Robichaud, de Sainte-Perpétue, comté de l'Islet, Qué., marchand, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que MARDI, le DEUXIEME jour de MAI 1922, à ONZE HEURES ET DEMIE A. M., sera vendu par encan public aux bureaux des soussignés, 147 Côte de la Montagne, Québec, les propriétés de cette faillite décrite comme suit:

a. Quatre lots de terre à bois faisant partie du lot No 13, rangé A, du canton Lafontaine, et plus amplement, décrit dans un acte de vente de J.-N. Chouinard à Horace Robichaud, passé devant le notaire J.-E. Lavoie, le 11 mars 1920.

La vente se fera au plus haut enchérisseur.

Les titres et certificats peuvent être examinés aux bureaux des soussignés.

Ces quatre lots de terre seront vendus en un seul item et suivant l'article 20, paragraphe B-3 de la Loi de faillite.

Conditions de paiement: Comptant.

Les syndics autorisés,
LEFAIVRE & GAGNON.

Bureaux: 147 Côte de la Montagne,
(Edifice Bossé), Québec.

L'encanteur,
Jos. Giroux. 1259—13-2

La loi de faillite.

Dans l'affaire de Albert Gardner, entrepreneur de Victoriaville, district d'Arthabaska, cédant autorisé. Avis est par le présent donné que JEUDI, le QUATRIEME jour de MAI 192 ' à ONZE heures a. m. seront vendus à la porte de l'église de Sainte-Victoired'Arthabaska, dans la ville de Victoriaville, Qué., les immeubles appartenant à cette succession, à l'enchère publique

sold at public auction, at the offices of the undersigned, 147 Mountain Hill street, Quebec, the property of this estate described as follows:

a. The right of redeption that the assignor may possess on the following properties:

1. A parcel of land measuring sixty feet in width on the Elgin road, by a depth ending at a point situate in the west line of the cemetery, the whole more or less, being a part of the lot known under the number twenty three-B (23-B) of range A of the township of Lafontaine—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies; bounded on the north by Philias Gaudreau, on the east by J. N. Chouinard, on the south by the land hereunder described, the Elgin road;

2. A parcel of land measuring twenty five feet in width along the Elgin road by one hundred and fifty feet in depth, being a part of the lot known under the number twenty three-B (23-B) of range A, township of Lafontaine.

These two above properties forming one single plot of land to be sold in one signle item.

The sale to be made to the highest bidder.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph B-3 of the Bankruptcy Act and has the same effects as a sheriff's sale.

These properties can be visited at any time on applying to the undersigned.

Conditions of payment: Cash.

LEFAIVRE & GAGNON,
Authorized trustees.

Offices: 147 Mountain Hill street,
(Bossé Building), Quebec. 1258—13-2

In the matter of Horace Robichaud, of Sainte-Perpétue, county of L'Islet, Que., merchant, authorized assignor.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the SECOND day of MAY, 1922, at HALF PAST ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be sold at public auction, at the offices of the undersigned, 147 Mountain Hill street, Quebec, the properties of this estate described as follows:

a. Four lots of timber land forming part of the lot No. 13, range A, of the township of Lafontaine, and more fully described in a deed of sale from J.-N. Chouinard to Horace Robichaud, passed before notary J. E. Lavoie, the 11th of March, 1920.

The sale to be made to the highest bidder.

The titles and certificates can be examined at the offices of the undersigned.

These four lots of land to be sold as one single item and pursuant to article 20, paragraph B-3 of the Bankruptcy Act.

Conditions of payment: Cash.

LEFAIVRE & GAGNON,
Authorized trustees.

Offices: 147 Mountain Hill street.
(Bossé Building), Quebec.

Jos. Giroux,
Auctioneer. 1260—13-2

The Bankruptcy Act.

In the matter of Albert Gardner, contractor, Victoriaville, district of Arthabaska, authorized assignor.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the FOURTH day of MAY, 1922, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be sold at the church door of Sainte-Victoire-d'Arthabaska, in the town of Victoriaville, Que., the immovea-

blique, au plus haut enchérisseur, en deux lots séparés, savoir:

Lot A.—Un terrain ou emplacement situé sur le côté sud-ouest de la rue Blais, dans la ville de Victoriaville, contenant quarante-cinq pieds de front, cent quinze pieds de profondeur dans sa ligne nord-ouest et cent dix-sept pieds de profondeur dans sa ligne sud-est, formant quatre mille six cent quarante pieds anglais, connu et désigné au cadastre officiel pour cette partie du canton d'Arthabaska, formant la paroisse de Sainte-Victoire d'Arthabaska, comme étant le numéro quarante-six de la subdivision du numéro quatre cent cinquante-trois (453-46); prenant en front au nord-ouest à la rue, du côté sud-est au ntuméro 453-47, du côté nord-ouest au No 453-45 et en arrière au sud-ouest à la partie non subdivisée du numéro quatre cent cinquante-trois;

Lot B.—1. Un emplacement situé à Victoriaville, au sud d'une rue projetée sous le nom de rue Blais, faisant partie du lot numéro quatre cent cinquante-trois (P. 453) au cadastre officiel de la partie du canton d'Arthabaska, formant la paroisse de Sainte-Victoire, et maintenant connu et désigné comme étant le lot numéro quarante-cinq de la subdivision dudit lot quatre cent cinquante-trois (453-45) audit cadastre officiel—sans bâtisse;

2. La moitié nord-ouest latérale et longitudinale du lot numéro quarante-sept de la subdivision dudit lot 453 audit cadastre (½-N. O. 453-47)—sans bâtisse;

3. Le lot quarante-quatre de ladite subdivision du lot 453 audit cadastre officiel, sans bâtisse—(453-44).

Les immeubles compris dans le lot B seront vendus sujets aux charges et servitudes mentionnées dans l'acte de vente de la Compagnie Immobilière de Victoriaville, au cédant autorisé, Albert Gardner, en date du 18 avril 1921.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en aucun temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20 paragraphe B-3 de la loi de faillite et a les mêmes effets que la vente par le shérif.

Condition: Argent comptant.

Daté ce 21 mars 1922.

Le syndic autorisé,
AUGUSTE BOURBEAU.

Bureau: No 82 rue Notre-Dame,
Victoriaville, Qué. 1303—13-2

Dans l'affaire d'Alcide Laroche, cultivateur, de la paroisse de Saint-Médard-de-Warwick, P.Q., cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que JEUDI, le QUATRIEME jour de MAI 1922, à ONZE heures a.m., seront vendus à la porte de l'église de Saint-Médard-de-Warwick, Qué., les immeubles appartenant à cette succession, par encan public, au plus haut enchérisseur, séparément et dans l'ordre suivant:

A.—Le lot numéro sept (7) du cadastre officiel du canton de Tingwick—avec les bâtisses dessus construites.

B.—Le lot numéro six (6) du cadastre officiel du canton de Tingwick—avec les bâtisses dessus construites;

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en aucun temps.

Cette vente est faite conformément à l'article

bles belonging to this estate, at public auction, to the highest bidder, in two separate lots, namely:

Lot A.—A lot of land or emplacement situated on the southwest side of Blais street, in the town of Victoriaville, containing forty five feet in front, one hundred and fifteen feet in depth in its northwest line and one hundred and seventeen feet in depth in its southeast line, forming an area of four thousand six hundred and forty feet, English measurements, known and designated on the official cadastre for that part of the township of Arthabaska, forming the parish of Sainte-Victoire-d'Arthabaska, as being the number forty six of the subdivision of the number four hundred and fifty three (453-46) bounded in front to the northwest by the street, on the southeast side by the number 453-47, on the northwest side by the No. 453-45 and in rear to the southwest by the unsubdivided part of the number four hundred and fifty three;

Lot B.—1. An emplacement situate at Victoriaville, to the south of a projected street under the name of Blais street, forming part of the lot number four hundred and fifty three (Pt. No. 453) on the official cadastre of that part of the township of Arthabaska, forming the parish of Sainte-Victoire, and now known and designated as being the lot number forty five of the subdivision of the said lot four hundred and fifty three (453-45) on the said official cadastre—without building;

2. The northwest lateral and longitudinal half of the lot number forty seven of the subdivision of the said lot 453 on the said cadastre (N. W. ½-453-47)—without bulding;

3. The lot forty four of the said subdivision of the lot 453 on the said official cadastre (453-44)—without building.

The immoveables comprised in lot B will be sold subject to the charges and servitudes mentioned in the deed of sale of the Compagnie Immobilière de Victoriaville to the authorized assignor, Albert Gardner, dated the 18th of April, 1921.

The titles and certificates can be examined at my office at any time.

This sale is made pursuant to article 20, paragraph B-3 of the Bankruptcy Act and has the same effects as a sheriff's sale.

Condition: Cash.

Dated this 21st of March, 1922.

AUGUSTE BOURBEAU,
Authorized trustee.

Office: No. 82 Notre-Dame street,
Victoriaville, Que. 1304—13-2

In the matter of Alcide Laroche, farmer, of the parish of Saint-Médard-de-Warwick, P.Q., authorized assignor.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the FOURTH day of MAY, 1922, at ELEVEN o'clok a.m., there will be sold at the church door of Saint-Médard-de-Warwick, Qué., the immoveables belonging to this estate, at public auction, to the highest bidder, separately and in the following order:

A.—The lot number seven (7) of the official cadastre of the township of Tingwick—with the buildings thereon erected;

B.—The lot number six (6) of the official cadastre of the township of Tingwick—with the buildings thereon erected.

The titles and certificates can be examined at my office at any time.

This sale is made pursuant to article 20, para

20, paragraphe B3 de la Loi de faillite et a les mêmes effets que la vente par le shérif.

Conditions de vente: Argent comptant.

Le syndic autorisé,
AUGUSTE BOURBEAU.

Bureau No 82, rue Notre-Dame,
Victoriaville, Qué. 1181—12-2

graph B-3 of the Bankruptcy Act and has the same effects as a sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash.

AUGUSTE BOURBEAU,
Authorized trustee.

Office: No. 82, Notre-Dame street,
Victoriaville, P.Q. 1182—12-2

Vente par licitation

Avis de licitation

Province de Québec, district de Montréal, dans la Cour supérieure, No 1129.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 24 mars 1922, dans une cause dans laquelle Emile Jutras, maître-charretier, de la cité et du district de Montréal, est demandeur; et Camille Jutras, agent, de la cité et du district de Montréal, est défendeur, ordonnant la licitation des immeubles suivants, savoir:

1. Un lot de terre situé à Montréal, rue Sanguinet, connu et désigné sous le No six cent quatre-vingt-cinq (685) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis) en la cité de Montréal—avec les bâtisses dessus érigées, portant les Nos civiques 252, 254, 256, 256½, 258, 260, 260*a*, 262 et 262*a* de la rue Sanguinet, et avec les servitudes actives et passives s'y rattachant;

2. Un lot de terre situé à Montréal, rue Sanguinet, connu et désigné sous le numéro six cent quatre-vingt-hui (688) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, en la cité de Montréal—avec les bâtisses dessus érigées, portant les Nos civiques 268, 270, 272 et 274 de la rue Sanguinet, et avec les servitudes actives et passives s'y rattachant.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur le MARDI, DEUXIEME jour de MAI prochain 1922, à DIX heures et DEMIE de la matinée (heure de Montréal), Cour tenante, dans la salle d'audience No 31, du palais de justice de Montréal, ou toute autre à être là et alors désignée, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Montréal, 28 mars 1922.

Les procureurs du demandeur,
1313—13-2 VANIER & VANIER.

Sale by Licitation

Notice of licitation.

Province of Quebec, district of Montreal, in the Superior Court, No. 1129.

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the 24th March, 1922, in a cause herein Emile Jutras, master-carter, of the city and district of Montreal, is plaintiff; and Camille Jutras, agent, of the city and district of Montreal, is defendant, ordering the licitation and the sale of the following immoveables, to wit:

1. A lot of land situated at Montreal, on Sanguinet street, known and designated under the lot number six hundred and eighty-five (685) on the official plan and book of references of Saint-Louis ward, in the city of Montreal—with the buildings thereon erected and bearing civic numbers 252, 254, 256, 256½, 258, 260, 260*a*, 262 and 262*a*, of Sanguinet street, with the servitudes active and passive attached thereon;

2. A lot of land situated in Montreal, on Sanguinet street, known and designated under the lot number six hundred and eighty-eight (688) on the official plan and book of references of Saint Louis ward, in the city of Montreal—with the buildings thereon erected and bearing civic numbers 268, 270, 272 and 274 of Sanguinet street, and with the servitudes active and passive attached thereon.

The said immoveables will be put up to auction and adjuged to the last and highest bidder on TUESDAY, the SECOND day of MAY, 1922, at HALF past TEN o'clock, a. m. (Montreal time), sitting the Court, in room No. 31 of the Court House of Montreal, or any other room which will then be appointed out, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days febore the day fixed as aforesaid for the sale and ajdudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be forclosed from so doing.

Montreal, 28th March, 1922.

VANIER & VANIER,
1314—13-2 Attorneys for plaintiff.

VENTE PAR LE SHÉRIF
ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } EPHREM ARCHAMBAULT, demandeur; vs CYPRIEN JUTRAS, défendeur.
No 523.

Comme appartenant au défendeur:

Un certain terrain sis et situé au 5e rang du canton de Wendover, mesurant trois arpents de largeur par 28 arpents de profondeur, plus ou moins, maintenant connu et désigné au cadastre officiel du canton de Wendover, comme portant le lot No 165,—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Cyrille-de-Wendover, le DOUZIÈME jour d'AVRIL prochain (1922), à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
J.-E. GIROUARD.

Arthabaska, 11 février 1922.

[Première publication, 11 mars 1922]

619—10-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } ALFRED LAMBERT, demandeur; vs WILBROD TREMBLAY, défendeur.
No 34.

Comme appartenant au défendeur:

Le lot No 21*b* et la ½ nord-est du lot No 22*c*, du cadastre officiel du canton de Kingsey, pour le 4e rang, avec tout l'agrès de sucrerie, y compris un vaporisateur, les chaudières, vaisseaux et autres appareils.

Pour être vendu en un seul lot suivant autorisation de la cour, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Félix-de-Kingsey, le DOUZIEME jour d'AVRIL prochain (1922), à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
J.-E. GIROUARD.

Arthabaska, 22 février 1922.

[Première publication, 11 mars 1922]

737—10-2

SHERIFF'S SALE
ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } EPHREM ARCHAMBAULT, plaintiff; vs CYPRIEN JUTRAS, defendant.
No. 523.

As belonging to said defendant:

A certain piece of land situate in the 5th range of the township of Wendover, measuring three arpents in width by 28 arpents in depth, more or less, now known and designated upon the official plan and book of reference of the township of Wendover under No. 165—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint-Cyrille-de-Wendover, on the TWELFTH day of APRIL next (1922), at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office. J.-E. GIROUARD,
Arthabaska, 11th of February, 1922. Sheriff.

[First publication, 11th March, 1922]

620—10-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska to wit: } ALFRED LAMBERT, plaintiff; vs WILBROD TREMBLAY, defendant.
No. 34.

As belonging to said defendant.

The lot No. 21*b* and the north east half of lot No. 22*c*. of the official plan and book of reference of the township of Kingsey, for the 4th range, with all the sugary apparels and implements including one vaporisator, cans, and other implements.

To be sold, in one lot, according to an ordre of the court, at the parochial church door of Saint Félix-de-Kingsey, on the TWELFTH day of APRIL next, (1922), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. J. E. GIROUARD,
Sheriff.

Arthabaska, 22nd February, 1922.

[First publication, 11th March, 1922]

738—10-2

BEAUCE

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour de Circuit.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: } ALCIDE DODIER, demandeur; contre ALFRED POIRIER, défendeur.
No 819.

Un morceau de terrain de un arpent de front sur vingt arpents de profondeur faisant partie du lot numéro neuf A (ptie 9-A) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le cinquième rang du canton Broughton, comté de Beauce; borné comme suit: en front au chemin public, d'un côté et en profondeur à Aurèle Gilbert et de l'autre côté à Théodore Fecteau—circonstances et dépendances. Sujet aux servitudes passives, apparentes ou occultes, ainsi que le droit de profiter des servitudes actives, s'il y en a.

BEAUCE

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Circuit Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: } ALCIDE DODIER, plaintiff; against ALFRED POTVIN, defendant.
No. 819.

A parcel of land of one arpent in front by twenty arpents in depth, forming part of the lot number nine A (Pt. 9-A) of the official cadastral plan and book of reference for the fifth range of the township of Brompton, county of Beauce; bounded as follows: in front by the public road, on one side and in depth by Aurèle Gilbert and on the other side by Theodore Fecteau—circumstances and dependencies. Subject to the passive, apparent and un-apparent servitudes, as well as the right to the active servitudes, if any.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse du Sacré-Cœur-de-Jésus le DEUXIEME jour de MAI 1922, à UNE heure de l'après-midi.
Bureau du shérif. Le shérif,
GUSTAVE GARANT.
Saint-Joseph, Beauce, 27 mars 1922.
[Première publication, 1er avril 1922]
1261—13-2

To be sold at the church door of the parish of Sacré-Cœur-de-Jésus, the SECOND day of MAY, 1922, at ONE o'clock in the afternoon.
Sheriff's office. GUSTAVE GARANT,
Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, 27th March, 1922.
[First publication, 1st April, 1922]
1262—13-2

BEAUHARNOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour de circuit—dans et pour le comté de Huntingdon.

Province de Québec, District de Beauharnois. A savoir: No 7521. } JOHN SMAILL, demandeur; vs TENA LESLIE, défenderesse.

Saisi comme appartenant à ladite défenderesse:

Un lot de terre situé dans la ville de Huntingdon, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village de Huntingdon comme une partie du lot No 256; borné en front au nord par la rue Châteauguay; en arrière au sud par la rivière Châteauguay, à l'ouest par le lot No 255, à l'est par le résidu du lot No 256, mesurant 72 pieds plus ou moins, rue Châteauguay, par toute la profondeur du lot jusqu'à la rivière Châteauguay,—avec une maison et la bâtisse dessus construite.

Et un autre lot de terre situé dans la ville de Huntingdon, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village de Huntingdon sous le numéro 234.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Joseph-de-Huntingdon, dans la ville de Huntingdon, MERCREDI, le DOUZIEME jour d'AVRIL prochain 1922, à NEUF heures de l'avant-midi.
Bureau du shérif,
Le shérif,
L.-O. THISDALE.
Salaberry-de-Valleyfield, 20 février 1922.
[Première publication, 11 mars 1922]
731—10-2

BEAUHARNOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Circuit Court—in and for the county of Huntingdon

Province of Quebec, District of Beauharnois, To wit. No. 7521. } JOHN SMAILL, plaintiff; vs TENA LESLIE, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

A lot of land situate in the town of Huntingdon and known and designated upon the official plan and book of reference of the village of Huntingdon as part of lot No. 256; bounded in front to the north by Châteauguay street, in the rear, to the south by Châteauguay river, on the west by lot No. 255, on the east by the remainder of lot No. 256, measuring 72 feet, more or less, on Châteauguay street, by the whole depth of the lot to the Châteauguay river—with a house and building thereon erected.

And another lot of land situate in the town of Huntingdon, known and designated upon the official plan and book of reference of the village of Huntingdon under number 234.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Joseph-de-Huntingdon, in the town of Huntingdon, on WEDNESDAY, the TWELFTH day of APRIL next, 1922, at NINE o'clock's in the forenoon.
Sheriff office,
L. O. THISDALE,
Sheriff.
Salaberry-de-Valleyfield, 20th February, 1922.
[First publication, 11th March, 1922]
732—10-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure—District de Montréal

Province de Québec, District de Beauharnois, à savoir: No 3647. } JOSEPH-EUGENE RHEAULT, demandeur; vs DAME MARIE-LOUISE LESIEGE ET VIR, défenderesse.

Saisi comme appartenant à ladite défenderesse:

Un emplacement sis et situé dans le village de Howick, connu et désigné sous le lot numéro cinq cent quarante-quatre (544) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Malachie-d'Ormstown, dans le comté de Châteauguay—avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Très-Saint-Sacrement d'Howick, au village de Howick, MERCREDI, le DOUZIEME jour d'AVRIL prochain 1922 à MIDI.
Bureau du shérif. Le shérif,
L. O. THISDALE.
Salaberry-de-Valleyfield, 20 février 1922.
[Première publication, 11 mars 1922]
733—10-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Province of Quebec, District of Beauharnois, to wit: No. 3647. } JOSEPH-EUGENE RHEAULT, plaintiff; vs DAME MARIE LOUISE LESIEGE ET VIR, defendants.

Seized as belonging to the said defendant, Marie Louise Lesiege.

An emplacement lying and situate in the village of Howick, known and designated as being the lot number five hundred and forty four (544) on the official plan and book of reference of the parish of Saint Malachie d'Ormstown, in the county of Châteauguay—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Très-Saint-Sacrement-d'Howick, at the village of Howick, on WEDNESDAY, the TWELFTH day of APRIL next, 1922, at TWELVE o'clock noon.
Sheriff's office. L. O. THISDALE,
Sheriff
Salaberry-de-Valleyfield, 20th February, 1922
[First publication, 11th March, 1922]
734—10-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.

Province de Québec, District de Beauharnois, à savoir: No 4121. } DAME EUPHEMIE GOYER, du village de Saint-Rémi, district d'Iberville, veuve de Joseph Allard, demanderesse; vs ARTHUR RICARD, de Saint-Urbain 1ER, district de Beauharnois, défendeur.

Saisie comme appartenant audit défendeur:

Une terre située en la paroisse de Saint-Urbain 1er, dans le comté de Châteauguay, comprenant les numéros soixante-un et soixante-deux (61 et 62), sur le plan et au livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Saint-Urbain 1er, de la contenance en superficie de deux cents arpents, plus ou moins; et bornée d'un côté au nord-ouest par John E. Ricard et de l'autre côté, au sud-est, par les terres de la paroisse de Saint-Rémi—avec une maison et autres bâtisses dessus construites;

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Urbain-Premier, MERCREDI, le DOUZIEME jour d'AVRIL prochain 1922, à QUATRE heures de l'après-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
L. O. THISDALE.

Salaberry-de-Valleyfield, 27 février 1922.

[Première publication, 11 mars 1922]

847—10-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, District of Beauharnois, to wit: No. 4121. } DAME EUPHEMIE GOYER, of the village of Saint Remi, district of Iberville, widow of Joseph Allard, plaintiff; vs ARTHUR RICARD, of Saint Urbain 1er, district of Beauharnois, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

A farm situate in the parish of Saint Urbain 1er, in the county of Chateauguay, comprising the numbers sixty one and sixty two (61 and 62) on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Urbain 1er, containing two hundred arpents in superficies, more or less; and bounded on one side, to the northwest, by John E. Ricard and on the other side, to the southeast, by the lands of the parish of Saint Remi—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Urbain Premier, on WEDNESDAY, the TWELFTH day of APRIL next, 1922, at FOUR o'clock in the afternoon.

Sheriff's office. L. O. THISDALE,
Sheriff.

Salaberry-de-Valleyfield, 27th February, 1922.

[First publication, 11th March, 1922]

848—10-2

GASPÉ

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Gaspé.

New-Carlisle, à savoir: No 3567. } JOSEPH-D. COTE, marchand, de Saint-Maurice-d'Echourie, comté et district de Gaspé, demandeur; vs CHARLES PAQUET, autrefois de Fox River et maintenant de Sturgeon Falls, province d'Ontario, défendeur.

Un lot de terre sis et situé dans le premier rang est, canton de Fox, dans le comté de Gaspé, étant le lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels dudit canton de Fox, dans le comté de Gaspé, sous le numéro dix-sept, (No 17),—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Rivière-au-Renard, dans le comté de Gaspé, le TREIZIEME jour d'AVRIL prochain 1922, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
JAS. T. TUZO.

Percé, 27 février 1922.

[Première publication, 11 mars 1922]

837—10-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Gaspé.

New-Carlisle, to wit: No. 3567. } JOSEPH D. COTE, merchant, of Saint-Maurice-d'Echourie, county and district of Gaspé, plaintiff; vs CHARLES PAQUET, formerly of Fox River and now of Sturgeon Falls, Province of Ontario, defendant.

A lot of land lying and situate in the first range east, township of Fox, in the county of Gaspé, being the lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the said township of Fox, in the county of Gaspé, under the number seventeen, (No. 17),—together with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Rivière-au-Renard, in the county of Gaspé, on the THIRTEENTH day of APRIL next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. JAS. T. TUZO,
Sheriff.

Percé, 27th February, 1922.

[First publication, 11th March, 1922]

838—10-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—New-Carlisle.

Province de Québec, District de Gaspé. Comté de Bonaventure. No 3620. } THE LE BOUTELLIER BROS COMPANY, LIMITED, demanderesse; contre GUILLAUME LEBLANC, de Paspébiac, comté et district susdit, maintenant résidant à Waterville, Maine, Etats-Unis, défendeur.

1. Le lot numéro cadastral 340, formant partie du lot No 2 de la commune de Paspébiac de la subdivision primitive de Cox; borné au sud par la ligne entre la commune de Paspébiac et le premier rang de Paspébiac, vers l'ouest par le No 340a,

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—New Carlisle.

Province of Quebec. District of Gaspé. County of Bonaventure. No. 3620. } THE LE BOUTELLIER BROS COMPANY, LIMITED, plaintiff; against GUILLAUME LEBLANC, of Paspebiac, county and district aforesaid, now residing in Waterville, Maine, in the United States, defendant.

1. The lot cadastral number 340, forming part of the lot No. 2 of the Paspebiac Common, of the original subdivision of Cox; bounded on the south by the line between the Paspebiac common and the first range of Paspébiac, on the west by

vers le nord par le chemin entre la commune de Paspébiac et le deuxième rang de Paspébiac, et vers l'est par le No 339, mesurant trente-six chaînons de front sur vingt-deux chaînes et cinquante chaînons de profondeur, formant en superficie quatre-vingt-un centièmes d'acre—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

2. Le lot numéro cadastral 340*a*, formant partie du lot No 2 de la commune de Paspébiac, de la subdivision primitive de Cox; borné au sud par la ligne entre la commune de Paspébiac et le premier rang de Paspébiac, vers l'ouest par le No 341, vers le nord par le chemin entre la commune de Paspébiac et le deuxième rang de Paspébiac, vers l'est par le No 340, mesurant trente-six chaînons de front sur vingt-deux chaînes et cinquante chaînons de profondeur, formant en superficie quatre-vingt-un centièmes d'acre— avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Paspébiac, JEUDI, le TREIZIEME jour d'AVRIL mil neuf cent vingt-deux, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif,

Le shérif,
W.-M. SHEPPARD

New-Carlisle, 20 février 1922.

745—10-2

[Première publication, 11 mars 1922]

the lot No. 340*a*, on the north by the road between the Paspebiac common and the second range of Paspebiac and on the east by the No. 339, measuring thirty six links in front by twenty two chains and fifty links in depth, containing eighty one one hundredths of an acre in area—with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

2. The lot cadastral number 340*a*, forming part of the lot No. 2 of the Paspebiac common, of the original subdivision of Cox; bounded on the south by the line between the Paspebiac common and the first range of Paspebiac, on the west by the No. 341, on the north by the road between the Paspebiac common and the second range of Paspebiac, on the east by the No. 340, measuring thirty six links in front by twenty two chains and fifty links in depth, containing eighty one one hundredths of an acre in area—with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Paspebiac, on THURSDAY, the THIRTEENTH day of APRIL, nineteen hundred and twenty two, at the hour of ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office,

W. M. SHEPPARD,
Sheriff, C.B.

New-Carlisle, 20th February, 1922.

746—10-2

[First publication, 11th March, 1922]

HULL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Hull.

Hull, à savoir: } JOSEPH VALLEE ALIAS VAL-
No 5432. } LEY, demandeur; vs WILLIAM VALLEE ALIAS VALLEY, défendeur, et ARTHUR McCONNELL, distrayant.

Saisi comme appartenant audit défendeur:

Partie du lot 16-C, dans le onzième rang du canton de Buckingham, district de Hull; bornée au sud par la ligne de concession entre les dixième et onzième rangs encore non ouverts, qui est la frontière entre la terre du demandeur possédant le lot 16*a* du dixième rang et celui du défendeur, partie du lot 16 dans le onzième rang, à l'est par une autre partie dudit lot 16c, la propriété de William Hill, à l'ouest par le lot 17 dans ledit onzième rang, et au nord par la ligne de concession entre les onzième et douzième rangs dudit canton—avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Grégoire-de-Nazianze, à Buckingham, le ONZIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX HEURES ET QUINZE de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,

Hull, le 7 février 1922. C. M. WRIGHT.

[Première publication, 11 mars 1922]

683—10-2

HULL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Hull.

Hull, to wit: } JOSEPH VALLEE ALIAS
No. 5432. } VALLEY, plaintiff ; vs WILLIAM VALLEE ALIAS VALLEY, defendant and ARTHUR McCONNELL, distrayant.

Seized as belonging to said defendant;

Part of lot 16-C, in the eleventh range of the township of Buckingham, district of Hull; bounded on the south by the concession line between the tenth and eleventh ranges yet inopened, which is the boundary line between the land of the plaintiff owing lot 16*a* in the tenth range and that of defendant, part of lot 16 in the eleventh range, on the east by the other part of said lot 16c in the property of William Hill, on the west by lot 17 in said eleventh range, and on the north by the concession line between the eleventh and twelfth ranges in said township,—with any buildings and improvements thereon.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Grégoire-de-Nazianze, at Buckingham, on the ELEVENTH day of APRIL next, at TEN-FIFTEEN of the clock in the forenoon.

Sheriff's office. C. M. WRIGHT,

Hull, February, 7th, 1922. Sheriff.

[First publication, 11th March, 1922]

684—10-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Hull.

Hull, à savoir: } THE GENERAL SUPPLY
No 6034. } CO. OF CANADA, demanderesse; contre THE CONSOLIDATED GRAPHITE AND MILLING COMPANY, défenderesse, à savoir:

Toutes les mines, les droits miniers et les minéraux dans et sur la moitié nord du lot douze

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Hull.

Hull, to wit: } THE GENERAL SUPPLY
No. 6034. } CO. OF CANADA, plaintiff; against THE CONSOLIDATED GRAPHITE AND MILLING COMPANY, defendant, to wit:

All the mines, mining rights and minerals in to and upon the north half of lot 12 in the ninth

du neuvième rang et les lots 14*b* et 14*c*, et sur la moitié sud du lot 13*b* et la totalité du lot 12*c*, dans le dixième rang du canton Buckingham, dans le comté de Labelle, district de Hull, ladite moitié nord du lot 12 dans le neuvième rang; bornée au nord par les terrains du dixième rang, au sud par la moitié sud dudit lot, à l'est par le lot 11, et à l'ouest par le lot 13*a*, tous dans ledit neuvième rang dudit canton, et ladite moitié sud du lot 13*b* dans le dixième rang dudit canton, étant bornée au nord par la moitié nord dudit lot, au sud par les terrains du neuvième rang, à l'est par les lots 12*b* et 12*c* et à l'ouest par la moitié sud du lot 13*a*, tous dans ledit dixième rang dudit canton,—le tout avec les bâtisses qui s'y trouvent, les circonstances et dépendances y annexées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Grégoire-de-Nazianze, à Buckingham, le ONZIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
C. M. WRIGHT.

Hull, 15 février 1922.

[Première publication, 11 mars 1922]

681—10-2

range and on lots 14*b* and 14*c*, and the south half of lot 13*b* and the whole of lot 12*c* in the tenth range of the township of Buckingham in the county of Labelle, and district of Hull, the said north half of lot 12 in the ninth range being bounded to the north by the lands of the tenth range, to the south by the south half of said lot, to the east by lot 11, and to the west by lot 13*a* all in said ninth range of said township, and said south half of lot 13*b* in the tenth range of said township being bounded to the north by the north half of said lot, to the south by the lands in the ninth range, to the east by the lots 12*b* and 12*c* and to the west by the south half of lot 13*a* all in the said tenth range of said township the whole with the buildings thereon and the members and appartenances thereunto belonging.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Grégoire-de-Nazianze, at Buckingham, on the ELEVENTH day of APRIL next; at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. C. M. WRIGHT,
Sheriff.

Hull, 15th February, 1922.

[First publication, 11th March, 1922]

682—10-2

JOLIETTE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.

Province de Québec, District de Joliette. No 9503. } DAME LEA CHARBONNEAU, demanderesse; vs JOS. SARRASIN, défendeur; et JEAN-J. DENIS ET AL, demandeurs par distraction de frais.

Une terre sise et située dans la paroisse de Saint-Gabriel-de-Brandon, dans le rang Saint-David, connue et désignée comme étant le numéro cent soixante-trois et deux cent vingt-six sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du cadastre de Saint-Gabriel-de-Brandon;

Et partie du No 225 dudit cadastre (No 163-226 et partie No 225), cette dernière partie de la contenance de un arpent et six perches de large sur la profondeur qui peut se trouver à partir du Lac Maskinongé qui le borné en front, à aller à la terre de Joseph Turenne; bornées par le lot No 226 et de l'autre côté par le reste dudit lot No 225—avec les constructions dessus érigées.

Le tout sujet à substitution créée par feu Sifroid Sarrasin par son testament en date du 29 mars 1918 et dûment enregistré sous le No 4446 au bureau d'enregistrement du comté de Berthier.

Pour être vendues à la porte de l'église du village de Saint-Gabriel-de-Brandon, à UNE heure de l'après-midi, le DEUXIEME jour de MAI 1922.

Bureau du shérif. Le shérif,
27 mars 1922. GEORGES DESROCHES.,

[Première publication, 1er avril 1922]

1295—13-2

JOLIETTE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, District of Joliette. No. 9503. } DAME LEA CHARBONNEAU, plaintiff; vs JOS. SARRASIN, defendant, and JEAN J. DENIS ET AL, plaintiffs in distraction for costs.

A farm lying and situate in the parish of Saint Gabriel-de-Brandon, in Saint-David range, known and designated as being the numbers one hundred and sixty and two hundred and twenty six on the official cadastral plan and book of reference of Saint-Gabriel-de-Brandon;

And part of the No. 225 of the said cadastre (No. 163-226 and part No. 225), this last part containing one arpent and six perches in width by the depth existing from Lake Maskinongé which bounds it in front to the land of Joseph Turenne; bounded by the lot No. 226 and on the other side by the residue of the said lot No. 225—with the constructions thereon erected.

The whole subject to a substitution created by the late Sifroid Sarasin in his testament dated the 29th March, 1918, and duly registered under the No. 4446 at the registry office of the county of Berthier.

To be sold at the church door of the village of Saint-Gabriel-de-Brandon, at ONE o'clock in the afternoon, the SECOND day of MAY, 1922.

Sheriff's office. GEORGES DESROCHES,
27th of March, 1922. Sheriff.

[First publication, 1st April, 1922]

1296—13-2

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure de Beauce.

Montmagny, à savoir. No 5504. } CHARLES GIROUX, de Sainte-Sabine-défendeur; contre NARCISSE COTE, du même lieu, demandeur.

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court of Beauce.

Montmagny, to wit: No. 5504. } CHARLES GIROUX, Sainte-Sabine, defendant; against NARCISSE COTE, of the same place, defendant.

Un lot de terre formant partie du lot numéro vingt-sept (27) du cadastre officiel pour le troisième rang du canton Bellechasse, étant trois arpents de largeur du côté nord-est sur toute la profondeur dudit lot—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Sabine, comté de Bellechasse, MERCREDI, le TROISIEME jour du mois de MAI prochain (1922), à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
J.-C. LISLOIS.

Montmagny, 23 mars 1922.

[Première publication, 1er avril 1922]
[Deuxième publication, 15 avril 1922]

1227—13-2

A lot of land forming part of the lot number twenty seven (27) of the official cadastre for the third range of the township of Bellechasse, containing three arpents in width on the north-east side by the whole depth of the said lot—with all the buildings thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Sainte Sabine, county of Bellechasse, on WEDNESDAY, the THIRD day of MAY next (1922), at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. J. C. LISLOIS,
Sheriff.

Montmagny, 23rd March, 1922.

[First publication, 1st April, 1922]
[Second publication, 15th April, 1922]

1228—13-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—Montmagny.

Montmagny, à savoir: No 486. } DELLE MARIE NORMAND, de Saint-Michel, demanderesse; contre DELLE ADELE VEZINA, de Saint-Michel, comté de Bellechasse.

La septième partie indivise d'un lot de terre connu et désigné au cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Michel-de-Bellechasse, sous les numéros cent trente-quatre (134) et cent trente-cinq (135)—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'glise paroissiale de Saint-Michel-de-Bellechasse, MERCREDI, le DOUZIEME jour du mois d'AVRIL prochain (1922), à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
Montmagny, 16 février 1922. J.-C. LISLOIS.

[Première publication, 11 mars 1922]

715—10-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—Montmagny.

Montmagny, to wit: No. 486. } MISS MARIE NORMAND, of Saint-Michel, plaintiff; against MISS ADELE VEZINA, of Saint-Michel, county of Bellechasse.

The sevent hundivided part of a piece of land known and designated on the official cadastre for the parish of Saint-Michel-de-Bellechasse, under the numbers one hundred and thirty four (134) and one hundred and thirty five (135)—with the buildings thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint-Michel-de-Bellechasse, on WEDNESDAY, the TWELFTH day of the month of APRIL next (1922), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. J. C. LISLOIS,
Montmagny, February 16th, 1922. Sheriff.

[First publication, 11th March, 1922]

716—01-2

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : No 1054. } J.-E. GIGUERE, demandeur ; contre H. BERGERON, défendeur.

L'immeuble ayant front sur la rue Rivard, en la cité de Montréal, et composé comme suit:

1. Des lots Nos quatre-vingt-deux et quatre-vingt-trois de la subdivision du lot originaire numéro douze cent deux des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques;

2. D'une partie du lot No quatre-vingt-quatre de la subdivision du No douze cent deux des susdits plan et livre de renvoi officiels. Cette partie mesure huit pieds de largeur par soixante-dix pieds de profonduer; bornée en front par la rue Rivard, en arrière par le No 1202-32, d'un côté par le No 1202-83 et de l'autre côté par l'autre partie du No 1202-84—avec les bâtisses dessus construites, la maison portant le numéro onze de la rue Rivard.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble ci-dessus, qui a eu lieu à mon bureau en la cité de Montréal, le 22ième jour de décembre dernier, aura lieu de nouveau au même endroit, le VINGT-SIXIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

A la folle-enchère de Aron Siminovitch, suivant jugement de l'hon. juge Coderre, daté le 24 janvier 1922.

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. 1054. } J. E. GIGUERE, plaintiff; against H. BERGERON, defendant.

The immoveable fronting on Rivard street, in the city of Montreal, and composed as follows:

1. Of the lots numbers eighty two and eighty three of the subdivision of the original lot number twelve hundred and two on the official plan and book of reference of Saint James ward;

2. Of a part of the lot number eighty four of the subdivision of number twelve hundred and two on the aforesaid official plan and book of reference. The said part measures eight feet in width by seventy feet in depth; bounded in front by Rivard street, in the rear by the No. 1202-32, on one side by the No. 1202-83 and on the other side by the other part of the No. 1202-84—with the buildings thereon erected, the house bearing the number eleven of Rivard street.

Notice is hereby given that the sale of the above immoveable which took place at my office, in the city of Montreal, the twenty second day of December last, will again take place at the same place, the TWENTY SIXTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

For the false biding of Aron Siminovitch, according to a judgment of the Honourable Justice Coderre, dated the 24th of January, 1922.

Un dépôt d'une somme de $400.00 sera exigé de chaque enchérisseur, lors de son enchère, suivant jugement de l'hon. juge Bruneau, daté le 11 février 1922.

Bureau du shérif, Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 29 mars 1922. 1315

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : No 2215. LE CREDIT FONCIER FRANCO-CANADIEN, une corporation légalement constituée, ayant son principal bureau d'affaires dans les cité et district de Montréal, demandeur; vs LE JARDIN ZOOLOGIQUE de MONTREAL, une corporation légalement constituée, ayant son principal bureau d'affaires dans les cité et district de Montréal, défendeur.

1. Un lot de terre ayant front sur la rue Notre-Dame, en la cité de Montréal, connu comme étant le numéro quatorze (No 14) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, de forme irrégulière et borné comme suit: vers le nord-est par le lot No 15, au sud-est par la rue du Bord-de-l'Eau; au sud-ouest par la rue Panet et vers le nord-ouest par la rue Notre-Dame; ledit lot contenant en superficie 93,023 pieds, mesure anglaise et plus ou moins, sans garantie de mesure précise;

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble ci-dessus qui a eu lieu à mon bureau, en la cité de Montréal, le 23ième jour de février dernier, aura lieu de nouveau au même endroit, le VINGT-SIXIEME jour d'AVRIL mil neuf cent vingt-deux, à DIX heures de l'avant-midi.

A la folle enchère de Aron Siminovitch, suivant jugement de l'hon. juge Coderre, daté le 27 mars 1922.

Un dépôt d'une somme de $400.00 sera exigé de chaque enchérisseur, lors de son enchère, conformément au jugement du même juge, daté le 28 mars 1922.

Bureau du shérif, Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.
Montréal, 29 mars 1922. 1317
[Première publication, 1er d'avril 1922]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour sup rieure.—District de Montr al.

Montréal, à savoir : No 1899. DAME MALVINA DESROCHERS, de la cité et du district de Montréal, veuve en premières noces de Toussaint Laurin et épouse séparée de biens par contrat de mariage de Come Goyette, hôtelier, du même lieu, demanderesse; contre COME GOYETTE, défendeur.

Un emplacement situé dans la cité de Montréal; borné en front par la rue Bromby, quartier Emard, connu sous le No sept cent soixante-quinze de la subdivision du lot originaire numéro trois mille six cent seize (3616-775) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, avec droit de passage en commun dans la ruelle située en arrière dudit immeuble—avec bâtisses et dépendances dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATRIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
L.-J. LEMEIEUX.
Montréal, 29 mars 1922. 1319—13-2
[Première publication, 1er avril 1922]

Each and every bidder shall make a deposit of $400.00 with his first bid, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Bruneau, dated the 11th of February, 1922.

Sheriff's office. L. J. LEMEIEUX,
Sheriff.
Montreal, 29th March, 1922. 1316

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. 2215. LE CREDIT FONCIER FRANCO-CANADIEN, a legally constituted corporation, having its principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff; vs LE JARDIN ZOOLOGIQUE DE MONTREAL, a legally constituted corporation, having its principal place of business in the city and district of Montreal, defendant.

1. A lot of land fronting on Notre-Dame street, in the city of Montreal, known as being the number fourteen (No. 14) on the official plan and book of reference of Saint Mary's ward, of irregular outline and bounded as follows: on the northeast by lot No. 15, on the southeast by Bord-de-l'Eau street, on the southwest by Panet street and towards the northwest by Notre-Dame street; the said lot containing 93,023 feet in area, English measurement and more or less, without warranty as to exact measurement;

Notice is hereby given that the sale of the above immoveable which took place at my office, in the city of Montreal, the twenty third day of February last, will again take place at the same place, the TWENTY SIXTH day of APRIL, one thousand nine hundred and twenty two, at TEN o'clock in the forenoon.

For the false bidding of Aron Siminovitch, according to a judgment of the Honourable Justice Coderre, dated the 27th day of March, 1922.

Each and every bidder shall make a deposit of $400.00 with his first bid, in accordance with a judgment of the same justice dated the 28th of March, 1922.

Sheriff's office. L. J. LEMIEUX,
Montreal, March 29th, 1922. Sheriff.
[First publication, 1rst April, 1922]
1318

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : No. 1899. DAME MALVINA DESROCHERS, of the city and district of Montreal, widow by first marriage of Toussaint Laurin and wife separate as to property by marriage contract of Come Goyette, hotel-keeper, of the same place, plaintiff; against COME GOYETTE, defendant.

An emplacement situate in the city of Montreal, fronting on Bromby street, Emard ward, known under the number seven hundred and seventy five of the subdivision of the original lot number three thousand six hundred and sixteen (3616-775), on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, with a common right of way in the lane situate at the rear of the said immoveable—with the buildings and dependencies thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the FOURTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, L. J. LEMIEUX,
Sheriff.
Montreal, 29th March, 1922. 1320—13-2
[First publication, 1st April, 1922]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } YORKSHIRE INSURANCE COMPANY, corporation légale duement constituée, dont la principale place d'affaires est dans les cité et district de Montréal, demanderesse ; contre MORRIS FROMSON, du même endroit, défendeur; et A.-A. REID, curateur au délaissement effectuée aux présentes.

Un lot de terre située sur l'avenue Colonial, dans la cité de Montréal, connu sous le No 841 des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis; borné en front par l'avenue Colonial; d'un coté par Dme. Bickerstaff et autres, de l'autre côté par William Todd, et en arrière par James Simpson ou représentants—avec les bâtisses dessus construites.

Un lot de terre situé sur l'avenue Colonial, autrefois rue Saint-Georges-Hippolite, dans la cité de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, sous le numéro 840, portant les numéros civiques 66 et 68 de ladite avenue Coloniale.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le TREIZIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 22 février 1922

[Première publication, 11 mars 1922]

761—10-2

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court—District of Montreal.

Montreal, to wit : } YORKSHIRE INSURANCE COMPANY, a body politic, duly incorporated, having its principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff; against MORRIS FROMSON, of the same place, defendant; and A. A. REID, curator, to the surrender made herein.

A lot of land situate on Colonial avenue, in the city of Montreal, known under No 841 on the official plan and book of reference for Saint Louis ward; bounded in front by Colonial Avenue, on one side by Mrs. Bickerstaff and others, on the other side by William Todd, and in the rear by James Simpson or representatives—with the buildings thereon erected.

A lot of land situate on Colonial avenue, formerly Saint Georges Hippolite street, in the city of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference for Saint Louis ward, under number No. 840, bearing civic numbers 66 and 68 said Colonial Avenue

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTEENTH day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office L. J. LEMIEUX.
Sheriff.

Montreal, 22nd February, 1922.

[First publication, 11th March, 1922]

762—10-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du recorder.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LA CITE DE MONTREAL, corps légalement constitué, ayant son établissement d'affaires en ladite cité, demanderesse; vs DELLE SARAH GOLDBERG, défenderesse.

Les deux (2) lots de terre suivants situés dans la cité de Montréal; bornés en front par l'avenue Hampton, étant les subdivisions du numéro originaire cent soixante-neuf (169) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, quartier Notre-Dame-de-Grâces.

Subdivision numéro cinq cent quatre-vingt-huit (588).

Subdivision numéro cinq cent quatre-vingt-neuf (589).

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le TREIZIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif. Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 22 février 1922.

[Première publication, 11 mars 1922]

763—10-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Recorder's Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE CITY OF MONTREAL, a body politic and corporate, duly incorporated, having its place of business in the said city, plaintiff ; vs MISS SARAH GOLDBERG, defendant.

The two (2) following lots of land situated in the city of Montreal; bounded in front by Hampton avenue, being subdivisions of original number one hundred and sixty nine (169) on the official plan and book of reference for the parish of Montreal, Notre-Dame-de-Grâces ward.

Subdivision number five hundred and eighty-eight (588).

Subdivision number five hundred and eighty-nine (599).

To be sold at my office, in the city of Montreal, the THIRTEENTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Montreal, 22nd February, 1922.

[First publication, 11th March, 1922]

764—10-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du recorder.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LA CITE DE MONTREAL, corps légalement constitué, ayant son établissement d'affaires en ladite cité, demanderesse; vs JOSEPH-TANCREDE MORIN ET AL, défendeurs.

Un lot de terre situé dans la cité de Montréal—avec bâtisses, étant une partie de la subdivision numéro onze cent dix (1110) du lot originaire numéro dix (10) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Côte Saint-Louis, quartier Laurier, mesurant quinze pieds et neuf dixièmes (15 9/10) de largeur par cent pieds et sept dixièmes (100 7/10) de profondeur, mesure anglaise; borné en front par rue Mozart, en arrière par une ruelle, au sud-ouest par la rue

FIERI FACIAS DE TERRIS

Recorder's Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE CITY OF MONTREAL, a body politic and corporate, duly incorporated, having its principal place of business in the said city, plaintiff; vs JOSEPH TANCREDE MORIN ET AL, defendants.

A lot of land situate in the city of Montreal—with buildings, being a part of subdivision number eleven hundred and ten (1110) of original lot number ten (10) on the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis, Laurier ward, measuring fifteen feet and nine tenths (15 9/10) in width by one hundred feet and seven tenths (100 7/10) in depth, English measure; bounded in front by Mozart street, in rear by a lane, to the south west by Alma street

Alma et au nord-est par la subdivision de lot numéro 1109 du lot numéro 10 desdits plan et livre de renvoi officiels.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TREIZIEME jour d'AVRIL prochain, à MIDI.

Bureau du shérif. Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 22 février 1922.

[Première publication, 11 mars 1922]

765—10-2

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour du recorder—District de Montréal.

Montréal, à savoir : No 67 } LA CITE DE MONTREAL, corps légalement constitué, ayant son établissement d'affaires en la dite cité, demanderesse; vs EDWARD F. MORGAN, défendeur.

Un lot de terre; borné en front par l'avenue Madison, étant la subdivision numéro trois cent-vingt et un (321) du numéro originaire cent soixante-deux (162) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, quartier Notre-Dame-de-Grâces, cité de Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TREIZIEME jour d'AVRIL prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 22 février 1922.

[Première publication, 11 mars 1922]

767—10-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No 4416. } DAME CORDELIA BLACHE, veuve de feu Alfred Dalbec, agissant en sa qualité d'exécutrice testamentaire et administratrice et fiduciaire des biens de la succession dudit feu Alfred Dalbec, demanderesse; vs OSCAR-F. BERTHIAUME, défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Bruno, dans le district de Montréal, connue sous les numéros cent vingt-huit, trois cent cinquante-huit et trois cent cinquante-neuf (128, 358 et 359) aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Saint-Bruno—avec une maison et autres bâtisses dessus érigés; avec la réserve pour Flavien Moquin, Odilon Moquin et François-Alfred Moquin du droit qu'ils ont dans la coupe et dépouille du bois d'une certaine étendue de terre à prendre sur ladite terre numéro trois cent cinquante-huit, tel qu'ils en ont le droit suivant l'acte de donation consenti par feu François Moquin et Dame Elizabeth Gareau, son épouse, en faveur de ces trois derniers, passé le seize juillet mil huit cent soixante-huit, devant Mtre S. Hurteau, notaire, et dûment enregistré au bureau d'enrégistrement du comté de Chambly. Cette terre contient six arpents de front sur le chemin, quatre arpents environ de largeur en arrière, ayant une superficie totale d'environ cent trente-huit arpents, ledit lot No 128 étant situé du côté nord-ouest du rang de La Rabastalière, et lesdits lots Nos 358 et 359 étant situés au rang des 20 dé la paroisse de Sa nt-Bruno; le tout formant une seule exploitation, et devant être vendu en bloc.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Bruno, le TREI-

and to the north east by lot subdivision number 1109 of lot number 10 on the said official plan and book of reference.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the THIRTEENTH day of APRIL next, at TWELVE o'clock, noon.

Sheriff's office. L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Montreal, 22nd February, 1922.

[First publication, 11th March, 1922]

766—10-2

FIERI FACIAS DE TERRIS

Recorder's Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : No. 67 } THE CITY OF MONTREAL, a body politic and corporate, duly incorporated, having its principal place of business in the said city, plaintiff; vs EDWARD F. MORGAN, defendant.

A lot of land; bounded in front by Madison Avenue, being subdivision number three hundred and twenty-one (321) of original number one hundred and sixty-two (162) on the official plan and book of reference for the parish of Montreal Notre-Dame-de-Grâces ward, city of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the THIRTEENTH day of APRIL next, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office. L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Montreal, February 22nd, 1922.

[First publication, 11th March, 1922]

768—10-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. 4416. } DAME CORDELIA BLACHE, widow of the late Alfred Dalbec, acting in her quality of testamentary executrix and administratrix and fiduciary of the property of the estate of the said late Alfred Dalbec, plaintiff; vs OSCAR F. BERTHIAUME, defendant.

A farm situate in the parish of Saint Bruno, in the district of Montreal, known under the numbers one hundred and twenty eight, three hundred and fifty eight and three hundred and fifty nine (128, 358 and 359) on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Bruno—with a house and other buildings thereon erected; with the reserve in favor of Flavien Moquin, Odilon Moquin and François Alfred Moquin of the right they have in the cutting and removal of timber on a certain piece of land to be taken out of the said land number three hundred and fifty eight, such right being defined in a deed of donation from the late François Moquin and Dame Elizabeth Gareau, his wife, in favor of the three above named persons, passed on the sixteenth day of July, one thousand eight hundred and sixty eight, before Mtre S. Hurteau, notary, and duly registered at the registry office of the county of Chambly. This farm contains six arpents in front, on the road, about four arpents in width at the rear, forming a total area of about one hundred and thirty eight arpents, the said lot No. 128 being situated on the northwest side of the La Rabastalière range, and the said lots Nos. 358 and 359 being situated in range 20 of the parish of Saint Bruno; the whole forming one single plot of land and to be sold *en bloc*.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Bruno, the THIRTEENTH day

ZIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 22 février 1922.

[Première publication, 11 mars 1922]
769—10-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } ANNA McFEE, ELI-
No 1826. } ZABETH McFEE, CATHERINE McFEE et DONALDA McFEE, toutes de la cité et du district de Montréal, et filles majeures, exécutrices, fidéicommissaires et légataires universels en vertu du testament de feu Alex. McFee, en son vivant de la cité de Montréal, demanderesses; contre CANADIAN JEWELLERS, LIMITED, corporation légale duement constituée selon la loi et dont le bureau-chef et la principale place d'affaires sont dans la cité de Montréal, défenderesse.

La totalité du droit, du titre, de la réclamation et de l'intérêt appartenant à ladite "Canadian Jewellers, Limited", en vertu de plusieurs titres ci-après énumérés, et en vertu d'aucun autre titre quelconque, dans et sur le lot ou lopin de terre sis et situé du côté sud-est du canal Lachine, juste en amont de l'écluse Saint-Gabriel, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Anne sous le numéro mille cinquante-sept (1057), lequel est borné en front par le chemin de remorque du canal Lachine, en arrière du côté nord-ouest par la queue d'eau construite pour fournir l'énergie au moulin, d'un côté au nord-est par la rue des Seigneurs, et de l'autre au sud-ouest par une lisière de terre sans numéro officiel et apparaissant une ruelle audit plan officiel—avec les bâtisses dessus construites et aussi la force hydraulique connexe, c'est-à-dire pour quatre meules; aussi les droits, s'il en est, que ladite "Canadian Jewellers, Limited" peut avoir dans ou sur la propriété sise entre ledit lot officiel mille cinquante-sept et les eaux dudit canal; et aussi tous les droits, s'il en est, que la "Canadian Jewellers, Limited" peut avoir en rapport avec ladite lisière de terre qui borne ledit lot officiel mille cinquante-sept (1057) au sud-ouest; les actes auxquels on réfère plus haut sont:

1. Bail par Sa Majesté la Reine, représentée par les commissaires des travaux publics, à l'honorable John Young et Ira Gould, passé devant A.-D. Jobin, notaire, le quatorzième jour de février mil huit cent cinquante et un, enregistré au bureau d'enregistrement pour la division d'enregistrement d'alors de Montréal, le treizième jour de mars suivant, sous le No 9336;

2. Acte de transport par messieurs les prêtres du séminaire de Saint-Sulpice de Montréal à l'honorable John Young et Ira Gould, pardevant P. Lacombe, notaire, le douze août mil huit cent cinquante-un, enregistré audit bureau d'enregistrement le vingt du même mois, sous le No 9730;

3. Deux actes de vente par l'honorable John Young et Ira Gould à Jacob DeWitt et John Ostell, pardevant J. H. Isaacson, notaire, le treize février mil neuf cent cinquante-deux, enregistré audit bureau d'enregistrement, le sept décembre mil huit cent cinquante-trois, sous les Nos 12515 et 12516, respectivement;

of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Montreal, 22nd February, 1922.

[First publication, 11th March, 1922]
770—10-2

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit } ANNA McFEE, ELIZA-
No. 1826 } BETH McFEE, CATHERINE McFEE and DONALDA McFEE, all of the city and district of Montreal, and all spinsters, executrix and trustees and universal legatees under the will of the late Alex. McFee, in his lifetime of the city of Montreal, plaintiffs; against CANADIAN JEWELLERS, LIMITED, a body politic and corporate duly incorporated according to law and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, defendant.

All the right, title, claim and interest belonging to the said "Canadian Jewellers, Limited", under and in virtue of the several deeds hereinafter mentioned and by any other title whatsoever, in and to the lot or parcel of land situate, lying and being on the southeast side of the Lachine Canal, immediately above the Saint Gabriel lock, known and distinguished on the official plan and book of reference of the Saint Anne ward by the number ten hundred and fifty-seven (1,057), which is bounded in front by the tow-path of the Lachine Canal, in rear by the northwest side of the tail-race constructed for mill power, on one side to the northeast by Seigneurs street, and on the other to the southwest by a strip of land bearing no official number and shown on the said official plan as a lane—with the buildings thereon erected and also the water power appertaining thereto, that is the water for four runs or pairs of stones; and such rights, if any, as the said "Canadian Jewellers, Limited" may have in, to or upon the property lying between said official lot ten hundred and fifty-seven and the waters of the said Canal; and also such rights, if any, as the "Canadian Jewellers, Limited" may have in respect of the said strip of land which bounds the said official lot ten hundred and fifty-seven (1057) to the southwest; the deeds to which reference is hereinbefore made being:

1. A lease from Her Majesty the Queen, represented by the Commissioners of Public Works, to the Honorable John Young and Ira Gould, executed before A.-D. Jobin, notary, on the fourteenth day of February, eighteen hundred and fifty-one, registered in the registry office for the then registration division of Montreal, on the thirteenth day of March following under No. 9336;

2. Deed of conveyance from the gentlemen ecclesiastics of the seminary of Saint Sulpice of Montreal to the Honorable John Young and Ira Gould, executed before P. Lacombe, notary, on the twelfth day of August eighteen hundred and fifty-one, registered in said registry office on the twentieth day of the same month, under No. 9730;

3. Two deeds of sale from the Honorable John Young and Ira Gould to Jacob DeWitt and John Ostell, executed before J. H. Isaacson, notary, on the thirteenth day of February eighteen hundred and fifty-two, registered in said registry office, on the seventh day of December eighteen hundred and fifty-three, under Nos. 12515 and 12516, respectively;

4. Acte de partage entre John Young, Ira Gould, Jacob DeWitt et John Ostell, pardevant J. H. Isaacson, notaire, le douze juin mil huit cent cinquante-trois, enregistré dans ledit bureau d'enregistrement, le sept décembre suivant, sous le No 12514;

5. Bail de Ira Gould et Jacob DeWitt à John Ostell pardevant J. H. Isaacson, notaire, le premier septembre mil huit cent cinquante-trois, enregistré dans ledit bureau d'enregistrement, le treize décembre suivant, sous le No 12624;

6. Bail de John Ostell à William Allen, pardevant J. H. Isaacson, notaire, le vingt-deux juin mil huit cent cinquante-cinq;

7. Acte de transfert par William Allen à John Stevenson, pardevant J. R.-Houle, notaire;

8. Acte de transfert par John Stevenson à Dame Mary Ann Dredge, épouse de William Allen, passé le cinq octobre mil huit cent cinquante-neuf;

9. Acte de transfert par ladite Dame Mary Ann Dredge à John Leeming et William Nivin (John Leeming & Co.), passé le dix octobre mil huit cent cinquante-neuf;

10. Vente et transfert par les fiduciaires de la succession John Ostell à William Molson, pardevant J. S. Hunter, notaire, le onze janvier mil huit cent soixante-quatre, enregistré audit bureau d'enregistrement, le vingt-deux du même mois, sous le No. 37001;

11. Acte de transfert par William Nivin, représentant John Leeming & Co., à Alexander Walker Ogilvie, John Ogilvie et William Watson Ogilvie, pardevant James Smith, notaire, le seize mars mil huit cent soixante-quatre;

12. Acte de dissolution de société entre Alexander Walker Ogilvie, John Ogilvie et William Watson Ogilvie, pardevant W. A. Phillips, notaire, le vingt-six novembre mil huit cent soixante-quatorze, enregistré au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Montréal-ouest, le sept novembre mil huit cent soixante-dix-huit, sous le No 101785;

13. Le dernier testament de John Ogilvie, reçu par E. H. Stuart et confrère, notaires, le vingt-huit septembre mil huit cent soixante et onze, avec codicille annexé reçu par W. de M. Marler et confrère, notaires, le onze juin mil huit cent quatre-vingt-trois, les deux enregistrés dans ledit bureau d'enregistrement, le trois janvier mil huit cent quatre-vingt-neuf, sous les Nos 116695 et 116696, respectivement;

14. Acte de transfert par les exécuteurs testamentaires de John Ogilvie à William Watson Ogilvie, pardevant William McLennan, notaire, le trente-un décembre mil huit cent quatre-vingt-huit, enregistré audit bureau d'enregistrement le quinze janvier suivant, sous le No 116746;

15. Acte de vente par les exécuteurs testamentaires de William Molson à William Watson Ogilvie, pardevant C. Cushing, notaire, le vingt-cinq février mil huit cent quatre-vingt-seize, enregistré audit bureau d'enregistrement le vingt-trois mars suivant, sous le No 128081;

16. Le dernier testament de feu William Watson Ogilvie, reçu par W. de M. Marler et confrère, notaires, le sept décembre mil huit cent quatre-vingt-huit, avec codicille annexé reçu par

4. Deed of partition between John Young, Ira Gould, Jacob DeWitt and John Ostell, executed before J. H. Isaacson, notary, on the twelfth day of June eighteen hundred and fifty-three, registered in said registry office, on the seventh day of December following, under No 12514;

5. A lease from Ira Gould and Jacob DeWitt to John Ostell executed before J. H. Isaacson, notary, on the first day of Spetember eighteen hundred and fifty-three, registered in said registry office on the thirteenth day of December following, under No. 12624;

6. A lease from John Ostell to William Allen, executed before J. H. Isaacson, notary, on the twenty-second day of June, eighteen hundred and fifty-five;

7. A deed of transfer from William Allen to John Stevenson, executed before J.-R. Houle, notary;

8. A deed of transfer from John Stevenson to dame Mary Ann Dredge, wife of William Allen, executed on the fifth day of October, eighteen hundred and fifty-nine;

9. A deed of transfer from the said Dame Mary Ann Dredge to John Leeming and William Nivin (John Leeming & Co.) executed on the tenth day of October, eighteen hundred and fifty-nine;

10. A sale and transfer from the trustees of the estate John Ostell to William Molson, executed before J.-S. Hunter, notary, on the eleventh day of January eighteen hundred and sixty-four, registered in said registry office on the twenty-second day of the same month under No. 37001;

11. A deed of transfer from William Nivin, representing John Leeming & Co., to Alexander Walker Ogilvie, John Ogilvie and William Watson Ogilvie, executed before James Smith, notary, on the sixteenth day of March, eighteen hundred and sixty-four;

12. A deed of dissolution of the partnership between Alexander Walker Ogilvie, John Ogilvie and William Watson Ogilvie, executed before W.-A. Phillips, notary, on the twenty-sixth day of November eighteen hundred and seventy-four, registered in the registry office for the registration division of Montreal West on the seventh day of November eighteen hundred and seventy-eight, under No. 101785;

13. The last will of John Ogilvie received by E.-H. Stuart and colleague, notaries, on the twenty-eighth day of September eighteenth hundred and seventy-one, with a codicil thereto received by W. de M. Marler and colleague, notaries, on the eleventh day of June, eighteen hundred and eighty-three, both registered in said registry office on the third day of January, eighteen hundred and eighty-nine, under Nos 116695 and 116696, respectively;

14. A deed of transfer from the testamentary executors of John Ogilvie to William Watson Ogilvie, executed before William McLennan, notary, on the thirty-first day of December, eighteen hundred and eighty-eight, registered in said registry office on the fifteenth day of January following, under No. 116746;

15. Deed of sale from the testamentary executors of William Molson to William Watson Ogilvie, executed before C. Cushing, notary, on the twenty-fifth day of February, eighteen hundred and ninety-six, registered in said registry office on the twenty-third day of March following, under No. 128081;

16. The last will of the late William Watson Ogilvie, received by W. de M. Marler and colleague, notaries, on the seventh day of December, eighteen hundred and eighty-eight, with

lesdits notaires le vingt février mil huit cent quatre-vingt-douze, et renonciation par Dame Jelen Johnston, veuve de William Watson Ogilvie, pardevant E. H. Stuart, notaire, le six avril mil neuf cent, tous enregistrés audit bureau d'enregistrement le six avril mil neuf cent, sous les Nos 133571, 133572 et 133573, respectivement;

17. Acte de transfert par les exécuteurs testamentaires de William Watson Ogilvie aux légataires résiduaires de ce dernier, pardevant J. A. Cameron, notaire, le quinze octobre mil neuf cent sept, enregistré audit bureau d'enregistrement le vingt-huit du même mois, sous le No 144698;

18. Acte de vente par la compagnie "Royal Trust *et al*", es-qlté, audit Albert Edward Ogilvie et Gavin Lang Ogilvie, pardevant J. A. Cameron, notaire, le vingt-neuf novembre mil neuf cent sept, enregistré audit bureau d'enregistrement le treize décembre suivant, sous le No 144906;

19. Acte de vente par Albert Edward Ogilvie et Gavin Lang Ogilvie à Alexander McFee, pardevant J. A. Cameron, N. P., le 18 juin 1909, enregistré audit bureau d'enregistrement, le 29 du même mois, sous le No 147244;

20. Acte de vente par Alexander McFee à "Canadian Jewellers, Limited", pardevant R. W. Gibb, N. P., le 7 décembre 1911, enregistré audit bureau d'enregistrement le 28 du même mois, sous le No 151899.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le TREIZIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 22 février 1922.

[Première publication, 11 mars 1922]

797—10-2

a codicil thereto received by the said notaries on the twentieth day of February, eighteen hundred and ninety-two, and a renunciation by Dame Jelen Johnston, widow of William Watson Ogilvie, executed before E.-H. Stuart, notary, on the sixth day of April, nineteen hundred, all registered in said registry office on the sixth day of April, nineteen hundred, under Nos. 133571, 133572 and 133573, respectively;

17. A deed of conveyance from the testamentary executors of William Watson Ogilvie to the residuary legatees of the latter executed before J.-A. Cameron, notary, on the fifteenth day of October, nineteen hundred and seven, registered in said registry office on the twenty-eighth day of the same month, under No. 144698;

18. A deed of sale from the "Royal Trust Company, *et al*", *es qual*, to the said Albert Edward Ogilvie, and Gavin Lang Ogilvie, executed before J.-A. Cameron, notary, on the twenty-ninth day of November nineteen hundred and seven, registered in said registry office on the thirteenth day of December following, under No. 144906;

19. A deed of sale from Albert Edward Ogilvie and Gavin Lang Ogilvie to Alexander McFee, executed before J. A. Cameron, N. P., on the 18th day of June, 1909, registered in the said registry office, on the 29th day of the same month, under No. 147244;

20. A deed of sale from Alexander McFee to "Canadian Jewellers, Limited", executed before R. W. Gibb, N. P., on the 7th of December, 1911, registered in the said registry office on the 28th day of the same month, under No. 151899.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Montreal, 22nd February, 1922.

[First publication, 11th March, 1922]

798—10-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du recorder.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LA CITE DE MONT-
No 74. } REAL, corps légalement constitué, ayant son établissement d'affaires en ladite cité, demanderesse; contre EDWARD WELSH, défendeur.

Deux (2) lots de terre situés dans la cité de Montréal; bornés en front par la rue O'Shaughnessy, étant les subdivision numéros six cent un (No 601) et numéro six cent deux (No 602) du numéro originaire numéro six cent trente-six (No 636) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, quartier Ahuntsic-Bordeaux.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le QUINZIEME jour D'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 22 février 1922.

[Première publication, 11 mars 1922]

759—10-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Recorder's Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE CITY OF MON-
No. 74. } TREAL, a body politic and corporate, duly incorporated, having its place of business in the said city, plaintiff; against EDWARD WELSH, defendant.

Two (2) lots of land situate in the city of Montreal; bounded in front by O'Shaughnessy street, being subdivisions numbers six hundred and one (No. 601) and number six hundred and two (No. 602) of original number six hundred and thirty six (No. 636) on the official plan and book of reference for the parish of Saint Laurent, Ahuntsic-Bordeaux ward.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Montreal, 22nd February, 1922.

[First publication, 11th March, 1922]

760—10-2

Québec, à savoir : } LOTBINIERE LUM-
No 2836. } BER COMPANY, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires à Lyster, comté de Mégantic, contre ESDRAS BEAUDOIN, de Saint-Etienne-de-Lauzon.

1. Partie du lot No 6 (six) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Etienne-de-Lauzon, comté de Lévis, étant un emplacement situé sur le chemin public, mesurant 61 pieds de front sur 100 pieds de profondeur; bornée au nord et à l'est par Charles Martel, au sud par Ernest Plante et à l'ouest au chemin public,—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

2. Les lots Nos 17 et 18 (dix-sept et dix-huit) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Etienne-de-Lauzon, comté de Lévis, étant des lots de terre situés sur le chemin public—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Etienne-de-Lauzon, comté de Lévis, le SIXIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 30 mars 1922. 1329—13-2
[Première publication, 1er avril 1922]
[Deuxième publication, 15 avril 1922]

Québec, à savoir: } DAME NOEMIE DE
No 638. } KOSTNER, épouse séparée de biens de Ernest David, avocat, et ce dernier pour autoriser et assister sadite épouse à ester en justice, tous deux de Lowell, Massachusetts, des Etats-Unis d'Amérique; contre JOSEPH BEAUBIEN, de Notre-Dame-des-Laurentides, comté de Québec, cultivateur.

1. Le lot No 71 (soixante-onze) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Dunstan, du Lac Beauport, comté de Québec, étant un terrain situé en ladite paroisse de Saint-Dunstan du Lac Beauport, comté de Québec, contenant environ 42 (quarante-deux) acres en superficie—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

2. Le lot No 73 (soixante-treize) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Dunstan, du Lac Beauport, comté de Québec, étant un lot de terre situé en ladite paroisse de Saint-Dunstan, du Lac Beauport, dans la seigneurie de Notre-Dame-des-Anges, à l'endroit appelé la Montagne de Armes, contenant 4½ (quatre arpents et demi) de front par 20 (vingt) arpents de profondeur, plus ou moins, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame-des-Laurentides, comté de Québec, le VINGTIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif. Le shérif,
Québec, 9 mars 1922. CLEOPHAS BLOUIN.
[Première publication, 18 mars 1922]
[Deuxième publication, 1er avril 1922]
901—11-2

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } L'HONORABLE J.-
No 3185. } EUGENE ROBERGE, de Lambton, conseiller législatif, THOMAS VIEN, de la cité de Québec, avocat; ISRAEL-LOUIS LAFLEUR, de la cité de Montréal, marchand; A. MORISSETTE, marchand, de la cité de Sherbrooke; CHARLES BIENVENU, de

Quebec, to wit: } LOTBINIERE LUMBER
No. 2836. } COMPANY, a body politic and corporate, having its head office at Lyster, county of Megantic; against ESDRAS BEAUDOIN, of Saint-Etienne-de-Lauzon.

1. Part of the lot No. 6 (six) of the official cadastre for the parish of Saint-Etienne-de-Lauzon, county of Levis, being an emplacement situate on the public road, measuring 61 feet in front by 100 feet in depth; bounded on the north and east by Charles Martel, on the south by Ernest Plante and on the west by the public road—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. The lots Nos. 17 and 18 (seventeen and eighteen) of the official cadastre for the parish of Saint-Etienne-de-Lauzon, county of Levis, being lots of land situated on the public road—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint-Etienne-de-Lauzon, county of Levis, the SIXTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon

Sheriff's office, CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff.
Quebec, 30th March, 1922. 1330—13-2
[First publication, 1st April, 1922]
[Second publication, 15th April, 1922]

Quebec, to wit: } DAME NOEMIE DE
No. 638. } KOSTNER, wife contractually separated as to property of Ernest David, advocate, and the latter to authorize and asist his wife to *ester en justize*, both of Lowell, Massachusetts, of the United States of America; against JOSEPH BEAUBIEN, of Notre-Dame-des-Laurentides, county of Quebec, farmer.

1. The lot No. 71 (senventy one) of the official cadastre for the parish of Saint Dunstan, of Lake Beauport, county of Quebec, being a lot of land situate in the said parish of Saint Dunstan, of Lake Beauport, county of Quebec, containing about 42 (forty two) acres in superficies—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

2. The lot No. 73 (seventy three) of the official cadastre for the parish of Saint Dunstan, of Lake Beauport, county of Quebec, being a lot of land situate in the said parish of Saint Dunstan, fo Lake Beauport, in the seigniory of Notre-Dame-des-Anges, at the place called "La montagne de Armes", containing 4½ (quatre arpents et demi) in front by 20 (vingt) arpents in depth, more or less, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame-des-Laurentides, county of Quebec, on the TWENTIETH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. CLEOPHAS BLOUIN,
Quebec, 9th March, 1922. Sheriff.
[First publication, 18th March, 1922]
[Second publication, 1st April, 1922]
902—11-2

FIERI FACIAS

Quebec, to wit: } THE HONOURABLE J.
No. 3185. } EUGENE ROBERGE, of Lambton, Legislative Councillor, THOMAS VIEN, of the city of Quebec, advocate, ISRAEL LOUIS LAFLEUR, of the city of Montreal, merchant; A. MORISSETTE, merchant, of the city of Sherbrooke; CHARLES BIENVENU,

d'Israéli, manufacturier; ALFRED DOMBROSKI, de la cité de Québec, négociant, conjointement et solidairement; vs LA COMPAGNIE DES ABATTOIRS DE QUEBEC, corps politique et incorporé ayant son principal établissement en la cité de Québec, à savoir:

1. Les lots Nos 1524 (mil cinq cent vingt-quatre), 1525 (mil cinq cent vingt-cinq), 1526 (mil cinq cent vingt-six), 1527 (mil cinq cent vingt-sept), 1528 (mil cinq cent vingt-huit), 1529 (mil cinq cent vingt-neuf) ,1530 (mil cinq cent trente), 1531 (mil cinq cent trente-un), 1532 (mil cinq cent trente-deux), 1533 (mil cinq cent rente-trois), 1534 (mil cinq cent trente-quatre), 1535 (mil cinq cent trente-cinq), 1536 (mil cinq cent trente-six), 1537 (mil cinq cent trente-sept), 1538 (mil cinq cent trente-huit), 1539 (mil cinq cent trente-neuf), 1540 (mil cinq cent quarante), 1541 (mil cinq cent quarante et un), 1542 (mil cinq cent quarante-deux), 1543 (mil cinq cent quarante-trois), 1544 (mil cinq cent quarante-quatre), 1552 (mil cinq cent cinquante-deux), 1553 (mil cinq cent cinquante-trois), 1554 (mil cinq cent cinquante-quatre), 1556 (mil cinq cent cinquante-six), 1557 (mil cinq cent cinquante-sept 1558 (mil cinq cent cinquante-huit), 1559 (mil cinq cent cinquante-neuf), 1560 (mil cinq cent soixante), 1561 (mil cinq cent soixante-un), 1562 (mil cinq cent soixante-deux), 1564 (mil cinq cent soixante-quatre), 1565 (mil cinq cent soixante-cinq), 1566 (mil cinq cent soixante-six), 1567 (mil cinq cent soixante-sept), 1568 (mil cinq cent soixante-huit), 1569 (mil cinq cent soixante-neuf), 1570 mil cinq cent soixante-dix), 1571 (mil cinq cent soixante-onze), 1572 (mil cinq cent soixante-douze), 1574 (mil cinq cent soixante-quatorze), 1575 (mil cinq cent soixante-quinze), 1576 (mil cinq cent soixante-seize), 1577 (mil cinq cent soixante-dix-sept), 1578 (mil cinq cent soixante-dix-huit), 1579 (mil cinq cent soixante-dix-neuf), 1580 (mil cinq cent quatre-vingt), 1581 (mil cinq cent quatre-vingt-un), 1582 (mil cinq cent quatre-vingt-deux), 1583 (mil cinq cent quatre-vingt-trois), 1584 (mil cinq cent quatre-vingt-quatre), 1592 (mil cinq cent quatre-vingt-douze), 1593 (mil cinq cent quatre-vingt-treize), 1594 (mil cinq cent quatre-vingt-quatorze), 1595 (mil cinq cent quatre-vingt-quinze), 1596 (mil cinq cent quatre-vingt-seize), 1597 (mil cinq cent quatre-vingt-dix-sept), 1598 (mil cinq cent quatre-vingt-dix-huit), 1599 (mil cinq cent quatre-vingt-dix-neuf), 1600 (mil six cent), 1601 (mil six cent un) 1602 (mil six cent deux), 1604 (mil six cent quatre), 1605 (mil six cent cinq) 1606 (mil six cent six), 1607 (mil six cent sept), 1608 (mil six cent huit), 1609 (mil six cent neuf), 1610 (mil six cent dix), 1611 (mil six cent onze), 1612 (mil six cent douze), 1622 (mil six cent vingt-deux), 1623 (mil six cent vingt-trois)k 1624 (mil six cent vingt-quatre), 1625 (mil six cent vingt-cinq), 1626 (mil six cent vingt-six), 1627 (mil six cent vingt-sept), 1628 (mil six cent vingt-huit) 1629 (mil six cent vingt-neuf), 1630 (mil six cent trente), 1636 (mil six centre ternte-six), 1637 (mil six cent trente-sept), 1640 (mil six cent quarante), 1641 (mil six cent quarante-un), 1642 mil six cent quarante-deux), 1643 (mil six cent quarante-trois), 1748 (mil sept cent quarante-huit), 1749 (mil sept cent quarante-neuf), 1750 (mil sept cent cinquante), 1751 mil sept cent cinquante-un), 1752 (mil sept cent cinquante-deux), 1753 (mil sept cent cinquate-trois), 1754 (mil sept cent cinquante-quatre), 1755 (mil sept cent cinquante-cinq), 1758 (mil sept cent cinquante-huit), 1759 (mil sept cent cinquante-neuf) 1760 (mil sept cent soixante), 1761 (mil sept cent

of d'Israeli, manufacturer; AILFRED DOMBROSKI, of the city of Quebec, dealer, jointly and severally; vs LA COMPAGNIE DES ABATTOIRS DE QUEBEC, a body politic and corporate having its principal place of business in the city of Quebec, to wit:

1. The lots Nos 1524 (one thousand five hundred and twenty four), 1525 (one thousand five hundred and twenty five), 1526 (one thousand five hundred and twenty six), 1527 (one thousand five hundred and twenty seven), 1528 (one thousand five hundred and twenty eight), 1529 (one thousand five hundred and twenty nine), 1530 (one thousand five hundred and thirty), 1531 (one thousand five hundred and thirty one), 1532 (one thousand five hundred and thirty two), 1533 (one thousand five hundred and thirty three) 1534 (one thousand five hundred and thirty four), 1535 (one thousand five hundred and thirty five), 1536 (one thousand five hundred and thirty six), 1537 (one thousand five hundred and thirty seven), 1538 (one thousand five hundred and thirty eight), 1539 (one thousand five hundred and thirty nine), 1540 (one thousand five hundred and forty), 1541 (one thousand five hundred and forty one), 1542 (one thousand five hundred and forty two), 1543 one thousand five hundred and forty three), 1544 (one thousand five hundred and forty four) 1552 (one thousand five hundred and fifty two), 1553 (one thousand five hundred and fifty three), 1554 (one thousand five hundred and fifty four), 1556 (one thousand five hundred and fifty six), 1557 (one thousand five hundred and fifty seven), 1558 (one thousand five hundred and fifty eight), 1559 (one thousand five hundred and fifty nine, 1560 (one thousand five hundred and sixty), 1561 (one thousand five hundred and sixty one), 1562 (one thousand five hundred and sixty two), 1564 (one thousand five hundred and sixty four), 1565 (one thousand five hundred and sixty five), 1566 (one thousand five hundred and sixty six), 1567 (one thousand five hundred and sixty seven), 1568 (one thousand five hundred and sixty eight), 1569 (one thousand five hundred and sixty nine), 1570 (one thousand five hundred and seventy), 1571 (one thousand five hundred and seventy one), 1572 (one thousand five hundred and seventy two), 1574 (one thousand five hundred and seventy four), 1575 (one thousand five hundred and seventy five), 1576 (one thousand five hundred and seventy six), 1577 (one thousand five hundred and seventy seven), 1578 (one thousand five hundred and seventy eight), 1579 (one thousand five hundred and seventy nine), 1580 (one thousand five hundred and eighty), 1581 (one thousand five hundred and eighty one), 1582 (one thousand five hundred and eighty two), 1583 (one thousand five hundred and eighty three), 1584 (one thousand five hundred and eighty four), 1592 (one thousand five hundred and ninety two), 1593 (one thousand five hundred and ninety three), 1594 (one thousand five hundred and ninety four) 1595 (one thousand five hundred and ninety five), 1596 (one thousand five hundred and ninety six), 1597 (one thousand five hundred and ninety seven), 1598 (one thousand five hundred and ninety eight), 1599 (one thousand five hundred and ninety nine), 1600 (one thousand six hundred), 1601 (one thousand six hundred and one), 1602 (one thousand six hundred and two), 1604 (one thousand six hundred and four), 1605 (one thousand six hundred and six), 1607 (one thousand six hundred and seven), 1608 (one thousand six hundred and eight), 1609 (one thousand six hundred and nine), 1610 (one thousand six hundred

soixante-un), 1762 (mil sept cent soixante-deux), 1763 (mil sept cent soixante-trois), 1764 (mil sept cent soixante-quatre), 1765 (mil sept cent soixante-cinq), 1766 (mil sept cent soixante-six), 1769 (mil sept cent soixante-neuf), 1770 (mil sept cent soixante-dix), 1771 (mil sept cent soixante-onze), 1772 (mil sept cent soixante-douze), 1773 (mil sept cent soixante-treize), 1774 (mil sept cent soixante-quatorze), 1775 (mil sept cent soixante-quinze), 1776 (mil sept cent soixante-seize), 1777 (mil sept cent soixante-dix-sept), 1779 (mil sept cent soixante-dix-neuf), 1780 (mil sept cent quatre-vingt), 1781 (mil sept cent quatre-vingt-un), 1782 (mil sept cent quatre-vingt-deux), 1783 (mil sept cent quatre-vingt-trois), 1784 (mil sept cent quatre-vingt-quatre), 1785 (mil sept cent quatre-vingt-cinq), 1786 (mil sept cent quatre-vingt-six), 1794 (mil sept cent quatre-vingt-quatorze) et 1795 (mil sept cent quatre-vingt-quinze), de la subdivision du lot No 508 (cinq cent huit) du cadastre officielle pour la paroisse de Saint-Roch-Nord, étant des lots situés maintenant dans le quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec avec—un marché aux animaux et autres bâtisses dessus construits, circonstances et dépendances. A distraire deux bâtisses, l'une servant à la préparation de l'asphalte et l'autre servant de hangarage, appartenant à la "Dominion Paving Construction, Ltd."

and ten), 1611 (one thousand six hundred and eleven), 1612 (one thousand six hundred and twelve), 1622 (one thousand six hundred and twenty two), 1623 (one thousand six hundred and twenty three), 1624 (one thousand six hundred and twenty four), 1625 (one thousand six hundred and twenty five), 1646 (one thousand six hundred and twenty six), 1627 (one thousand six hundred and twenty seven), 1628 (one thousand six hundred and twenty eight), 1629 (one thousand six hundred and twenty nine, 1630 (one thousand six hundred and thirty), 1636 (one thousand six hundred and thirty six), 1637 (one thousand six hundred and thirty seven), 1640 (one thousand six hundred and forty), 1641 (one thousand six hundred and forty one), 1642 (one thousand six hundred and forty two), 1643 (one thousand six hundred and forty three), 1748 (one thousand seven hundred and forty eight), 1749 (one thousand seven hundred and forty nine), 1750 (one thousand seven hundred and fifty), 1751 (one thousand seven hundred and fifty one), 1752 (one thousand seven hundred and fifty two), 1753 (one thousand seven hundred and fifty three), 1754 (one thousand seven hundred and fifty four), 1755 (one thousand seven hundred and fifty five), 1758 (one thousand seven hundred and fifty eight), 1759 (one thousand seven hundred and fifty nine), 1760 (one thousand seven hundred and sixty), 1761 (one thousand seven hundred and sixty one), 1762 (one thousand seven hundred and sixty two), 1763 (one thousand seven hundred and sixty three), 1764 (one thousand seven hundred and sixty four), 1765 (one thousand seven hundred and sixty five), 1766 (one thousand seven hundred and sixty six), 1769 (one thousand seven hundred and sixty nine), 1770 (one thousand seven hundred and seventy), 1771 (one thousand seven hundred and seventy one), 1772 (one thousand seven hundred and seventy two), 1773 (one thousand seven hundred and seventy three), 1774 (one thousand seven hundred and seventy four), 1775 (one thousand seven hundred and seventy five) 1776 (one thousand seven hundred and seventy six) 1777 (one thousand seven hundred and seventy seven), 1779 (one thousand seven hundred and seventy nine), 1780 (one thousand seven hundred and eighty), 1781 (one thousand seven hundred and eighty one), 1782 (one thousand seven hundred and eighty two) 1783 (one thousand seven hundred and eighty three), 1784 (one thousand seven hundred and eighty four), 1785 (one thousand seven hundred and eighty five), 1786 (one thousand seven hundred and eighty six), 1794 (one thousand seven hundred and ninety four) and 1785 (one thousand seven hundred and ninety five) of the subdivision of the lot No. 508 (five hundred and eight) of the official cadastre for the parish of Saint Roch North, being lots of land now situated in Jacques Cartier ward, of the city of Quebec—with a cattle market and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies. To be deducted two buildings, one used for the preparation of asphalt and the other used as a store, belonging to the Dominion Paving Construction, Ltd.

2. Les lots Nos 1523 (mil cinq cent vingt-trois), 1563 (mil cinq cent soixante-trois), 1603 (mil six cent trois), 1621 (mil six cent vingt-et-un), 1768 (mil sept cent soixante-huit), 1639 (mil six cent trente-neuf) 1757 (mil sept cent cinquante-sept), 1533 (mil cinq cent trente-trois), 1548 (mil cinq cent quarante-huit), 1573 (mil cinq cent soixante-treize), 1588 (mil cinq cent quatre-vingt-huit), 1613 (mil six cent treize), 1631 (mil six cent trente-

2. The lots Nos 1523 (one thousand five hundred and twenty three), 1563 (one thousand five hundred and sixty three), 1603 (one thousand six hundred and three), 1621 (one thousand six hundred and twenty one), 1768 (one thousand seven hundred and sixty eight), 1639 (one thousand six hundred and thirty nine), 1757 (one thousand seven hundred and fifty seven) 1533 (one thousand five hundred and thirty three),

un), 1756 (mil sept cent cinquante-six), 1767 (mil sept cent soixante-sept), 1778) (mil sept cent soixante-dix-huit), 1712 (mil sept cent douze), et 1712-B (mil sept cent douze-B) de la subdivision du lot No 508 (cinq cent huit) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Roch-Nord, étant des lots situés maintenant dans le quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, circonstances et dépendances.

3. Tout le résidu des lots Nos 1650 (mil six cent cinquante) et 1651 (mil six cent cinquante-un) de la subdivision du lot No 508 (cinq cent huit) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Roch Nord étant les lots situés maintenant dans le quartier Jacques-Cariter, de la cité de Québec, sans bâtisse, circonstances et dépendances; moins cette partie des deux dits lots vendus par "The Quebec Land Company à The Canadian Northern Quebec Railway Company", par acte de vente passé devant C.-E. Taschereaeu, N.P., le 22 janvier 1909.—Sans garantie de contenance et de bornes.

Pour être vendus en bloc.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-UNIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif,

Le shérif,
CLEOPHAS BLOUIN.

Québec, 9 mars 1922. 899—11-2

[Première publication, 18 mars 1922]
[Deuxième publication, 1er avril 1922)

1564 (one thousand five hundred and forty eight), 1573 (one thousand five hundred and seventy three), 1588 (one thousand five hundred and eighty eight), 1613 (one thousand six hundred and thirteen), 1631 (one thousand six hundred and thirty one), 1756 (one thousand seven hundred and fifty six), 1767 (one thousand seven hundred and sixty seven), 1778 (one thousand seven hundred and seventy eight), 1712 (one thousand seven hundred and twelve) and 1712-B (one thousans seven hundred and twelve-B) of the subdivision of the lot No. 508 (five hundred and eight) of the official cadastre for the parish of Saint Roch North, being lots of land now situated in Jacques Cartier ward, of the city of Quebec, circumstances and dependencies.

3. All the residue of the lots Nos 1650 (one thousand six hundred and fifty) and 1651 (one thousand six hundred and fifty one) of the subdivision of the lot No. 508 (five hundred and eight) of the official cadastre for the parish of Saint Roch North, being lots of land now situated in Jacques-Cartier ward, in the city of Quebec—without building, circumstances and dependencies; less the portion of the two said lots sold by the Quebec Land Company to The Canadian Northern Quebec Railway Company, by deed of sale passed before C. E. Taschereau, N. P., the 22nd of January, 1909, without warranty as to contents and boundaries.

To be sold *en bloc*.

To be sold at my office, in the city of Quebec, the TWENTY-FIRST day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Quebec, 9th March, 1922. Sheriff.

[First publication, 18th March, 1922]
[Second publication, 1rst April, 1922]
900—11-2

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: No 437. PHILIPPE TROTTIER, RAOUL TROTTIER ET JOSEPH TROTTIER, tous trois industriels de Saint-Casimir, et faisant affaires comme tels sous la raison sociale de "Joseph Trottier, enregistré"; contre EUGENE LAMBERT, de La Sarre, Abitibi.

Partie du lot no 52 (cinquante-deux), du cadastre pour le canton La Sarre, Abitibi, étant un lot de terre situé dans la quatrième rang dudit canton, d'une superficie d'environ quatre acres à quatre acres et demi; bornés en front par le chemin public, en profondeur et au nord-est par la rivière et au sud-ouest à Philippe Roberge —avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de La Sarre, le DIX-HUITIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif. Le shérif,
CLEOPHAS BLOUIN.

Québec, ce 9 mars 1922.

[Première publication, 18 mars 1922]
[Seconde publication, 1er avril 1922]
903—11-2

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: No. 437. PHILIPPE TROTTIER, RAOUL TROTTIER AND JOSEPH TROTTIER, all three manufacturers, of Saint-Casimir, and there carrying on business as such under the firm name of "Joseph Trottier, enregistré"; against EUGENE LAMBERT, of La Sarre, Abitibi.

Part of the lot No. 52 (fifty two) of the cadastre for the township of La Sarre, Abitibi, being a lot of land situate in the fourth range of the said township ,of an area of about four to four and a half acres; bounded in front by the public road, in depth and on the north-east by the river and on the southwest by Philippe Roberge—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of La Sarre, on the EIGHTEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. CLEOPHAS BLOUIN,
Quebec, March 9th, 1922. Sheriff.

[First publication, 18th March, 1922]
[Second publication, 1st April, 1922]
904—11-2

Cour de Circuit.

Québec, à savoir: No 5172. JOSEPH BARBEAU, commerçant de chevaux, de la cité de Québec; contre JOSEPH LEMELIN, de Loretteville, rang Saint-Claude, comté de Québec, à savoir:

Partie du lot No 513 (cinq cent treize) du cadastreofficielle pour la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, comté de Québec, conte-

Circuit Court.

Quebec, to wit: No. 5172. JOSEPH BARBEAU, horse dealer, of the city of Quebec; against JOSEPH LEMELIN, of Loretteville, Saint Claude range, county of Quebec, to wit:

Part of the lot No. 513 (five hundred and thirteen) of the official cadastre for the parish of Saint-Ambroise-dela-Jeune-Lorette, county of

nant 60 (soixante) pieds de largeur, 190 cent quatre vingt-dix) pieds de profondeur, plus ou moins; borné au sud par le chemin public à l'ouest par le ruisseau Gauvin, à l'est et au nord par l'emplacement ayant appartenu à Jos. L'Heureux, Jos. Savard, avec un lopin de terre faisant partie du susdit lot No 513 (cinq cent teize) de figure irrégulière, contenant à l'extrémité sud 50 (cinquante) pieds de largeur, plus ou moins, et de là environ un arpent de largeur jusqu'à l'extrémité nord, sans garantie de mesure précise; borné au nord par le ruisseau Gauvin, au sud par le chemin public, à l'est par la propriété de Théophile Savard, à l'ouest par la réserve des 40 (quarante) arpents à la charge de payer les rentes seigneuriales—avec les bâtisses dessus construites circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, comté de Québec, le VINGTIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
Québec, 9 mars 1922. CLEOPHAS BLOUIN.
[Première publication, 18 mars 1922]
905—11-2

Québec, à savoir: } PHILOMENE BUTEAU,
No 620. } de la paroisse de Berthier, dans le comté de Montmagny, veuve de Narcisse Blais, et Joseph Blais, de la ville de Lauzon, comté de Lévis, capitaine; contre les héritiers de AMOS J. COLSTON, de la cité de Québec.

1. Le lot No 3456 (trois mille quatre cent cinquante-six) du cadastre officiel pour le quartier Saint-Jean, maintenant quartier Saint-Jean-Baptiste, de la cité de Québec, étant un terrain situé sur la rue Cliff View Place—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

2. Le lot No 3771 (trois mille sept cent soixante-onze) du cadastre officiel pour le quartier Montcalm, maintenant quartier Saint-Jean-Baptiste, de la cité de Québec, étant un terrain situé sur le côté sud de la rue Saint-Jean—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-UNIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif. Le shérif,
CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 16 mars 1922.
[Première publication, 18 mars 1922]
[Deuxième publication, 1er avril 1922]
1025—11-2

Quebec, containing 60 (sixty) feet in width by 190 (one hundred and ninety) feet in depth, more or less; bounded on the south by the public road, on the west by the Gauvin brook, on the east and north by the emplacement having belonged to Jos. L'Heureux, Jos Savard, with a parcel of land forming part of the lot aforesaid lot No. 513 (five hundred and thirteen) of irregular outline containing at the south end 50 (fifty feet) in width, more or less, and about one arpent in width up to the north end, without warranty as to exact measurements; bounded on the north by the Gauvin brook, on the south by the public road, on the east by the property of Theophile Savard, on the west by the reserve of 40 (forty) arpents, subject to the payment of the seignioral rents—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, county of Quebec, the TWENTIETH day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office. CLEOPHAS BLOUIN,
Quebec, March 9th, 1922. Sheriff.
[First publication, 18th March, 1922]
906—11-2

Quebec, to wit: } PHILOMENE BUTEAU,
No. 620. } of the parish of Berthier, in the county of Montmagny, widow of Narcisse Blais, and Joseph Blais, of the town of Lauzon, county of Levis, captain; against the heirs of AMOS J. COLSTON, of the city of Quebec.

1. The lot No. 3456 (three thousand four hundred and fifty six) of the official cadastre for Saint John ward, now Saint Jean-Baptiste ward, of the city of Quebec, being a lot of land situate on Cliff View Place street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

2. The lot No. 3771 (three thousand seven hundred and seventy one) of the official cadastre for Montcalm ward, now Saint Jean Baptiste ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on the south side of Saint John street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, the TWENTY FIRST day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff.
Quebec, 16th March, 1922.
[First publication, 18th March, 1922]
[Second publication, 1st April, 1922]
1026—11-2

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour superieure.

District de Rimouski. } ALPHONSE PELLETIER, Cap-Chat;
No 7071. } vs J.-ADHEMAR GAGNON, commerçant, Cap-Chat, savoir:

Les lots Nos 24-2, 25-1, 25-2, et 26-1 au cadastre officiel du canton Cap-Chat, quatrième rang.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-Norbert-du-Cap-Chat, le QUATRIEME jour du mois de MAI prochain 1922, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
Rimouski, 29 mars 1922. CHS. D'ANJOU.
[Première publication, 1er avril 1922]
1321—13-2

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski. } ALPHONSE PELLETIER Cap-Chat;
No. 7071. } vs J. ADHEMAR GAGNON, trader, to wit:

The lots Nos. 24-2, 25-1, 25-2 and 26-1 of the official cadastre of the township of Cap-Chat; fourth range.

To be sold at the church door of Saint-Norber du-Cap-Chat, the FOURTH day of the month of MAY next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. CHS. D'ANJOU,
Rimouski, March 29th, 1922. Sheriff.
[First publication, 1rst April, 1922]
1322—13-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.

District de Rimouski, No 7639. } LOUIS-J. MOREAULT, médecin, Rimouski; vs ISAIE LEPAGE, Rimouski, savoir:

1. Parties des lots Nos vingt-sept et trente-quatre au cadastre officiel de la ville de Rimouski, étant un terrain de 110 pieds de front sur 82 pieds de profondeur, plus ou moins; borné au nord à Johnny Bernier, à l'est à G. Bellavance, au sud aux Sœurs du Saint-Rosaire et à l'ouest à la rue—avec bâtisses sus-construites, à charge de la rente foncière de $18.00 par année;

2. La rente foncière et constituée de douze piastres par année payable le 24 janvier, rachetable par capital de $240.00 due par Jean-Baptiste *alias* Johnny Bernier, cantonnier, Rimouski, aux termes d'un acte de vente à lui consenti par Isaie Lepage, devant J.-E. Couture, N. P., le 22 janvier 1914, enregistré à Rimouski le 23 février 1914, sous le No 42255, reg. A. vol. 47 et affectant partie du lot No vingt-sept (p. 27) au cadastre officiel de la ville de Rimouski, étant un terrain de 90 pieds de front sur 82 de profondeur, mesure anglaise; borné au nord à la rue, à l'est à G. Bellavance, au sud à Isaie Lepage, à l'ouest à la rue.

Pour être vendus au bureau du shérif, en la ville de Rimouski, le DOUZIEME jour d'AVRIL prochain 1922, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
CHS DANJOU.

Rimouski, 1er mars 1922.

[Première publication, 11 mars 1922]

867—10-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

District of Rimouski, No 7639. } LOUIS J. MOREAULT, physician, Rimouski; vs ISAIE LEPAGE, Rimouski, to wit:

1. Parts of the lots Nos. twenty seven and thirty four of the official cadastre of the town of Rimouski, being a parcel of land of 110 feet in front by 82 feet in depth, more or less; bounded on the north by Johnny Bernier, on the east by G. Bellavance, on the south by the Sisters of the Holy Rosary and on the west by the street—with the buildings thereon erected, charged with a ground rent of $18.00 per annum;

2. The constituted ground rent of twelve dollars per annum payable the 24th January, redeemable for $240.00 due by Jean Baptiste *alias* Johnny Bernier, sectionman, Rimouski, under the terms of a deed of sale from Isaie Lepage, before J. E. Couture, N. P., the 22nd January, 1914, registered at Rimouski the 23rd February, 1914, under the No. 42255, Reg. A. vol. 47 and charging part of the lot No. twenty seven (pt. 27) of the official cadastre of the town of Rimouski, being a lot of land of 90 feet in front by 82 feet in depth, English measurements; bounded on the north by the street, on the east by G. Bellavance, on the south by Isaie Lepage and on the west by the street.

To be sold at the sheriff's office, in the town of Rimouski, the TWELFLT day of APRIL next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. CHS DANJOU,
Sheriff.

Rimouski, 1st March, 1922.

[First publication, 11th March, 1922]

868—10-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.

District de Rimouski, No 7560. } PIERRE BEAULIEU, Métis; vs DAME VEUVE GEORGES GAGNE ET AL, Sayabec, savoir:

Les lots Nos douze et treize (12-13) au cadastre officiel du douzième rang du canton McNider—avec bâtisses sus construites, à charge de payer au Dr Deschênes, Sayabec, la somme de $550.00 et intérêts à lui due aux termes d'un acte de vente à réméré.

Pour être vendus à la porte de l'église de Sainte-Marie-de-Sayabec, le ONZIEME jour d'AVRIL prochain 1922, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
CHS DANJOU.

Rimouski, 1er mars 1922.

[Première publication, 11 mars 1922]

869—10-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

District of Rimouski, No 7560. } PIERRE BEAULIEU, Métis; vs DAME WIDOW GEORGES GAGNE ET AL, Sayabec, to wit:

The lots Nos. twelve and thirteen (12-13) on the official cadastre of the twelfth range of the township of McNider—with the buildings thereon erected, subject to the payment to Dr Deschênes, Sayabec, of the sum of $550.00 with interests due him under the terms of a deed of sale with right of redemption.

To be sold at the church door of Sainte-Marie-de-Sayabec, the ELEVENTH day of APRIL next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. CHS DANJOU,
Sheriff.

Rimouski, 1st March, 1922.

[First publication, 11th March, 1922]

870-10-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.

District de Rimouski, No 7435. } EMILE BLIER; vs CHARLES-LUC BLOUIN et DESIRE BLOUIN, savoir.

Comme appartenant auxdits défendeurs;

1. Parties des lots treize-A et treize-B du septième rang du canton Matane, au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ulric, contenant environ cinq arpents en superficie, plus ou moins—avec moulin à scie sus construit, machineries et accessoires dudit moulin, booms et autres bâtisses;

2. La moitié ouest du lot No huit du huitième rang du canton Matane, au cadastre officiel de la

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

District of Rimouski: No. 7435. } EMILE BLIER; vs CHARLES LUC BLOUIN and DESIRE BLOUIN, to wit:

As belonging to the said defendants:

1. Parts of the lots thirteen A and thirteen B of the seventh range of the township of Matane, on the official cadastre of the parish of Saint-Ulric, containing about five arpents in area, more or less—with a saw-mill thereon erected, the machinery and accessories of the said mill, booms and other buildings;

2. The west half of the lot No. eight of the eighth range of the township of Matane, on th

paroisse de Saint-Ulric, contenant environ cent acres en superficie—avec moulin scie et machineries.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Léandre, le TREIZIEME jour d'AVRIL prochain 1922, à MIDI.

Bureau du shérif. Le shérif,
CHS D'ANJOU.

[Première publication, 11 mars 1922]
887—10-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.

District de Rimouski, No 7378. } HARRY SHATTER & COY; vs LUC BLOUIN, savoir:

1. Tous droits d'occupation, de défrichement, d'améliorations et autres que le défendeur a et peut avoir sur les lots nos dix-huit et dix-neuf au cadastre du neuvième rang du canton Matane, au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ulric;

2. Partie ouest, de 3 arpents de large, du lot No sept, du huitième rang du canton Matane, au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ulric;

3. La moitié est du lot No huit, du huitième rang du canton Matane, au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ulric.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Léandre, le DIX-NEUVIÈME jour d'AVRIL prochain 1922, à MIDI ET DEMI.

Bureau du shérif. Le shérif.
CHS. D'ANJOU.

[Première publication, 11 mars 1922]
889—10-2

official cadastre of the parish of Saint Ulric, containing about one hundred acres in area—with a saw-mill and machineries.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Leandre, the THIRTEENTH day of APRIL next, 1922, at TWELVE o'clock noon.

Sheriff's office. CHS. D'ANJOU,
Sheriff.

[First publication, 11th March, 1922]
888—10-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

District of Rimouski: No. 7378. } HARRY SHATTER & CO.; vs LUC BLOUIN, to wit:

1. All the rights of occupation, clearing, improvements and other rights which the defendant has or may have on the lots Nos eighteen and nineteen, of the ninth range of the township of Matane, on the cadastre of the parish of Saint Ulric;

2. The west part, 3 arpents wide, of the lot No. seven, of the eighth range of that township of Matane, on the official cadastre of the parish of Saint-Ulric;

3. The east half of the lot No. eight, of the eighth range of the township of Matane, on the official cadastre of the parish of Saint Ulric.

To be sold at the church door of the parish of Saint Leandre, the NINETEENTH day of APRIL next, 1922, at HALF PAST TWELVE o'clock.

Sheriff's office. CHS. D'ANJOU,
Sheriff.

[First publication, 11th March, 1922]
890—10-2

ROBERVAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour supérieure.

Province de Québec, District de Roberval. No 2153. } ELIE COTE, de Péribonca, cultivateur, demandeur; vs ALFRED SIMARD, de Chicoutimi, défendeur, à savoir:

Tous les droits, privilèges et prétentions que ledit défendeur a et peut avoir sur les lots de terre maintenant connus et désignés sous les numéros quarante-neuf et cinquante (Nos 49 et 50), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du cinquième rang du canton Dolbeau—avec ensemble les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendus séparément à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Jeanne-d'Arc, canton Dolbeau, comté de Lac Saint-Jean, MERCREDI le TROISIEME jour de MAI prochain (1922) à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
Roberbal, le 28 mars 1922. GEO. LEVESQUE.

[Première publication, 1er avril 1922]
1325—13-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour de Circuit.

Province de Québec, District de Québec. No 5957. } THE MATHEW MOODY & SONS CO, corporation légale ayant le siège social de ses affaires à Terrebonne, dans la province de Québec, et un bureau d'affaires en la cité et district de Québec, demanderesse;

ROBERVAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.

Province of Quebec, District of Roberval. No. 2153. } ELIE COTE, of Péribonca, farmer, plaintiff; vs. ALFRED SIMARD, of Chicoutimi, Defendant, to wit:

All the rights, privileges and pretensions that the said defendant has and may have in the lots of land now known and designated under the numbers forty nine and fifty (Nos 49 and 50) on the official plan and book of reference of the cadastre of the fifth range of the township Dolbeau—together with the buildings erected thereon, circumstancea and dependencies.

To be sold separately at the church door of the parish of Sainte-Jeanne-d Arc, township Dolbeau, county of Lake Saint John, on WEDNESDAY, the THIRD day of MAY next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. GEO. LEVESQUE,
Roberval, 28th March, 1922 Sheriff.

[First publication, 1st April, 1922]
1326—13-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Circuit Court.

Province of Quebec, District of Quebec. No. 5957. } THE MATHEW MOODY & SONS CO., a legal corporation having its chief place of business in Terrebonne, in the Province of Quebec, and a business office in the city and district of Quebec, plaintiff;

vs EDMOND BOULANGER, de Péribonca, défendeur, à savoir:

Un lot de terre situé en la paroisse de Saint-Edouard-de-Péribonca, étant le lot connu et désigné sous le numéro cinquante-un (No 51) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du sixième rang du canton Dalmas, de la contenance de cent acres en superficie, plus ou moins—avec ensemble les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Edouard-de-Péribonca, comté de Lac Saint-Jean, MERCREDI, le TROISIEME jour de MAI prochain (1922) à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
GEO. LEVESQUE.

Roberval, le 28 mars 1922.

[Première publication, 1er avril 1922]
[Deuxième publication, 8 avril 1922]

1323—13-2

vs EDMOND BOULANGER, of Peribonca, defendant, to wit:

A lot of land situate in the parish of Saint-Edouard-de-Péribonca, being the lot known and designated under the number fifty one (No. 51) on the official plan and book of reference of the cadastre of the sixth range of the township Dalmas, containing one hundred acres in area, more or less—together with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Edouard-de-Péribonca, county of Lake Saint John, on WEDNESDAY, the THIRD day of MAY next, 1922, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office. GEO. LEVESQUE,
Roberval, 28th March, 1922. Sheriff.

[First publication, 1st April, 1922]
[Second publication, 8th April, 1922]

1324—13-2

Cour supérieure.

Province de Québec, District de Roberval. No 2834. ADELARD DUFOUR, d'Hébertville Station, journalier, demandeur; vs FRANÇOIS VILLENEUVE, du même endroit, journalier, actuellement de Saint-Joseph-d'Alma, défendeur, à savoir:

Un terrain ou emplacement situé dans le village de Saint-Joseph d'Alma, faisant partie du lot de terre numéro quinze-B (Ptie No 15-B) du neuvième rang, au cadastre officiel du canton Signai, mesurant cinquante pieds de largeur sur cent pieds de profondeur; borné vers le nord à un chemin non-verbalisé existant actuellement, vers le sud partie au terrain de Monsieur Bhéreur et partie au terrain d'Euclide Harvey, à l'est au terrain de Joseph Simard ou représentants et vers l'ouest au terrain de Gédéon Verreault —avec ensemble les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Joseph-d'Alma, comté de Lac-Saint-Jean, MARDI, le ONZIEME jour d'AVRIL prochain (1922), à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
Roberval, 14 février 1922. GEO. LEVESQUE.

[Première publication, 11 mars 1922.

675—10-2

Superior Court.

Province of Quebec, District of Roberval, No. 2834. ADELARD DUFOUR, of Hebertville Station, laborer, plaintiff; vs FRANCOIS VILLENEUVE, of the same place, laborer, presently of Saint-Joseph-d'Alma, defendant.

A piece of land or emplacement situate in the village of Saint-Joseph-d'Alma, forming part of the lot of land number 15-B (Pt. 15-B) of the ninth range, on the official cadastre of the township of Signai, measuring fifty feet in width by one hundred feet in depth: bounded on the north by a non-verbalized road presently existing, on the south partly by the land of Mr. Bhereur and partly by the land of Euclide Harvey, on the east by the land of Joseph Simard or representatives and on the west by the land of Gédéon Verreault—together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Joseph-d'Alma, county of Lake Saint John, on TUESDAY, the ELEVENTH day of APRIL next (1922), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. GEO. LEVESQUE,
Roberval, February 14th, 1922. Sheriff.

[First publication, 11th March, 1922]

676—10-2

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Coursupérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir: No 133. OVIDE BILODEAU, de la paroisse de Disraeli, dans le district de Saint-François, cultivateur, demandeur; contre LUCIEN COTE, autrefois du même endroit, et maintenant absent aux Etats-Unis d'Amérique, défendeur.

Saisi comme appartenant audit défendeur:

Un lot de terre connu sous le numéro quatorze-B (14-B) du septième rang, sur le plan et dans le le livre de renvoi officiels du canton de Garthby, mesurant deux acres de largeur sur la profondeur qu'il y a à partir du Lac Aylmer à aller au cordon du sixième rang—avec toutes les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la pa-

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior court—District of Saint Francis

Saint-Francis, to wit: No. 133. OVIDE BILODEAU, of the parish of Disraeli, in the district of Saint Francis, farmer, plaintiff; against LUCIEN COTÉ, heretofor of the same place, and now absent to the United States of America, defendant.

Seized sa belonging to the said defendant.

A lot of land known under the number fourteen B (14-B) of the seventh range, on the official plan and book of reference of the township of Garthbp, measuring two acres in width by the depth existing from Aylmer Lake to the range line (cordon) of the sixth range—with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish

roisse de Sainte-Luce (Disraéli) JEUDI, le TREIZIEME jour d'AVRIL 1922, à MIDI.

Bureau du shérif. Le shérif,
C.-E. THERRIEN.

Sherbrooke, 15 février 1922.

[Première publication, 11 mars 1922.]

677—10-2

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de St-François

Saint-François, à savoir : No 256 } J. S. MITCHELL & CO. LIMITED, corporation commerciale ayant son bureau-chef et sa principale place d'affaires en la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, demanderesse; contre J.-ESDRAS LAVOIE, du canton de Stanstead, dans le district de Saint-François, défendeur.

Saisi comme appartenant audit défendeur :

"Ce certain morceau, lot ou lopin de terre situé dans le canton Westbury, et connu sur le plan du cadastre officiel du dit canton comme étant partie du lot treize, cent quatre-vingt-deux, cent (13-182-100); mesurant quarante-neuf pieds en largeur de l'est à l'ouest sur la profondeur dudit lot treize, cent-quatre-vingt-deux, cent, dans le troisième rang dudit canton de Westbury, et situé dans la ville de East Angus; borné au sud par une rue; à l'ouest et au nord par les lignes dudit lot et à l'est par partie du même lot, vendu à Joseph St-Laurent, supposé contenir quatre mille neuf cents pieds en superficie—avec toutes les bâtisses et améliorations dessus faites et construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Louis-de-Westbury (East Angus), samedi, le QUINZIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif. Le shérif,
C.-E. THERRIEN.

Sherbrooke, 2 mars, 1922.

[Première publication, 11 mars, 1922]

861—10-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : No 565 } DAME ELIZA PARKER, de la ville de Duarte, dans l'État de Californie, l'un des Etats-Unis d'Amérique, épouse de Edward Boden, du même lieu, et ledit Edward Boden pour autoriser sadite épouse ET AL., demandeurs; contre CHARLES IRVING KNIGHT, ci-devant du canton Hatley, dans le district de Saint-François, et présentement de lieux inconnus, défendeur.

Saisis comme appartenant audit défendeur.

Les lisières ou lopins de terre connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du canton Hatley, dans le district de Saint-François, comme étant les lots numéros :

1. Lot numéro trente-quatre (34);
2. Le résidu du lot numéro cinquante-cinq (55) après déduction d'icelui de la partie vendue à Gertrude-I Poole, par actes enregistrés au bureau de la division d'enregistrement dans le registre "B", volume 41, numéro 4335, ledit résidu borné comme suit : au nord par les lots Nos 57 et 59 dudit plan cadastral et la partie dudit lot 55 telle que vendue à Gertrude-I, Poole, à l'est par le lot numéro 54 dudit plan, au sud par le lot numéro 56 dudit plan et la route conduisant à Compton, et à l'ouest par la rue principale de Hatley village;
3. Le lot numéro cinquante-six (56);
4. Le lot numéro soixante-trois (63);

Sainte-Luce, (Disraeli), on THURSDAY, the THIRTEENTH day of APRIL, 1922, at TWELVE o'clock noon.

Sheriff's office. C. E. THERRIEN,
Sheriff

Sherbrooke, 15th February, 1922.

[First publication, 11th March, 1922]

678—10-2

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Saint-Francis

Saint Francis, to wit : No. 256 } J. S. MITCHELL & CO, LIMITED, a commercial corporation having its head office and principal place of business in the city of Sherbrooke, district of Saint Francis, plaintiff; against J. ESDRAS LAVOIE, of the township of Stanstead, in the district of Saint Francis, defendant.

Seized as belonging to the said defendant;

"That certain piece, lot or parcel of land situate in the township of Westbury, and known on the cadastral plan of the said township as being part of the lot thirteen, one hundred and eighty-two, one hundred (13-182-100); measuring forty-nine feet in width from east to west by the depth of the said lot thirteen, one hundred and eighty-two, one hundred, in the third range of the said township of Westbury, and situated in the town of East Angus; bounded on the south by a street, on the west and north by the lines of the said lot and on the east by part of the same lot sold to Joseph St-Laurent, supposed to contain four thousand nine hundred feet in superficies—with all the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Louis-de-Westbury (East Angus), on SATURDAY, the FIFTEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. C. E. THERRIEN,
Sheriff.

Sherbrooke, March 2nd, 1922.

[First publication, 11th March, 1922]

862—10-2

FIERI FACIAS DE BONIS. ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : No. 565 } DAME ELIZA PARKER, of the town of Duarte, in the state of California, one of the United States of America, wife of Edward Boden, of the same place, and the said Edward Boden to authorize his said wife *et al*, plaintiffs; against CHARLES IRVING KNIGHT, formerly of the township of Hatley, in the district of Saint Francis, and presently of parts unknown, defendant.

Seized as belonging to the said defendant :

Those certain tracts or parcels of land known and designated upon the official cadastral plan and book of reference for the township of Hatley, in the district of Saint Francis, as lots numbers :

1. Lot number thirty-four (34);
2. The residue of lot number fifty-five (55) after deducting therefrom the part sold to Gertrude-I. Poole, by deed registered at Stanstead division registry office in register "B", volume 41, number 4335, said residue bounded as follows: to the north by lots Nos. 57 and 59 of said cadastral plan and the part of said lot 55 as sold to Gertrude-I. Poole, to the east by lot No. 54 of said plan, to the south by the lot number 56 of said plan and the highway leading to Compton, and to the west by main street of Hatley village:
3. Lot number fifty-six (56);
4. Lot number sixty three (63);

5. Le lot numéro trois cent soixante-deux (362);
6. Le lot numéro trois cent soixante-neuf (369);
7. Partie du lot numéro trois cent quarante-sept étant la partie ouest dudit lot et étant bornée comme suit : au sud par la route, à l'ouest par le lot cadastral No 349, au nord par le lot cadastral No 346, et à l'est par ledit résidu du lot cadastral 347 et le lot cadastral No 348.—avec toutes les bâtisses et améliorations faites sur les lopins ci-haut décrits.

Pour être vendus comme suit : le lot No 56 et partie du lot No 55, décrits aux paragraphes 2 et 3, pour être vendus en bloc, et tous les autres séparément, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Wilfrid-de-Barnston (Kingscroft), mardi, le ONZE AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
C.-E. THERRIEN.

Sherbrooke, 2 mars 1922.
[Première publication, le 11 mars, 1922]
863—10-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir: No 720. NAPOLEON MERCIER, huissier, C. S. de Weedon, district de Saint-François, demandeur; contre DAME VERONIQUE VEILLEUX, épouse séparée de biens de Johnny Poulin, cultivateur, de Weedon, dans le susdit district, et ledit Johnny Poulin pour autoriser sadite épouse aux fins des présentes, défendeurs.

Saisies comme appartenant à ladite défenderesse, Dame Veronique Veilleux:

1. La demi-partie sud-ouest du lot 57 du deuxième rang sud-ouest du canton de Stratford, comté de Wolfe, circonstances et dépendances; laquelle est bornée aux propriétés de François Goulet et Philémon Roy ;
2. La demi-partie sud-ouest du lot 57 du troisième rang sud-ouest du canton de Stratford, comté de Wolfe, circonstances et dépendances; laquelle est bornée aux terrains de Philémon Roy et Théodule Lecours.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Gabriel-de-Stratford, JEUDI, le TREIZIEME jour d'AVRIL prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
C.-E. THERRIEN.

Sherbrooke, 2 mars 1922.
[Première publication, 11 mars 1922]
857—10-2

5. Lot number three hundred and sixty two (362);
6. Lot number three hundred and sixty-nine (369);
7. Portion of lot number three hundred and forty-seven being the west part of said lot and being bounded as follows : to the south by the highway, on the west by cadastral lot No. 349, on the north by cadastral lot No. 346, and on the east by said residue of cadastral lot 347 and the cadastral lot No. 348—Together with all the buildings and improvements on the said above described parcels of land, erected and made.

To be sold as follows: the lot No 56 and part of the lot No. 55, described paragraphs in 2 and 3 to be sold en bloc, and all others separately, at the church door of the parish of Saint-Wilfrid-de-Barnston (Kingscroft), on TUESDAY, the ELEVENTH day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office. C. E. THERRIEN,
Sheriff.

Sherbrooke March, 2nd, 1922.
[First publication, 11th March, 1922]
864—10-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit: No. 720. NAPOLEON MERCIER, bailiff, S. C. of Weedon, district of Saint-Francis, plaintiff; against DAME VERONIQUE VEILLEUX, wife separate as to property of Johnny Poulin, farmer, of Weedon, in the aforesaid district, and the said Johnny Poulin to authorize his said wife for the purposes hereof, defendants.

Seized as belonging to the said defendant, Dame Veronique Veilleux:

1. The southwest half part of the lot 57 of the second south-west range of the township of Stratford, county of Wolfe, circumstances and dependencies; said property being bounded by the properties of François Goulet and Philemon Roy;
2. The southwest half part of the lot 57 of the third south-west range of the township of Stratford, county of Wolfe, circumstances and dependencies; said property being bounded by the lands of Philemon Roy and Theodule Lecours.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Gabriel-de-Stratford, on THURSDAY, the THIRTEENTH day of APRIL next, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office. C. E. THERRIEN,
Sherbrooke, 2nd March, 1922. Sheriff.
[First publication, 11th March, 1922]
858—10-2

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe, à savoir: No 977. DAME REGINA LABOSSIERE, es-qualité, demanderesse; contre JEAN-BAPTISTE GIROUARD, défendeur.

Une terre sise et située sur le rang Saint-Roch, en la paroisse de Saint-Barnabé, de trois arpents de large, plus ou moins, sur la longueur de la concession, connue et désignée sous le lot numéro cent vingt-trois (123) aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse—avec les bâtisses y érigées; cette vente est faite sujette à une rente

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Saint-Hyacinthe.

Saint Hyacinthe, to wit: No. 977. MRS REGINA LABSSIERE, esquality, plaintiff; against JEAN BAPTISTE GIROUARD, defendant.

A land situate on the Saint Roch range, in the parish of Saint Barnabé, containing three arpents in width, more or less, by the length of the concession, known and designated under lot number one hundred and twenty three (123) on the official plan and book of reference of said parish—with buildings thereon erected; this sale to be

annuelle et viagère de cent piastres, payable semi-annuellement, en faveur de Joseph Girouard et son épouse, Julie Rodier, de Saint-Barnabé; la dite rente devant être réduite d'un tiers au décès du premier mourant des donateurs, et autres charges, réserves, servitudes, obligations et prestations mentionnées dans un acte de donation consenti par Joseph Girouard *et uxor* à Stanislas Girouard, devant Mtre J.-A. Boisseau, N. P., le 3 mai 1912, enregistrée à Saint-Hyacinthe sous le No 56146.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Barnabé, district de Saint-Hyacinthe, le ONZIEME jour d'AVRIL prochain (1922), à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
JOS.-L. CORMIER.

Saint-Hyacinthe, 14 février 1922.

[Première publication, 11 mars 1922]

673—10-2

made subject to a life annuity of one hundred dollars, payable semi-annually, in favor of Joseph Girouard and his wife, Julie Rodier, of Saint-Barnabé; said rent to be reduced of a third at the death of the first of said donors dying, and other charges, reserves, servitudes, obligations and prestations mentioned in a deed of donation consented by Joseph Girouard *et uxor* to Stanislas Girouard, before J. A. Boisseau, N. P., on the third of May, 1912, registered at Saint Hyacinthe under No. 56146.

To be sold at the parochial church door of Saint Barnabé, district of Saint-Hyacinthe, on the ELEVENTH day of APRIL next (1922), at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. JOS. L. CORMIER,
Saint Hyacinthe, 14th February, 1922. Sheriff.

[First publication, 11th March, 1922]

674—10-2

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.

Canada, Province de Québec, District de Terrebonne. No 1977. } ANTOINE-EDOUARD ST-AUBIN ET AL, demandeurs; vs DAME ELISA PELTIER ET VIR, défendeurs.

Comme appartenant aux dits défendeurs:

Un certain terrain faisant partie du lot numéro 12*b* des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts, dans le troisième rang du canton de Beresford, contenant un arpent de front par deux arpents de profondeur, mesure française—avec toutes les bâtisses dessus érigées; bornée au sud par un terrain de 36 pieds, au nord et à l'ouest par le terrain de V.-S. Forget, et à l'est par un passage de 15 pieds de long du terrain de la fabrique; ce terrain a 198 dans la ligne sud, 192 dans la ligne nord, 360 pieds dans la ligne ouest et 408 pieds dans la ligne est avec droit de passage dans la rue projetée jusqu'à la rue Nantel.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique en la ville de Sainte-Agathe-des-Monts, district de Terrebonne, le DOUZIEME jour d'AVRIL mil neuf cent vingt-deux, à UNE heure de l'après-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
J.-W. CYR.

Sainte-Scholastique, 14 février 1922.

[Première publication, 11 mars 1922]

667—10-2

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Terrebonne. No. 1977. } ANTOINE-EDOUARD ST-AUBIN ET AL, Plaintiffs; vs DAME ELISA PELTIER ET VIR, defendants.

As belonging to the said defendants:

That certain lot of land forming part of the lot number 12*b* of the official plan and book of reference of the parish of Sainte-Agathe-des-Monts, in the third range of the township of Beresford, containing one arpent in front by two arpents in depth, French measurements—with all the buildings thereon erected; bounded on the south by a piece of land of 36 feet, on the north and west by the land of V. S. Forget, and on the east by a passage of 15 feet along the land of the Fabrique, this lot of land measures 198 in the south line; 192 in the north line, 360 feet in the west line and 408 feet in the east line with a right of way in the projected street up to Nantel street.

To be sold at the Catholic church door, in the town of Sainte-Agathe-des-Monts, district of Terrebonne, the TWELFTH day of APRIL, one thousand nine hundred and twenty-two, at ONE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office. J. W. CYR,
Sheriff.

Sainte-Scholastique, 14th February, 1922.

[First publication, 11th March, 1922].

668—10-2

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: No. 52. } ALPHONSE BRIERE, demandeur; vs DIANIS GELINAS, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur, savoir:

Un emplacement situé au village de Saint-Boniface, mesurant cent pieds de largeur sur cent quatre-vingt-douze pieds de profondeur, plus ou moins; tenant en front au chemin public, en profondeur à Dame P. Gélinas ou représentants, du côté nord-est par Philippe Laperrière et du

THREE RIVERS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: No. 52. } ALPHONSE BRIERE, plaintiff; vs DIANIS GELINAS, defendant.

As belonging to the said defendant, namely:

An emplacement situate in the village of Saint-Boniface, measuring one hundred feet in width by one hundred and ninety two feet in depth, more or less; bounded in front by the public road, in rear by Dame P. Gélinas or representatives, on the northeast side by Philippe Laferrière and

côté sud-ouest à Dame H. Picard—avec bâtisses dessus érigées, connu et désigné comme étant le lot de subdivision numéro quatorze (14) du lot officiel cent quatre-vingt-trois (183-14) du cadastre hypothécaire de la paroisse de Saint-Boniface-de-Shawinigan, dans le comté de Saint-Maurice.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Boniface-de-Shawinigan, dans le comté de Saint-Maurice, le DEUXIEME jour de MAI prochain 1922, à DIX heures du matin (heure solaire).

Bureau du shérif. Le shérif,
PHI.-L. LASSONDE.

Trois-Rivières, 28 mars 1922.

[Première publiaction, 1er avril 1922]

1291—13-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } J.-FRANK LES-
No 180. } SARD, demandeur; vs PHILIPPE GELINAS, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur, savoir:

Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Mathieu, dans le comté de Saint-Maurice, de forme irrégulière, ayant à son front une largeur de cent vingt-cinq pieds et à sa profondeur une largeur de cent cinquante pieds, sur une profondeur de cent vingt; pieds tenant en front au chemin public, en profondeur et des deux côtés à Ovila Gélinas—avec maison et dépendances, connu et désigné ledit immeuble aux plan et livre de renvoi officiels de cadastre de ladite paroisse de Saint-Mathieu, comme étant partie du lot numéro cinquante (ptie No 50) du sixième rang du canton de Shawinigan, pour ladite paroisse de Saint-Mathieu.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Mathieu, dans le comté de Saint-Maurice, le TROISIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin (heure solaire).

Bureau du shérif. Le shérif,
PHI.-L. LASSONDE.

Trois-Rivières, 28 mars 1922.

[Première publication, 1er avril 1922]

1293—13-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Nicolet.

Trois-Rivières, à savoir: } HENRY LACROIX,
No 266. } demandeur; vs LUDOVIC COTE, défendeur.

Comme appartenant audit defendeur, savoir:

a. Un lot de terre situé à l'encoignure des rues Saint-Joseph et Léon XIII, connu et désigné aux plan, cadastre et livre de renvoi officiels du comté de Nicolet, pour les ville et paroisse de Nicolet, sous le numéro deux cent quatre-vingt-six (286), ayant front sur la rue Saint-Joseph;

b. Une lisière de terrain d'environ douze pieds de front sur ladite rue Saint-Joseph, adjoignant audit numéro 286, et faisant partie, du côté nord-est, du lot connu et désigné auxdits plan, cadastre et livre de renvoi officils du comté de Nicolet, pour lesdites ville et paroisse de Nicolet, sous le numéro deux cent quatre-vingt-sept (287), et étant le côté nord-est dudit No 287;

c. Le lot de terre situé sur la rue Panet, formant l'encoignure de la rue Léon XIII, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du comté de Nicolet, pour lesdites ville et paroisse de Nicolet, sous le numéro trois cent trois (303)—le tout avec les bâtisses dessus construites et servant

on the southwest side by Dame H. Picard—with the buildings thereon erected known and designated as being the subdivision number fourteen (14) of the official lot one hundred and eighty three (183-14) of the hypothecary cadastre of the parish of Saint-Boniface-de-Shawinigan, in the county of Saint Maurice.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Boniface-de-Shawinigan, in the county of Saint Maurice, the SECOND day of MAY next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon (standard time).

Sheriff's office. PHI. L. LASSONDE,
Three Rivers, 28th March, 1922. Sheriff.

[First publication, 1rst April, 1922]

1292—13-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } J. FRANK LES-
No. 180. } SARD, plaintiff; vs PHILIPPE GELINAS, defendant.

As belonging to the said defendant, namely:

An emplacement situate in the parish of Saint-Mathieu, in the county of Saint Maurice, of irregular outline, measuring in front a width of one hundred and twenty five feet and at the rear a width of one hundred and fifty feet, by a depth of one hundred and twenty feet; bounded in front by the public road, in rear and on both sides by Ovila Gelinas—with a house and dependencies, known and designated, the said immoveable, on the official cadastral plan and book of reference of the said parish of Saint Mathieu, as being part of the lot number fifty (Pt. No. 50—) of the sixth range of the township of Shawinigan, for the said parish of Saint Mathieu.

To -be sold at the church door of the parish of SaintMathieu, in the county of Saint Maurice, the THIRD day of MAY next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon (standard time).

Sheriff's office. PHI. L. LASSONDE,
Three Rivers, 28th March, 1922. Sheriff.

[First publication, 1st April, 1922]

1294—13-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Nicolet.

Three Rivers, to wit: } HENRY LACROIX,
No. 266. } plaintiff; vs LUDOVIC COTE, defendant

As belonging to the said defendant, to wit:

a. A lot of land situate at the corner of Saint Joseph and Leon XIII streets, known and designated on the official plan, cadastre and book of reference of the county of Nicolet, for the town and parish of Nicolet, under the number two hundred and eighty six (286), fronting on Saint Joseph street;

b. A strip of land of about twelve feet frontage on Saint Joseph street, adjacent to the said lot number 286, and forming part, on the northeast side, of the lot known and designated on the said official plan, cadastre and book of reference of the county of Nicolet, for the said town and parish of Nicolet, under the number two hundred and eighty seven (287), and being the northeast side of the said No. 287;

c. The lot of land situate on Panet street, forming the corner of Leon XIII street, known and designated on the official plan and book of reference of the county of Nicolet, for the said town and parish of Nicolet, under the number three hundred and three (303)—the whole

actuellement d'hôtel de tempérance. Les susdits trois lots de terre formant actuellement un seul emplacement; borné en front par la rue Panet, en profondeur par la rue Saint-Joseph, du côté nord-est par la rue Léon XIII, et du côté sud-ouest, partie à Félix Boivin et partie à J.-H Rousseau. Ledit emplacement comprend une largeur de trente-huit pieds de front sur la rue Panet, sur une longueur de quatre-vingt-douze pieds, puis reprend une largeur de soixante et douze pieds sur encore une longueur de cent dix-huit pieds aboutissant à la rue Saint-Joseph et formant une longueur de deux cent dix pieds sur la rue Léon XIII.

Pour être vendus en bloc comme un seul et même emplacement, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Nicolet, en la ville de Nicolet, le DOUZIEME jour d'AVRIL prochain 1922, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif. Le shérif,
PHI.-L. LASSONDE.

Trois-Rivières, 20 février 1922.

[Première publication, 11 mars 1922]

799—10-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Nicolet.

Trois-Rivières, à savoir: No 274. } JOSEPH TREMBLAY, demandeur; vs FORTUNAT LEBLANC, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur, savoir:

Une terre située sur le troisième rang du canton de Blandford, paroisse de Sainte-Marie-de-Blandford, connue et désignée comme étant la partie latérale et longitudinale nord du lot de terre numéro soixante et neuf (p. No 69) dudit cadastre, du comté de Nicolet, pour la paroisse de Sainte-Marie-de-Blandford, contenant trois arpents de front, sur la profondeur des terres dudit rang, d'un cordon à l'autre, entre les terre de Gentilly au nord et le surplus du terrain du donateur Dénis Leblanc ou représentants au sud, et sous la réserve de la partie de ladite terre à sa profondeur qu'en possède Zéphirin Poisson, de Gentilly, et une chemin de passage pour y communiquer, le tout suivant ses titres.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marie-de-Blandford, comté de Nicolet, le TREIZIEME jour d'AVRIL prochain 1922, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif. Le shérif,
PHI.-L. LASSONDE.

Trois-Rivières, 20 février 1922.

[Première publication, 11 mars 1922]

803--10-2

with the buildings thereon erected and presently used as a temperance hotel.

The above three lots of land forming presently one signle plot of land; bounded in front by Panet street, in depth by Saint-Joseph street, on the northeast side by Leon XIII street and on the southwest side, partly by Felix Boivin and partly by J.-H. Rousseau. The said emplacement measures, thirty eight feet in width in front on Panet street, by a depth of ninety two feet, then widens to seventy two feet by an additional depth of one hundred and eighteen feet, abutting on Saint-Joseph street and forming a total depth of two hundred and ten feet on Leon XIII street.

To be sold *en bloc* as one single plot of land, at the church door of the parish of Saint-Jean-Baptiste-de-Nicolet, in the town of Nicolet, the TWELFTH day of APRIL next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. PHI.-L. LASSONDE,
Three Rivers, 20th February, 1922. Sheriff.

[First publication, 11th March, 1922]

800—10-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Nicolet.

Three Rivers, to wit: No. 274 } JOSEPH TREMBLAY, plaintiff; vs FORTUNAT LEBLANC, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:

A farm situated in the third range of the township of Blandford, parish of Sainte Marie-de-Blandford, known and designated as being the lateral and longitudinal north part of the lot number sixty nine (pt. No. 69) of the said cadastre of the county of Nicolet, for the parish of Sainte-Marie-de-Blandford, containing three arpents in front by the depth of the lands of the range, from one line (cordon) to the other, between the lands of Gentilly to the north and the surplus of the land of the donor Denis Leblanc or representatives to the south, and with the reserve of the part of the said farm, at the depth thereof, possessed by Zéphirin Poisson, of Gentilly, and a right of way to gain access thereto, the whole as per the titles.

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Marie-de-Blandford, county of Nicolet, the THIRTEENTH day of APRIL next, 1922, at TEN o'clock in the forenoon

Sheriff's office PHI. L. LASSONDE,
Sheriff.

Three Rivers, 20th February, 1922.

[First publication, 11th March, 1922]

804—10-2

Lettres patentes

" Ant. Bernier, Limitée ".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de janvier 1922, constituant en corporation: Antonio Bernier, commerçant; J.-Ernest Bilodeau, Joseph Belzil, commis; tous trois de la ville de Trois-Pistoles et Joseph-E. Bernier, médecin, de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, échanger, posséder, détenir, louer et agir généralement comme marchand de gros et du détail dans tous les accessoires, appa-

Letters patent

" Ant. Bernier, Limitée ".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of January, 1922, incorporating: Antonio Bernier, trader, J. Ernest Bilodeau, Joseph Belzil, clerks, all three of the town of Trois-Pistoles, and Joseph E. Bernier, physician, of the city of Quebec, for the following purposes:

To buy, sell, exchange, possess, hold, lease and act generally as wholesale and retail merchants of all the accessories, appliances and parts

reils et morceaux pouvant faire partie ou s'adopter aux véhicules-moteurs de tous genres, moteurs, cycles, bicycles, tricycles, vélocipèdes, wagons et voitures de toutes les catégories engins, à la vapeur, au gaz, à la gazoline, à l'huile, à l'électricité ainsi que toutes les sortes de moteurs, faire le commerce de gros et de détail des appareils électriques, des huiles, graisses, lubrifiants, ciments, pneux, uniformes de chauffeurs, des gants, chapeaux, palletots, robes, outils, nécessaires de réparation, outillage de métallurgie des machines, bouilloires, quincailleries de toute nature, articles et fourniture servant dans la construction, la fabrication, l'altération, l'opération et la réparation de tous les objets précités;

Acquérir, exploiter et aliéner, en vertu d'aucun titre et d'aucune manière quelconque, toutes patentes relatives aux objets précités;

Acquérir par achat, bail, concession, échange ou autrement, aussi construire, bâtir, exploiter, tenir, entretenir et administrer, des fabriques, magasins, postes d'approvisionnement, atelier, entrepôt, remise, usine mécanique, locaux à engins, ponts d'autres structures et installations nécessaires à son industrie, ainsi que toute la propriété mobilière et immobilière indispensable et utile à l'accomplissement d'acun des objets de la corporation, aussi louer, vendre et en disposer;

Acquérir d'aucune autre manière quelconque, posséder, exploiter et utiliser toutes sortes de franchises et privilèges;

Acquérir, en vertu d'aucun titre quelconque, une ou plusieurs autres industries, fabriques ou firmes semblables à celles que la précédente compagnie est autoriser à exploiter, y compris la clientèle et l'achalandage, l'actif mobilier et immobilier, aux termes et conditions et moyennant le prix que l'on déterminera, et payer ses acquisitions en actions libérées, en actions-obligations ou autres valeurs de la compagnie;

Conclure, avec une ou plusieurs autres compagnies, personnes, associations, sociétés, aucun arrangement relatif à l'exploitation, à l'acquisition ou au contrôle de leur industrie, fabrique ou affaire perspective, contrôler aussi, par l'acquisition des actions et intérêts, ou autrement, une ou plusieurs compagnies, associations ou sociétés;

Employer la totalité ou une partie de ces actions, deniers, débentures, obligations ou autres valeurs à l'achat des débentures ou parts d'autres compagnies, ou des intérêts d'aucune société ou association;

Acquérir par achat, à ventes privées, judiciaires publiques ou autre par échange, donation, dation en paiement, d'aucune manière et en vertu d'aucun titre quelconque, louer, recevoir à titre de prêt, lien, dépôt, garantie, posséder, détenir, garder, exploiter et occuper en vertu d'aucun titre et d'aucune façon quelconque, aucuns droits ou biens corporels et incorporels, mobiliers ou immobiliers et sans acune exception quelconque;

Vendre, céder à bail, ou à titre de lien, dépôt, en garantie, échange et paiement, et généralement aliéner, transférer, céder ou d'aucune autre manière quelconque et en vertu d'aucun titre, disposer des droits et biens mentionnés au paragraphe précédent; grever de servitude ou hypothéquer aucuns immeubles quelconques, et être partie à aucun bail emphythéotique soit comme bailleur, soit comme preneur;

Exercer tous les pouvoirs énumérées dans les trois paragraphes précédents chaque fois, aussi souvent, dans toutes occasions circonstances et

forming part or adapted to motor-vehicles, of every kind, motors, cycles, bicycles, tricycles, velocipedes, wagons and carriages of all kinds, steam, gas, gazoline, oil and electric engines as well as all sorts of motors; deal wholesale and retail in electric appliances, oils, greases, lubricants, cements, tires, uniforms for chauffeurs, gloves, hats, overcoats, robes, tools, repair outfits, metallurgical equipment, machinery, boilers, hardware of every kind, materials and supplies used in the construction, manufacture, alteration, operation and repair of all the foregoing objects;

To acquire, exploit and alienate, under any title and in any manner whatever, any patents relating to the aforesaid objects;

To acquire by purchase, lease, concession, exchange or otherwise, also erect build, exploit, keep, maintain and manage factories, stores, supply posts, workshops, warehouses, sheds, machine shops, engine houses, bridges and other structures and installations necessary for its business, as well as the moveable and immoveable property indispensable and useful for the accomplishment of any of the objects of the corporation, and to lease, sell and dispose of the same;

To acquire in any manner whatever, own, exploit and utilize all kinds of franchises and privileges;

To acquire under any title whatever, any other industry or industies, manufactory or manufactories, business or businesses identical to those which the present company is authorized to operate, including the custom and goodwill, the moveable and immoveable assets, upon such terms and conditions and for such a price as may be determined, and to pay for the above in paid up shares, debentures, debenture-stock, bonds or other securities of the company;

To enter into any arrangement with any other company or companies, person or persons, association or associations, society or societies, respecting the exploitation, acquisition or control of their respective industry, factory or business and to control either by acquiring the shares and interests or otherwise any other company or companies, association or associations, society or societies;

To invest the whole or part of its shares, funds, debentures, bonds or other securities in the purchase of debenture or shares of other companies of interest in any association or society;

To acquire by purchase, at private, judicial, public or any other sale, by exchange, gift, the giving in payment or in any other manner and under any title whatever, to lease, receive as loan, lien, deposit, security, own, hold, retain, exploit and occupy under any title and in any manner whatever, any rights or property both corporeal and incorporeal, moveable or immoveable, and without any exception whatever;

To sell, give on lease, or as lien, deposit, security, in exchange and payment and generally alienate, transfer, convey or in any other manner and under any title to dispose of the rights and property mentioned in the foregoing paragraph; to charge with servitude or hypothecate any immoveables whatsoever and to be a party either as lessor or lessee to any emphyteatic lease;

To exercise all the powers mentioned in the three proceding paragraphs, each time, as often and in all cases, circumstances and conditions

situations ou la compagnie le croira de son intérêt ou de l'utilité, avantageux ou nécessaires à son entreprise d'exercer aucun desdits pouvoirs;

Emprunter aucun montant que la compagnie croira utile ou nécessaires d'emprunter aux fins de son entreprise ou pour l'exercice d'aucun de ses pouvoirs, et cela en aucun temps et aussi souvent qu'elle le jugera à propos, contracter aussi lesdits emprunts aux termes et conditions, sur les garanties et hypothèques que la compagnie estimera convenable;

Emettre en aucun temps et aussi souvent que la corporation le croira utile et nécessaire, des actions, obligations aussi en disposer pour les contrats, aux termes et conditions dont on conviendra;

Hypothéquer, grever ou nantir, par acte authentique pour garantir le remboursement des obligations, débentures et, obligations que la loi ou sa charte l'autorise à émettre la propriété mobilière ou immobilière, présent ou futur que la compagnie actuellement possède ou pourra posséder dans la province;

Distribuer en nature, à ses actionnaires toute la propriété de la compagnie, et particulièrement aucunes actions ou autres valeurs d'autres corporations que la compagnie peut posséder;

Emettre et repartir des actions acquittées et non sujettes à appel, obligations, actions-obligations, ou d'autres valeurs de la compagnie, en paiement des services rendus, des dettes ou obligations de la compagnie;

Placer les deniers disponibles de la compagnie, et en disposer sur les valeurs de la manière qui seront de temps à autre déterminés, sous le nom de "Ant. Bernier, Limitée" avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres ($99,000-,00), divisé en neuf centquatre-vingt-dix (990) actions de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour de janvier 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

1289 C.-J. SIMARD.

wherein it may appear to the company to be in its interest or suseful, advantageous or necessary for its undertaking, to exercise any of the said powers;

To borrow any amounts which the company may think useful or necessary to borrow for the purposes of its undertaking or the carrying on of any of its powers, and that, at any time and as often as it may think proper, and to contract the said loans upon such terms and conditions and by giving such guarantees and hypothecs as the company may think fit;

To issue at any time and as often as the company may think useful or necessary, shares, bonds, and to dispose thereof, for cush contracts, and upon such terms and conditions as the company may think fit;

To hypothecate, mortgage or pledge by authentic deed, to guarantee the payment of the bonds, debentures and obligations which it is by la wor under its charter authorized to issue, the property moveable or immoveable, present or future, which the company now own or may own in the Province;

To distribute in kind, among its shareholders, all the property of the company, and in particular any shares or other securities of other corporations, which this company may own;

To issue and allot paid up and non-assessable shares, bonds, debenture-stock or other securities of the company in payment of any services rendered, debts or liabilities of the company;

To invest the available funds of the company and to place the same on such securities and in such manner as may, from time to time, be determined, under the name of "Ant. Bernier Limitée" with a total capital stock of ninety nine thousand dollars ($99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company, will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of January, 1922.

C.-J. SIMARD,

1290 Assistant Provincial Secretary.

"The United Garment Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920 il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de mars 1922, constituant en corporation: Elie Beauregard, Joseph-Edouard Labelle, avocats, de la cité d'Outremont, Charles Desmarais, comptable, de la cité de Montréal, aux fins suivantes:

Acheter, acquérir et assumer le commerce actuellement exercé, dans ladite cité de Montréal, par Harris H. Cohen et Hyman Korenberg, industriels et marchands, faisant affaires en société au No 516 boulevard Saint-Laurent, dans ladite cité de Montréal, sous les nom et raison sociale de "United Garment Company", comme manufacturiers et marchands en gros de vêtements;

Faire commerce en gros et au détail de complets pour hommes et femmes, de merceries pour messieurs, de toutes espèces, de hardes et costumes pour dames, de bottines et souliers, jupes, blouses, sous-vêtements, vêtements d'enfants, soies, broderies, garnitures de confection, dentelles, satins, cotonnades, fourrures de fantaisie,

"The United Garment Company, Limited".

Public notice is hereby given that under Part I ot the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of March, 1922, incorporating: Elie Beauregard, No. 849 Durocher street, Joseph Edouard Labelle, advocates, No 822 Durocher street in the city of Outremont-Charles Desmarais, accountant, No. 800 Mary Ann street East, in the city of Montreal, for the following purposes:

To buy, acquired and take over as the business carried on as to now in the said city of Montreal, by Harris H. Cohen and Hyman Korenberg, both manufactures and merchants, doing business in partnership at No. 516 St. Lawrence Boulevard, in the said city of Montreal, under the name and firm of "United Garment Company" as wholesale manufacturers and merchants of garments;

To deal wholesale and retail in men's and women's ready-made clothing, gent furnishing, of all kinds, ladies suits, costumes, boots, shoes, skirts, blouses, underwear, children wearing apparel, silks, embroidery, tailors trimming, lace, satins, coton, novelties, furs, millenery, dry goods, and merchandises generally for cash or

modes, nouveautés, et marchandises en général, pour argent comptant ou à crédit;

Manufacturer, importer, acheter, et vendre des marchandises comprises dans le commerce précité, ouvrir et tenir des succursales, établir des fabriques aux fins précitées;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir aucune autre indiustrie semblable connexe aux pouvoirs ci-haut, que la compagnie croira propre à être exercée aux avantages en rapport avec aucune des industries précitées;

Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie des propriétés et obligations d'aucune personne ou compagnie se livrant à aucune industrie que la présente compagnie est autorisée à assumer, ou en possession de biens convenant à la présente compagnie;

Acheter d'une manière générale, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété mobilière ou immobilière ainsi que tous droits et privilèges, et spécialement les terrains, bâtisses, machines, outils et assortiments;

Acquérir et détenir des actions dans aucune autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de la présente compagnie; avec l'assentiment des actionnaires, rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à être rendus en plaçant, en aidant à placer, ou en garantissant le placement d'aucun nombre d'actions ou d'autres valeurs de la compagnie, ou dans la gestion de ses affaires;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, payer et émettre des billets, lettres de crédit, de change, traites, chèques, débentures, et tous autres instruments négociables et transférables;

Faire toutes choses, exercer tous pouvoirs et aucun commerce se rattachant à la réalisation des objets pour lesquels la compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "The United Garment Company, Limited", avec un fonds social total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres ($100.00 chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour de mars 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

1297 C.-J. SIMARD.

To manufacture, import, buy, and sell goods included in the aforesaid business, to open and operate branches and to establish factories for the above purposes;

To apply for, purchase or otherwise acquire any other similar industry, relating to the above powers which the company may judge capable of being advantageously exercise in connection with any of the above industries;

To acquire or undertake in whole or in part properties and obligations of any persons or company engaged in any industry which the present company is authorized to undertake or in possession of suitable property for the benefit of the present company;

To buy in general take on lease or in exchange, rent or otherwise acquire any moveable or immoveable property and all rights and privileges, and particularly all lands, buildings, machinery, tools and stock in trade;

To acquire and hold shares in any other company, the objects of which are similar to those of the present company;

To remunerate with the sanction of the shareholders any person or company for services rendered, or to be rendered in disposing of or helping to dispose of or guaranteeing the disposal of any number of shares or other values of the company or the conduct of its affairs;

To draw, make, accept, endorse execute and issue notes, letters of credit, bills of exchange, drafts, checks, debentures, and all other negotiable and transferable instruments;

To do all things, exercise all powers, and carry any business incidental to the carrying on the objects wherefore the company is incorporated, under the name of "The United Garment Company Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00) divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company, will be in Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of March, 1922.

C.-J. SIMARD,

1298 Assistant Provincial Secretary.

"J. F. Bertani Company, Ltd.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de mars 1922, constituant en corporation: Jean-François Bertani, Charles Groves, propriétaires de restaurants, Joseph Edward Murphy,, comptable, tous de Québec, dans les buts suivants:

Exploitation d'un restaurant à Québec avec pouvoir de louer des chambres appartements, sous le nom de "J. F. Bertani Company, Ltd", avec un capital total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions ordinaires de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de mars 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

1301 C.-J. SIMARD.

"J. F. Bertani Company, Ltd.".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of March, 1922, incorporating: JeanFrancois Bertani, Charles Groves, restaurant proprietors, Joseph Edward Murphy, accountant, all of Quebec, for the following purposes:

The exploitation of a restaurant at Quebec with power to let rooms and apartments, under the name of "J. F. Bertani Company, Ltd", with a total capital stock of twenty thousand ($20,000.00) dollars, divided into two hundred (200) common shares of one hundred ($100.00) dollars each.

The head office of the company, will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of March, 1922.

C.-J. SIMARD,

1302 Assistant Provincial Secretary.

" New York Cord & Tassel Company, Limited ".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de mars 1922, constituant en corporation: Isidore Popliger, Max Liverman et David Mortimer Notkin, avocats, tous de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes:

Faire commerce en gros et au détail des soutaches pour femmes et enfants, des garnitures de confection, des soies, broderies, dentelles, satins, boutons, boucles, glands, franges et colifichets, généralement;

Manufacturer, importer, acheter, et vendre des marchandises comprises dans le commerce précité, ouvrir et tenir des succursales, établir des fabriques aux fins précitées;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir aucune autre indiustrie semblable connexe aux pouvoirs ci-haut, que la compagnie croira propre à être exercée aux avantages en rapport avec aucune des industries précitées;

Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie des propriétés et obligations d'aucune personne ou compagnie se livrant à aucune industrie que la présente compagnie est autorisée à assumer, ou en possession de biens convenant à la présente compagnie;

Acheter d'une manière générale, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété mobilière ou immobilière ainsi que tous droits et privilèges, et spécialement les terrains, bâtisses, machines, outils et assortiments;

Acquérir et détenir des actions dans aucune autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de la présente compagnie; rémunérer avec l'assentiment des actionnaires toute personne ou compagnie pour services rendus ou à être rendus en plaçant, en aidant à placer, ou en garantissant le placement d'aucun nombre d'actions ou d'autres valeurs de la compagnie, ou dans la gestion de ses affaires;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, payer et émettre des billets, lettres de crédit, de change, traites, chèques, débentures, et tous autres instruments négociables et transférables;

Faire toutes choses, exercer tous pouvoirs et aucun commerce se rattachant à la réalisation des objets pour lesquels la compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "New York Cord & Tassel Company, Limited", avec un fonds social total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour de mars 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

1299 C.-J. SIMARD.

" New York Cord & Tassel Company, Limited ".

Public notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of March, 1922, incorporating: Isidore Popliger, Max Liverman and David Mortimer Notkin, advocates, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To deal wholesale and retail in women's and children's braids, tailors, trimmings, silks, embroidery, lace, satins, cottons, buttons, buckles, tassels, fringes and novelties, generally;

To manufacture, import, buy, and sell goods included in the aforesaid business, to open and operate branches and to establish factories for the above purpose;

To apply for, purchase or otherwise acquire any other similar industry, relating to the above powers which the company may judge capable of being advantageously exercise in connectiou with any of the above industries;

To acquire or undertake in whole or in part property and obligations of any persons or company engaged in any industry which the present company is authorized to undertake or in possession of suitable property for the benefit of the present company;

To buy in general, take on lease or in exchange, rent or otnerwise acquire any moveable or immobeable property and all rights and privileges, and particularly all lands, buildings, machinery, tolls and stock in trade;

To acquire and hold shares in any other company, the objects of which are similar to those of the present company;

To remunerate with the sanction of the shareholders any person or company for services rendered, or to be rendered in disposing of or helping to dispose of or guaranteeing the disposal of any number of shares or other values of the company or the conduct of its affairs;

To draw, make, accept, endorse execute and issue notes letters of credit, bills of exchange, drafts, checks, debentures, and other negotiable and transferable instruments;

To do all things, exercise all the powers and carry on any business incidental to the carrying on the objects wherefor the company is incorporated, under the name of "New York Cord & Tassel Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of March, 1922.

C.-J. SIMARD,

1300 Assistant Provincial Secretary.

"Monks, Manhard & Dawson, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour de mars 1922, constituant en corporation: Edgar R Parkins, avocat; Francis Edward Crane, gérant; et Miss Mary Cecilia Callaghan, secrétaire-trésorier, tous de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes:

' Acquérir et assumer, à titre d'affaire exploitée,

"Monks, Manhard & Dawson, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of March, 1922, incorporating: Edgar R. Parkins, advocate; Francis Edward Crane, manager; and Miss Mary Cecilia Callaghan, secretary treasurer, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To acquire and take over as a going concern

le commerce actuellement exercé, dans la cité de Montréal, sous les nom et raison sociale de "Monks & Dawson", ainsi que la totalité ou aucune partie de l'actif et du passif des propriétaires de ce commerce et s'y rattachant, et les payer en actions entièrement libérées du capital de la présente compagnie;

Faire affaires comme ingénieurs autres que Ingénieurs Civil et distributeurs, importateurs et exportateurs, aussi acheter, vendre, manufacturer et trafiquer d'effets, denrées et marchandises de toute catégorie et description;

Agir comme agents à commission, marchands à commission, courtiers ou représentants de maisons commerciales canadiennes ou étrangères, et pour d'autres personnes, firmes ou corporations;

Exercer toute autre industrie (manufacturière ou non) que la compagnie pourrait exercer convenablement en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou qui serait alliée à l'industrie de la présente compagnie;

Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété et du passif d'aucune personne ou compagnie exerçant aucune industrie que la compagnie est autorisée à exercer ou en possession de biens convenant aux objets de la compagnie;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets d'invention, licences, concessions et choses semblables, conférant aucun droit limité, exclusif ou non exclusif à l'usage d'aucun secret et autres renseignements, relatifs à toutes inventions propres à servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition peut paraître susceptible, directement ou indirectement, de profiter à la compagnie et utiliser, exercer, développer et accorder des permis y relatifs, faire valoir les biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou des dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou engagée ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la présente compagnie à l'autorisation d'exercer ou d'entreprendre ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cesdites personnes, sociétés, associations ou compagnie; et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de cesdites sociétés, associations ou compagnie, et les vendre, les détenir, les réémettre, avec ou sans garantie ou en disposer autrement;

Souscrire ou autrement acquérir et détenir des actions dans aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie, ou exerçant aucun commerce propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Conclure, avec aucunes autorités municipales, locales ou autres, tous arrangements qui sembleront appropriées aux objets de la compagnie ou à aucun d'iceux, et obtenir d'aucune telle autorité les droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir, aussi exercer, exécuter et se conformer à ces arrangements, droits, privilèges et concessions;

the business now carried on in the city of Montreal, under the name and style of "Monks & Dawson", and all or any of the assets and liabilities of the proprietors of such business in connection therewith, and to pay for the same fully paid up shares of stock of this company;

To carry on the business of engineers, others than Civil Engineers and distributors, and of importers and exporters, and to buy, sell, manufacture and deal in goods, wares and merchandise of every kind and description;

To act as commission agents, commission merchants, brokers or representatives for Canadian or foreign commercial houses, and for other persons, firms or corporations;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed, of property suitable for the purposes of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or limited rights to use or any secret, or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To enter into partnership, or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company, carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in, or any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in or any business or transaction capable of being conducted so as, directly or indirectly, to benefit the company, and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company:

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété mobilière ou immobilière, les droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou avantageux aux objets de son commerce et spécialement les machines, l'outillage, l'assortiment;

Prêter de l'argent aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, garantir aussi l'exécution des contrats par aucunes telles personnes;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables et transférables ;

Vendre et disposer des entreprises de la compagnie ou d'aucune partie d'icelles moyennant le prix que la corporation estimera convenable, et en particulier pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Solliciter, se procurer, acquérir par cession transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance d'aucune licence, d'aucun pouvoir, d'aucune autorités, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation, aucun autre corps public peut accorder et les payer, aider et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie, obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie d'aucune procédure ou action;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débentures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucune corporation dans le capital de laquelle la compagnie détient des parts, ou avec laquelle elle peut se trouver en relations; garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle corporation, par une ou plusieurs personnes avec lesquelles la compagnie peut se trouver en relations d'affaires;

Pour faire connaître et stimuler le commerce de la compagnie, adopter les moyens que l'on jugera à propos, et particulièrement annoncer dans les journaux, par circulaires, par achat et exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par publi cation de livres et périodiques, octroi de prix, récompenses et dons;

Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété et des droits de la compagnie;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs, ou en une autre qualité; et soit seuls soit conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Monks, Manhard & Dawson, Limited", avec un fonds social total de vingt mille piastres ($20,000 00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres ($100 00) chacune.

Le bureau chef de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour de mars 1922.

Le sous-secrétaire de la province,

1305 C.-J. SIMARD.

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell, and dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To apply for, secure, acquire, by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege, which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenfes thereof;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country to represent this company, and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit:

To raise and assist in raising money for, and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation or by any other person or persons with whom the company may have business relations;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals,agents, contractors, or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects; under the name of "Monks, Manhard & Dawson, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company ,will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of March, 1922.

C.-J. SIMARD,

1306 Assistant Provincial Secretary.

Lettres Patentes supplémentaires

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, article 5969 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du treizième jour de mars 1922, changeant le nom de la compagnie "Lamothe & Vachon, Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 17 février 1922, sous le nom de "Lamothe & Vachon, Limitée", en celui de "J. O. Vachon, Limitée", dans les buts suivants:

Faire le commerce général de ferronneries, quincailleries, huiles et peintures et toutes autres choses s'y rapportant, agir comme courtiers, facteurs ou agents, et exercer généralement aucun genre d'affaires commerciales, vendre, acheter, échanger, arr nter ou autrement céder les droits et biens de la compagnie ou pour la compagnie, en tout ou en partie, faire toutes autres choses reliées aux fins et objets ci-dessus et propres à les atteindre, se joindre à toutes personnes et compagnies faisant commerce semblable, avec un capital total de vingt mille piastres ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres ($100.00) chacune

Le bureau principal de la compagnie, est à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de mars 1922.

Le sou-secrétaire de la province,

1331 C.-J. SIMARD.

Supplementary Letters Patent

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, articles 5969 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of March, 1922, changing the name of the company "Lamothe & Vachon, Limitée" incorporated by letters patent of the 17th of February, 1922, under the name of "Lamothe & Vachon" to that of "J. O. Vachon, Limitée," for the following purposes:

To generally deal in shelf and heavy hardware oils and paints and in any other things incidental thereto, act as brokers, factors or agents, and to generally carry on any business transactions, sell, buy, exchange, rent or otherwise assign the rights and property of the company or for the company, in whole or in part, do all things germane to the foregoing purposes and objects and conducive to their attainment, amalgamate with any persons and companies carrying on a similar business, with a total capital stock of twenty thousand ($20,000.00) dollars, divided into two hundred (200) shares of one hundred ($100.00) dollars each

The head office of the company is at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of March, 1922.

C.-J. SIMARD,

1332 Assistant Provincial Secretary.

Département de l'instruction publique

375-22

Québec, 24 mars 1922.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Visitation-de-Maniwaki, comté de Hull, les lots 3 à 7, inclusivement, du rang 1 du canton d'Egan, et de les annexer à celle d'Egan, même comté. 1307—13-2

2092-21

Québec, 24 mars 1922.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en Conseil par arrêté ministériel en date du 22 mars 1922, de détacher de la municipalité scolaire de Chûtes-Victoria, comté de Labelle, les rangs VI et VII du canton de Rochon et d'annexer tout ce territoire à la municipalité scolaire de Saint-François-Régis, (Lac-des-Ecorces), même comté. 1309

2288-21

Québec, 24 mars 1922.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en Conseil par arrêté ministériel en date du 22 mars 1922, de détacher de la municipalité scolaire catholique du canton de Compton, comté de Compton, les lots Nos 18c, 18*d*, 19*a* et 20c du 4ième rang du canton de Comptno et de les annexer à la municipalité scolaire de L'Assomption-de-Waterville, même comté. 1311

Department of Public Instruction

375-22

Quebec, 24th March, 1922.

Application is made to detach from the school municipality of Visitation-de-Maniwaki, county of Hull, the lots Nos. 3 to 7, inclusively, of the 1st range of the township of Egan, and to annex them to that of Egan, same county. 1308—13-2

2092-21

Quebec, 24th March, 1922.

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased, by Order in Council dated the 22nd of March, 1922, to detach from the school municipality of Chutes-Victoria, county of Labelle, the ranges VI and VII of the township of Rochon and to annex all the above territory to the school municipality of Saint-François-Regis, (Lac-des-Ecorces), same county. 1310

2288-21

Quebec, 24th March, 1922.

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased, by Order in Council dated the 22nd of March, 1922, to detach from the Catholic school municipality of the township of Compton county of Compton, the lots Nos. 18c, 18*d*, 19*a* and 20c of the 4th range of the township of Compton and to annex them to the school municipality of L'Assomption-de-Waterville, same county. 1312

Soumissions

Soumissions demandées.

Des soumissions cachetées seront reçues au bureau du secrétaire de la ville de Montréal-Sud jusqu'à midi, jeudi, le 20 avril 1922, pour la vente de $180,000.00 à 5½% débentures de la corporation, payables à Montréal pour une période n'excédant pas trente-cinq ans du premier mai 1922.

Les débentures sont imprimées en anglais et en français en coupons de $100.00, $500.00 et $1,000.00.

Les soumissions devront mentionner l'intérêt accru depuis le premier mai 1922, et devront être accompagnées d'un chèque accepté au montant de $1,800.00, montant égal à un pour cent de l'emprunt.

Le conseil n'est pas tenu d'accepter la plus basse ni aucune des soumissions.

Le secrétaire de la ville de Montréal-Sud, Qué.,
1339 M. M. CONDON.

Tenders

Tenders wanted.

Sealed tenders will be received at the office of the town clerk for the corporation of the town of Montreal South, until noon, Thursday, the 20th day of April, 1922, for the purchase of $180,000.00, 5½% bonds of the corporation, payable at Monreal for a period not exceeding thirty five years from the first of May, 1922.

Bonds are printed in the English and French languages, and in denominations of $100.00 $500.00 and $1,000.00.

All tenders must specify accrued interest from May 1922 1st, and must be accompanied by an accepted cheque for $1,800.00, an amount equal to one per cent of the loan.

The council will not be bound to accept the lowest or any of the tenders submitted.

M. M. CONDON,
Town clerk, town hall, Montreal South, Que.
1340

Ventes—Loi de faillite

Loi de faillite.

Dans l'affaire de Adalbert Jutras, de la paroisse de Sainte-Brigitte-des-Saults, comté de Nicolet, Qué., cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que LUNDI, le PREMIER jour de MAI 1922, à DIX heures A. M., seront vendues à l'encan public et conformément au paragraphe 3*b* de l'article 20 de la Loi de faillite, la vente devant avoir lieu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Brigitte-des-Saults, comté de Nicolet, les immeubles suivants, faisant partie de l'actif de ladite faillite, savoir:

1. Une terre située dans le rang Saint-Patrice, paroisse Sainte-Brigitte-des-Saults, maintenant connue et désignée comme lots portant les numéros cent soixante-douze et cent soixante-treize (172-173) du cadastre officiel du comté de Nicolet pour la paroisse Sainte-Brigitte-des-Saults—avec toutes les bâtisses dessus érigées;

2. Une terre située en ladite paroisse Sainte-Brigitte-des-Saults, concession sud-est du rang Saint-Patrice, connue et désignée sous les numéros cent quatre-vingt-huit et cent quatre-vingt-neuf (188-189) aux plan et livre de renvoi officiels du comté de Nicolet, pour ladite paroisse Sainte-Brigitte-des-Saults—avec les bâtisses dessus construites.

L'adjudication sera faite au plus haut enchérisseur.

Le certificat du bureau d'enregistrement et les titres relatifs aux immeubles ci-dessus peuvent être examinés au bureau du soussigné.

Cette vente, faite d'après le paragraphe 3*b* de l'article 20 de la Loi de faillite, équivaut à une vente par le shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Le syndic autorisé,
HENRI-R. DUFRESNE.

Bureau: Henri-R. Dufresne,
rue Brassard, Nicolet. 1335—13-2

Sales—Bankruptcy Act.

Bankruptcy Act.

In the estate of Adalbert Jutras, of the parish of Sainte-Brigitte-des-Saults, in the county of Nicolet, Que., authorized assignor.

Notice is hereby given that on MONDAY, the FIRST day of MAY, 1922, at TEN o'clock in the forenoon, there will be sold at public auction, in accordance with paragraph 3b of article 20 of the Bancruptcy Act, the sale to be held at the parochial church door of Sainte-Brigitte-des-Saults, in the county of Nicolet, the following immoveable properties, being a part of the assets of the said estate, as follows:

1. A lot of land situate in Saint Patrick range, parish of Sainte-Brigitte-des-Saults, now known and designated as being lots number one huudred and seventy two, and one hundred and seventy three (172-173) of official cadastre for the county of Nicolet, for the parish of Sainte-Brigitte-des-Saults—with all buildings thereon erected.

2. A lot of land in the said parish of Sainte-Brigitte-des-Saults, on the south-east side of Saint-Patrick range, known and designated under the numbers one hundred and eighty-eight and one hundred and eighty nine (188-189) of the official cadastre of the county of Nicolet, for the said parish of Sainte-Brigitte-des-Saults—with all buildings on erected.

The adjudication will be made to the highest bidder.

The certificate of the registry office and the titles concerning the above properties can be seen at my office.

The above sale, made persuant to article 20 paragraph 3b, of the Bankruptcy Act, has the effect of the sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash.

HENRI R. DUFRESNE,
Authorized trustee.

Office: Henri R. Dufresne,
Brassard street, Nicolet. 1336—13-2

Loi de faillite.

Dans l'affaire de Philippe Jutras, de Sainte-Brigitte-des-Saults, comté de Nicolet, Qué., cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que LUNDI, le PREMIER jour de MAI 1922, à DIX heures A.M., seront vendus à l'encan public et conformément au paragraphe 3*b* de l'article 20 de la Loi de faillite, la vente devant avoir lieu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Brigitte-des-Saults, comté de Nicolet, les immeubles suivants, faisant partie de l'actif de ladite faillite, savoir:

1. Un lot de terre situé en la paroisse Sainte-Brigitte-des-Saults, étant la moitié nord du lot de terre numéro cent quatre-vingt-trois (½ N. 183) du cadastre d'enregistrement du comté de Nicolet, pour la paroisse Sainte-Brigitte-des-Saults, contenant trois arpents de largeur sur vingt arpents de profondeur, plus ou moins; borné en front au chemin de la concession et en profondeur à Joseph Jutras, qui possède la moitié sud dudit lot de terre;

2. Une terre située à Sainte-Brigitte-des-Saults dans le rang Saint-Patrice, du côté sud-est d'icelui, contenant trois arpents de front sur quarante arpents de profondeur, plus ou moins; bornée en front au chemin dudit rang, en profondeur au canton de Wendover, du côté nord-est à Léopold Blanchette et du côté sud-ouest à Ovila Faucher, étant le lot numéro cent quatre-vingt-six (186) du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la paroisse Sainte-Brigitte-des-Saults—avec les bâtisses dessus construites.

L'adjudication sera faite au plus haut enchérisseur.

Le certificat du bureau d'enregistrement et les titres relatifs aux immeubles ci-dessus peuvent être examinés au bureau du soussigné.

Cette vente, faite d'après le paragraphe 3*b* de l'article 20 de la Loi de faillite, équivaut à une vente par le shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Le syndic autorisé,
HENRI-R. DUFRESNE.

Bureau: Henri-R. Dufresne,
rue Brassard, Nicolet. 1333—13-2

Bankruptcy Act.

In the estate of Philippe Jutras, Sainte-Brigitte-des-Saults, county of Nicolet, Que., authorized assignor.

Notice is hereby given that on MONDAY, the FIRST day of MAY, 1922, at TEN o'clock in the forenoon, there will be sold at public auction, in accordance with paragraph 3b of article 20 of the Bancruptcy Act, the sale to be held at the parochial church door of Sainte-Brigitte-des-Saults, in the county of Nicolet, the following immoveable properties, being a part of the assets of the said estate, as follows:

1. A lot of land situate in the parish of Sainte-Brigitte -des-Saults, being the north half of lot number one hundred and eighty three (N. ½ 183) of the official cadaster of the county of Nicolet, for the parish of Sainte-Brigitte-des-Saults, containing three arpents in width by twenty in length more or less; bounded in front by the public road and in rear by Joseph Jutras, proprietor of the south half of said lot;

2. A lot of land situate at Sainte-Brigitte-des-Saults, in Saint Patrick range, on the south east side herein, containing three arpents in front by forty arpents in depth, more or less; bounded in front to the road of said range, in depth by the township of Wendover, on the north east side by Leopold Blanchette and on south east side by Ovila Faucher, being the lot number one hundred and eighty six (186) of the official cadastre of the county of Nicolet, for the parish of Sainte-Brigitte-des-Saults—with buildings thereon erected.

The adjudication will be made to the highest bidder.

The certificate of the registry office and the titles concerning the above properties can be seen at my office.

The above sale, made persuant to article 20 paragraph 3b of the Bankruptcy Act, has the effect of the sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash.

HENRI R. DUFRESNE,
Authorized trustee

Office: Henri R. Dufresne.
Brassard street, Nicolet. 1334—13-2

Loi de faillite.

Dans l'affaire de Pierre St-Hilaire, de la paroisse de Saint-Joseph-de-Blandford, comté de Nicolet, Qué., cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que MERCREDI, le TROISIEME jour de MAI 1922, à DIX heures A.M., seront vendues à l'encan public et conformément au paragraphe 3*b* de l'article 20 de la Loi de faillite, la vente devant avoir lieu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Joseph-de-Blandford, comté de Nicolet, les immeubles suivants, faisant partie de l'actif du cédant autorisé, savoir:

1. Une terre d'environ six arpents de largeur sur environ vingt-huit arpents de profondeur, faisant partie du côté nord du lot désigné au cadastre officiel du canton de Blandford, sous le numéro vingt-deux du septième rang dudit canton de Blandford; bornée en front au chemin royal dudit rang, en profondeur au sixième rang, au nord au lot numéro 2; et au sud à Napoléon Turgeon, le tout conformément à l'arpentage de Ferdinand Desruisseaux;

2. Une terre en ladite paroisse Saint-Joseph-de-Blandford, mesurant trois arpents de largeur sur environ vingt-huit arpents de profondeur,

Bankruptcy Act.

In the estate of Pierre St-Hilaire, of the parish of Saint-Joseph-de-Blandford, county of Nicolet, Que., authorized assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the THIRD day of MAY, 1922, at TEN o'clock in the forenoon, there will be sold at public auction, in accordance with paragraph 3*b* of article 20 of the Bankruptcy Act, the sale to be made to the parochial church door of the parish of Saint-Joseph-de-Blandford, in the county of Nicolet, the following immoveable properties, as follows:

1. A land of about six arpents in width by about twenty eight arpents in depth, forming part on the north side of the lot number twenty two of the seventh range of the township of Blandford; bounded in front by the public road of the said range; in rear by the 6th range; on the north by the number 21; and on the south by Napoléon Turgeon; the whole in compliance with the measures taken by Ferdinand Desruisseau;

2. A land in the said parish of Saint-Joseph-de-Blandford, containing three arpents in width by about twenty eight arpents in length, known and

connue et désignée au cadastre officiel d'enregistrement du canton de Blandford, comté de Nicolet, comme étant les trois arpents nord du numéro vingt-un du huitième rang (3 arpts N No 21) dudit canton de Blandford; bornée en front au sud-ouest au chemin royal, au nord-est au terrain de la Lotbinière Lumber Co., au nord au lot numéro 20, et au sud au terrain de dame Joseph Jutras—avec toutes les bâtisses sur lesdits terrains.

L'adjudication sera faite au plus haut et dernier enchérisseur.

Le certificat du bureau d'enregistrement et les titres relatifs aux immeubles ci-dessus peuvent être examinés à mon bureau.

Cette vente, faite d'après le paragraphe 3*b* de l'article 20 de la Loi de faillite, équivaut à une vente par le shérif.

Conditions de paiement: Comptant.

Le syndic autorisé,
HENRI-R. DUFRESNE.

Bureau: Henri-R. Dufresne,
Rue Brassard, Nicolet. 1337—13-2

designated on the official cadastre of the township of Blandford, in the county of Nicolet, as being the three arpents north side of number twenty one of eighth range (3 arpts. N. No. 21) of said township of Blandford; bounded in front by the public road, on the north-east by the land belonging to the Lotbinière Lumber Co. on the north by the lot number 20; and on the south by Mrs. Joseph Jutras—with all buildings thereon erected.

The adjudication will be made to the highest bidder.

The certificate of the registry office and the titles concerning above properties can be seen at the office of the undersigned.

The above sale, made persuant to paragraph 3*b* of article 20 of the Bankruptcy Act, has the effect of the sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash.

HENRI R. DUFRESNE,
Authorized trustee.

Office: Henri R. Dufresne,
Brassard street, Nicolet. 1338—13-2

Vente par licitation

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No. 4411.

Avis est par le présent donné que, en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, rendu le 16 février 1922, dans une cause dans laquelle Bernard D. Adelman et L. Lashinsky, tous deux de Montréal, sont demandeurs; et Mathilda Gibouleau, épouse séparée de biens de P. Gosselin, de Montréal, est défenderesse, et ledit P. Gosselin pour autoriser son épouse à ester en justice, et P. Gosselin personnellement aussi, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, à savoir :—

La moitié indivise d'un emplacement situé en la ville de Sainte-Rose, connu et désigné sous le numéro officiel soixante-neuf (69) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Sainte-Rose, comté de Laval. Ainsi que le tout se trouve présentement avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées audit immeuble.

L'immeuble ci-haut désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus haut et dernier enchérisseur, le DIX-HUITIEME jour d'AVRIL 1922, cour tenante, au palais de justice, chambre No. 31 de ladite Cour supérieure, ou dans toute autre chambre où la présente cause pourra être renvoyée, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi, sujet aux charges, clauses et conditions mentionnées dans le cahier des charges produit au greffe du protonotaire de ladite cour ; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à l'encontre de ladite licitation doit être produite au greffe du protonotaire de ladite cour au moins douze jours avant le jour fixé, tel que susdit, pour vente et adjudication ; et que toute opposition à fin de conserver doit être produite dans les six jours après l'adjudication ; et qu'à défaut par les parties de produire les oppositions dans les délais impartis aux présentes, elles seront forcloses de ce faire.

Un dépôt de $500.00 sera exigé de l'acheteur immédiatement après la vente.

Montréal, 2 mars 1922.

Les avocats des demandeurs,
877—11-2 BUDYK & BUDYK.

Sale by Licitation

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court. No. 4411.

Notice is hereby given that by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, rendered on the 16th day of February, 1922, in a cause wherein Bernard D. Adelman and L. Lashinsky, both of Montreal, are plaintiffs; and Mathilda Gibouleau, wife separate as to property of P. Gosselin, of Montreal, is defendant, and the said P. Gosselin to authorize his wife to *ester en justice*, and P. Gosselin personally as well, ordering the licitation of a certain immoveable designated as follows, to wit :

The undivided half of an emplacement in the town of Saint Rose, known and designated under the official number sixty nine (69) on the official plan and book of reference of the incorporated village of Saint Rose, county of Laval. As the whole now subsists together with the active and passive servitudes, apparent and non apparent, attached thereto.

The immoveable hereinabove described will be put to auction and adjudged to the highest and last bidder, on the EIGHTEENTH day of APRIL, 1922, sitting in the Court House, in room No. 31 of the said Superior Court or in any other room that this case may be referred to, at HALF past TEN o'clock in the forenoon, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited at the office of the prothonotary of the said Court ; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and failing the parties to fyle such oppositions within the delays hereby mentioned, they will be forclosed from so doing.

A deposit of $500.00 will be required from the purchaser immediately after the sale.

Montreal, March 2nd, 1922.

BUDYK & BUDYK,
878—11-2 Attorneys for plaintiff.

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 13

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dme Bélanger vs Rodrigue..... 728
" Bourbonnais vs Ekimberg..... 731
" Brault vs Picard..... 726
" Byrd vs Dyson..... 729
" Chamberland vs Gagnon..... 730
" Coutu vs Roberge..... 729
" Currier vs Campeau..... 730
" Dietcher vs Barbas..... 729
" Ducharme vs Boulé..... 727
" Goldberg vs Schwartz..... 727
" Goldberg vs Weiner..... 727
" Gosselin vs Lessard..... 731
" Grégoire vs Poirier..... 727
" Hirtz vs Knoff..... 730
" Kouri vs Jazzar..... 730
" Lafontaine vs Perusse..... 729
" Maher vs Boyer..... 726
" Mercil vs Papineau..... 730
" Paquet vs Lehouiller..... 728
" Plourde vs Lecouffe..... 726
" Portugais vs Turcotte..... 728
" Pow vs Hutchins..... 729
" Provost vs Mousseau..... 728
" Schleifer vs Richman..... 720
" Short vs Thompson..... 726
" Thauvette vs Léger..... 726
" Thibodeau vs Roy..... 730
" Todd vs Stark..... 728
" Tremblay vs Audet dit Lapointe.... 727
" Tremblay vs Nassif..... 728

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :

Dame Champagne vs Cloutier..... 731

ANNONCEURS :—Avis aux :—..... 699

ASSEMBLÉE:—

Quebec Central Railway Co'y..... 731

AVIS DIVERS :—

Gosselin, Joseph..... 732

BUREAU-CHEF :—

Gazelle Brokerage Agency, Lt'd..... 732

CHARTE, ABANDON DE :—

Wells, Limited..... 732

COMPAGNIES AUTORISÉES A FAIRE DES AFFAIRES :

Linoleum Manufacturing Company, Limited..... 733
Richards Wilcox Canadian Company, Ltd..... 732

DÉPARTEMENT DE L'AGRICULTURE :—

Cercle agricole de la paroisse de Saint-Mathieu..... 725

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :—

Canton de Compton à L'Assomption-de-Waterville..... 771

Index of the Quebec Official Gazette, No 13

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—

Dme Bélanger vs Rodrigue..... 728
" Bourbonnais vs Ekimberg..... 731
" Brault vs Picard..... 726
" Byrd vs Dyson..... 729
" Chamberland vs Gagnon..... 730
" Coutu vs Roberge..... 729
" Currier vs Campeau..... 730
" Dietcher vs Barbas..... 729
" Ducharme vs Boulé..... 727
" Goldberg vs Schwartz..... 727
" Goldberg vs Weiner..... 727
" Gosselin vs Lessard..... 731
" Grégoire vs Poirier..... 727
" Hirtz vs Knoff..... 730
" Kouri vs Jazzar..... 730
" Lafontaine vs Perusse..... 729
" Maher vs Boyer..... 726
" Mercil vs Papineau..... 730
" Paquet vs Lehouiller..... 728
" Plourde vs Lecouffe..... 726
" Portugais vs Turcotte..... 728
" Pow vs Hutchins..... 729
" Provost vs Mousseau..... 728
" Schleifer vs Richman..... 726
" Short vs Thompson..... 726
" Thauvette vs Léger..... 726
" Thibodeau vs Roy..... 730
" Todd vs Stark..... 728
" Tremblay vs Audet dit Lapointe.... 727
" Tremblay vs Nassif..... 728

ACTION FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY :—

Dame Champagne vs Cloutier..... 731

ADVERTISERS :—Notice to :—..... 609

MEETING :—

Quebec Central Railway Co'y..... 731

MISCELLANEOUS NOTICES :—

Gosselin, Joseph..... 732

CHIEF OFFICE :—

Gazelle Brokerage Agency, Lt'd..... 732

CHARTER,—SURRENDER OF:—

Wells, Limited..... 732

COMPANIES LICENSED TO DO BUSINESS :—

Linoleum Manufacturing Company, Limited..... 733
Richards Wilcox Canadian Company, Ltd..... 732

DEPARTMENT OF AGRICULTURE :—

Cercle agricole de la paroisse de Saint-Mathieu..... 725

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION :—

Township of Compton to L'Assomption-de-Waterville..... 771

Chûtes Victoria à Saint-François-Régis. 771
Divers lots mun. scolaire York à mun. Haldimand..... 724
Partie Sainte-Clotilde village à Sainte-Clotilde paroisse..... 724
Visitation-de-Maniwaki à Egan..... 771

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR :—

Ensign Insurance Company..... 725
Fidelity Insurance Company of Canada. 724
La Cie d'Assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Brandon..... 725
Montreal Protestant House of Industry and Refuge..... 724
United British Insurance Company, Limited..... 725

LETTRES PATENTES :—

A.-C. Landry, ltée..... 714
Ant. Bernier, Limitée..... 764
Dominion Auto Service Co'y, Lt'd..... 703
International Agency, Lt'd..... 704
J. F. Bertani Company, Lt'd..... 767
La Compagnie de construction de Lachine, Limitée..... 723
La Compagnie Blanchette, ltée..... 709
La compagnie des produits Lucas, ltée.. 705
La compagnie électrique de Québec.... 718
Lady Seazle Shop, Incorporated..... 707
Model Ladies Ware Company, Limited.. 710
Montreal Slipper & Gaiter Co., Lt'd.... 717
Monks, Marchand & Dawson, Limited.. 768
New-York Cord & Lassel Co. Lt'd.... 768
Quebec & Ontario Mortgage Bond Corporation, Lt'd..... 720
St. Lawrence Transportation, Lt'd..... 708
The Lacolle Brokerage Co., Lt'd..... 712
The United Garment Company, Lt'd.. 766

LETTRE PATENTE, SUPPLÉMENTAIRE:—

J.-O. Vachon, Limitée..... 771

MINUTES DE NOTAIRE—TRANSPORT DE :—

Demande par M. Victor W. Meek..... 733
Demande par M. L.-Ed. Morier..... 733
Demande par M. Pierre-Edmond Durocher..... 734
Demande par M. Emile Hébert..... 733

NOMINATIONS :—

Divers juges de paix..... 700

ORDRE DE COUR :—

Godard vs Salisbury..... 734

PROCLAMATIONS :—

Cour de Circuit, comté de Matane.... 702
La paroisse de Saint-Joseph-de-Témiscamingue..... 701

SOUMISSIONS:—

Municipalité scolaire, ville de Black Lake..... 735
Municipalité scolaire de Sainte-Rose-de-Lima-de-Sweetsburg..... 734
Ville de Montréal-Sud..... 772

Chutes Victoria to Saint François Régis. 771
Several lots of school mun. of York to mun. Haldimand..... 724
Part Sainte Clotilde, village to Sainte Clotilde parish..... 724
Visitation of Maniwaki to Egan..... 771

TREASURY DEPARTMENT:—

Ensign Insurance Company..... 725
Fidelity Insurance Company of Canada. 724
La Cie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Brandon..... 725
Montreal Protestant House of Indusry and Refuge..... 724
United British Insurance Company, Limited..... 725

LETTERS PATENT :—

A.-C. Landry, ltée..... 714
Ant. Bernier, Limitée..... 764
Dominion Auto Service Co'y, Lt'd..... 703
International Agency, Lt'd..... 704
J. F. Bertani Company, Lt'd..... 767
La Compagnie de construction de Lachine, Limitée..... 723
La Compagnie Blanchette, ltée..... 709
La compagnie des produits Lucas, ltée.. 705
La compagnie électrique de Québec.... 717
Lady Seazle Shop, Incorporated..... 707
Model Ladies Ware Company, Limited.. 710
Montreal Slipper & Gaiter Co., Lt'd.... 717
Monks, Marchand & Dawson, Limited.. 768
New-York Cord & Lassel Co. Lt'd.... 768
Quebec & Ontario Mortgage Bond Corporation, Lt'd..... 720
St. Lawrence Transportation, Lt'd..... 708
The Lacolle Brokerage Co., Lt'd..... 712
The United Garment Company, Lt'd.. 766

SUPPLEMENTARY, LETTER PATENT:—

J.-O. Vachon, Limitée..... 771

NOTARIAL MINUTES TRANSFERRED :—

Application by Mr. Victor W. Meek.... 735
Application by Mr. L. Ed. Morier..... 733
Application by Mr. Pierre-Edm. Durocher..... 734
Application by Mr. Emile Hébert..... 733

APPOINTMENTS:—

Several justices of the peace..... 700

RULE OF COURT :—

Godard vs Salisbury..... 734

PROCLAMATIONS :—

Circuit Court, county of Matane..... 702
The parish of Saint-Joseph-de-Témiscamingue..... 701

TENDERS :—

School municipality city of Black Lake. 735
School municipality of Sainte-Rose-de-Lima-de-Sweetsburg..... 734
Town of Montreal-South..... 772

VENTES—LOI DE FAILLITE :—

Chagnon, Bruno..... 735
Gardner, Albert..... 737
Hamel, Arthur..... 736
Jutras, Adalbert..... 772
Jutras, Philippe..... 773
Laroche, Alcide..... 738
Robichaud, Horace..... 737
St-Hilaire, Pierre..... 773

VENTE PAR LICITATION:—

Adelman et Lashinsky vs Gosselin..... 774
Jutras vs Jutras..... 739

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

ARTHABASKA :—

Archambault vs Jutras..... 740
Lambert vs Tremblay..... 740

BEAUCE:—

Dodier vs Poirier..... 740

BEAUHARNOIS :—

Goyer vs Ricard..... 742
Rhéault vs Lesiège *et vir*..... 741
Smaill vs Dme Leslie..... 741

GASPÉ :—

Côté vs Paquet..... 742
The Le Boutellier Bros, Company, Limited vs Leblanc..... 742

HULL :—

J. Vallée vs W. Vallée..... 743
The General Supply Co. of Canada vs The Consolidated Graphite & Milling Co..... 743

JOLIETTE :—

Charbonneau vs Sarrasin..... 744

MONTMAGNY :—

Giroux vs Côté..... 744
Normand vs Vézina..... 745

MONTRÉAL :—

Blache (Dme) vs Berthiaume..... 748
Cité de Montréal vs Goldberg..... 747
Cité de Montréal vs Morgan..... 748
Cité de Montréal vs Morin..... 747
Cité de Montréal vs Welsh..... 751
Desrochers vs Goyette..... 746
Giguère vs Bergeron..... 745
Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs Le Jardin Zoologique de Montréal.... 746
McFee (Dme) *et al* vs Canadian Jewellers Lt'd..... 749
Yorkshire Insurance Company vs Fromson..... 747

QUÉBEC :—

Barbeau vs Lemelin..... 755
Buteau vs Cofston..... 756
DeKostner vs Beaubien..... 752

SALES—BANKRUPTCY ACT :—

Chagnon, Bruno..... 735
Gardner, Albert..... 737
Hamel, Arthur..... 736
Jutras, Adalbert..... 772
Jutras, Philippe..... 773
Laroche, Alcide..... 738
Robichaud, Horace..... 737
St-Hilaire, Pierre..... 773

SALE BY LICITATION :—

Adelman et Lashinsky vs Gosselin..... 774
Jutras vs Jutras..... 739

SHERIFFS' SALES :—

ARTHABASKA :—

Archambault vs Jutras..... 740
Lambert vs Tremblay..... 740

BEAUCE:—

Dodier vs Poirier..... 740

BEAUHARNOIS :—

Goyer vs Ricard..... 742
Rheault vs Lesiège *et vir*..... 741
Smaill vs Dame Leslie..... 741

GASPÉ :—

Côté vs Paquet..... 742
The Le Boutellier Bros, Company, Limited vs Leblanc..... 742

HULL :—

J. Vallée vs W. Vallée..... 743
The General Supply Co. of Canada vs The Consolidated Graphite & Milling Co..... 743

JOLIETTE :—

Charbonneau vs Sarrasin..... 744

MONTMAGNY :—

Giroux vs Côté..... 744
Normand vs Vézina..... 745

MONTREAL :—

Blache (Dme) vs Berthiaume..... 748
City of Montreal vs Goldberg..... 747
City of Montreal vs Morgan..... 748
City of Montreal vs Morin..... 747
City of Montreal vs Welsh..... 751
Desrochers vs Goyette..... 746
Giguère vs Bergeron..... 745
Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs Le Jardin Zoologique de Montréal.... 746
McFee (Dme) *et al* vs Canadian Jewellers Lt'd..... 749
Yorkshire Insurance Company vs Fromson..... 747

QUÉBEC :—

Barbeau vs Lemelin..... 755
Buteau vs Colston..... 756
DeKostner vs Beaubien..... 752

Lotbinière Lumber Co. vs Beaudoin.... 752
Roberge *et al* vs La compagnie des abattoirs de Québec..... 752
Trottier, enreg. vs Lambert..... 755

RIMOUSKI :—

Beaulieu vs Dme Gagné *et al*..... 757
Blier vs Blouin *et al*..... 757
Moreault vs Lepage..... 757
Shatter Coy vs Blouin..... 758
Pelletier vs Gagnon..... 756

ROBERVAL :—

Côté vs Simard..... 758
Dufour vs Villeneuve..... 759
The Mathew Moody & Sons Co..... 758

SAINT-FRANCOIS :—

Bilodeau vs Côté..... 759
Mercier vs Dme Veilleux..... 761
Mitchell & Co., Limited vs Lavoie..... 760
Parker vs Knight..... 760

SAINT-HYACINTHE :—

Labossière vs Girouard..... 761

TERREBONNE :—

St-Aubin *et al* vs Dme Pelletier *et vir*.... 762

TROIS-RIVIÈRES :—

Brière vs Gélinas..... 762
Lacroix vs Côté..... 763
Lessard vs Gélinas..... 763
Tremblay vs Leblanc..... 764

Lotbinière Lumber Co. vs Beaudoin.... 752
Roberge *et al* vs La compagnie des abattoirs de Québec..... 752
Trottier, enreg. vs Lambert..... 755

RIMOUSKI :—

Beaulieu vs Dme Gagné *et al*..... 757
Blier vs Blouin *et al*..... 757
Moreault vs Lepage..... 757
Shatter Coy vs Blouin..... 758
Pelletier vs Gagnon..... 756

ROBERVAL :—

Côté vs Simard..... 758
Dufour vs Villeneuve..... 759
The Mathew Moody & Sons Co..... 758

SAINT-FRANCIS :—

Bilodeau vs Côté..... 759
Mercier vs Dme Veilleux..... 761
Mitchell & Co., Limited vs Lavo..... 760
Parker vs Knight..... 760

SAINT-HYACINTHE :—

Labssière vs Girouard..... 761

TERREBONNE :—

St-Aubin *et al* vs Dme Pelletier *et vir*.... 762

THREE RIVERS :—

Brière vs Gélinas..... 762
Lacroix vs Côté..... 763
Lessard vs Gélinas..... 763
Tremblay vs Leblanc..... 764

QUÉBEC.—Imprimé par LS-A. PROULX, imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi.

QUEBEC.—Printed by LsA. PROULX, printer to His Most Excellent Majesty the King.